

Rezensionen = Recensions = Recensioni

Autor(en): **Tieffenbach, Emma / Veyrenche, Yannick / Benedict, Philip**

Objektyp: **BookReview**

Zeitschrift: **Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera**

Band (Jahr): **73 (2023)**

Heft 1

PDF erstellt am: **21.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Rezensionen / Recensions / Recensioni

Olivier Christin, *La cause des autres. Une histoire du dévouement politique*, Paris: puf, 2021, 324 pages.

Dès les premières lignes de *La cause des autres*, Olivier Christin, professeur à l'université de Neuchâtel et directeur d'études à l'École pratique des hautes études, explicite les enjeux de cette «histoire du dévouement politique» qu'il a le projet de reconstituer. Il s'agira de voir si l'enquête permet d'élucider les propos surprenant de Tocqueville sur l'individualisme triomphant des sociétés démocratiques, dont la forme la plus spectaculaire est le désengagement des affaires publiques, le «repli sur soi» et la tendance à prendre retraite dans la sphère privée du travail ou de la famille. Selon Tocqueville, ces vices renforcent l'isolement des individus qui, arrivés au terme d'une révolution démocratique, semblent oublier le besoin qu'ils pourraient avoir, un jour, de la bienveillance de leurs semblables. Par contraste, dans les sociétés aristocratiques, l'immobilisme des classes sociales incline leurs membres à l'oubli de soi et au renoncement, les liens d'entraide entre les membres d'une même classe paraissant plus forts lorsque la possibilité d'ascension sociale est nulle.

Ce qui fait l'étrangeté de ces observations, explique Olivier Christin, c'est le contraste qu'elles forment, à la même époque, avec les appels au dévouement politique formulés par certains penseurs républicains qui, pour insuffler l'esprit civique, mobilisent une série de figures légendaires ou historiques qui portent les noms aujourd'hui oubliés de Brutus, Scaevola, Decius, Marcus Curtius. Leurs actes de dévouements extrêmes, racontés une première fois par Tite-live, Cicéron, Salluste, Virgile ou Horace, auraient rendu possible la naissance ou la survie de la République romaine. Si toutes ces figures n'ont pas œuvré de la même manière à la défense des libertés républicaines, leur héroïsme tient à la façon dont ils ont payé, l'un de sa main, l'autre de sa vie, l'autre encore de celle de ses enfants, leur détermination à faire reculer les ennemis de la République.

Aussi différentes soient les formes de dévouements extrêmes dont ils ont fait preuve, leurs actes ont ceci en commun d'être entièrement volontaires, de montrer un degré de renoncement propre à les rendre moralement optionnels et d'avoir été légitimement applaudis en raison de leur rôle crucial dans l'avancement de l'intérêt général. «[L]ouables et non exigibles, exemplaires et presque inimitables» (p. 16), les sacrifices exceptionnels de ces héros antiques les font relever de la catégorie des actes dit «surrogatoires» qui, selon le philosophe James Urmson (1958) complètent les trois catégories normatives traditionnelles des actes «obligatoires», «permis» et «interdits».

L'histoire du dévouement politique que raconte Olivier Christin retrace le sort contrasté et inattendu qui a été réservé à ces héros de la fondation de Rome. Avec le niveau d'érudition nécessaire à l'entreprise, en privilégiant «des auteurs de second rang, des ouvrages de compilation, des manuels scolaires et des recueils de lieux communs, des discours et des sermons» (p. 12), son enquête raconte la postérité équivoque de ses figures. Au sein de la tradition chrétienne d'abord puis chez les humanistes italiens (chapitre 2), avant de passer aux sociétés de cours européennes (chapitre 3), au traitement des Lumières françaises (chapitre 4), et, pour finir, aux discours rassembleurs de certains protagonistes de la Révolution française (chapitre 5). C'est la force de l'analyse d'Olivier Christin que de mettre minutieusement en évidence, citations à l'appui, les réajustements et réinterprétations qui ont été nécessaires pour que ces dévoués de la cause publique que sont Brutus, Scaevola, Decius, Marcus Curtius soient, à chaque fois, à même de servir les cau-

ses politiques les plus divergentes. À commencer par le traitement, plus ambivalent que dépréciatif, que le christianisme fait de ces héros païens dont le tort est de s'être limité à des causes trop mondaines, trop éclatantes, mais dont l'abnégation extrême, en raison justement de sa vanité, se présente comme exemple à dépasser. Lorsque les humanistes des Républiques italiennes s'emparent, à leur tour, de ces figures antiques, c'est pour rappeler cette fois-ci aux détenteurs des diverses fonctions publiques qu'ils doivent rester humblement au service de la Cité. À l'Âge classique, l'auteur détecte un « tournant aristocratique » (p. 148) dans la façon dont nos héros antiques réapparaissent dans des récits destinés aux sociétés de cours, où leurs actes de bravoure deviennent l'apanage d'une élite qui s'en sert pour assimiler la vertu civique à la gloire militaire. Mais dans ces remplois successifs, la rupture la plus importante a lieu au XVIII^e siècle à la faveur d'un « retournement » rendu possible par les Lumières françaises qui vont se charger de démocratiser la vertu civique en la mettant à la portée de tous (ou presque). Désormais l'affaire du plus grand nombre, le sens civique de ces héros ne peut plus relever du surrogatoire, puisque les « petits sacrifices » qui l'incarnent – voter, être bénévole, faire campagne, écrire des lettres aux sénateurs – sont donnés comme des obligations auxquelles le bon citoyen apprend, parfois à ses dépens, à ne pas se soustraire.

Qu'en est-il aujourd'hui de la prévalence de ce sens civique? S'il est tentant de penser, à l'instar de Tocqueville il y a deux siècles, qu'il est en retrait – l'abstentionnisme des jeunes lors des élections en témoigne – Olivier Christin souligne qu'on aurait toutefois tort de ne pas le voir « dans les nouvelles actions militantes conduites au sujet de l'environnement, des droits des minorités, de l'antispécisme, qui prennent souvent initialement la forme d'actions individuelles spectaculaires et couteuses » (p. 12). Peut-être. Si c'est le cas, il vaut néanmoins la peine de souligner que ce serait au prix d'une nouvelle « mutation du discours » que les militantismes « globaux » ici évoqués – la défense du droit des animaux, des espèces végétales et des réfugiés – compteraient bel et bien comme les dernières manifestations cosmopolites d'un civisme qui, jusque-là, était compris comme la vertu d'un citoyen, d'un sujet ou d'un Prince. En bref, une notion inscrite dans ses relations à un État dont les prérogatives sont confinées à un territoire politique donné, et dont le dévoué est le citoyen, le sujet ou le dirigeant.

Emma Tieffenbach, Genève

Noëlle Deflou-Leca, Fabrice Demotz (dir.), **Établissements monastiques et canoniaux dans les Alpes du Nord V^e–XV^e siècle. Actes du colloque international du Château de Ripaille, 5–6 novembre 2015**, Rennes: Presses Universitaires de Rennes, 2020 (coll. Art & Société), 352 pages, 31 illustrations.

On trouvera ici un état des lieux collectif qui donne accès à des recherches récentes ou en cours, qui rend compte de la diversité des approches et qui renouvelle un sujet parfois rapidement perçu comme classique tant il est balisé, de part et d'autre des frontières, par l'*Helvetia Sacra*, par les actes du colloque *Monasteri in alta italia dopo le invasioni saracene e mangiare* (1964) ou bien encore par les synthèses de Bernard Bligny puis de Giuseppe Sergi. L'ouvrage reflétant avant tout les dynamiques de la recherche (sans viser l'exhaustivité), il ne sert à rien d'en pointer les possibles lacunes. Tout au plus peut-on noter que les Cisterciens et les Chalaisiens y occupent une place assez discrète, tout comme les pratiques de l'écrit: seul le bilan que propose Arnaud Delerce sur les chartriers perdus d'Abondance, d'Aulps et de Vallon aborde les problèmes liés aux sources, en particulier leur éclatement entre différents fonds d'archives. Les directeurs signalent aussi

l'absence des ordres religieux-militaires et la place restreinte accordée, d'une part, aux moniales et, de l'autre, aux chanoines réguliers, quand bien même de solides contributions éclairent le développement des établissements de moniales cartusiennes (Mathilde Duriez), des chanoines réguliers du Chablais (Sidonie Bochaton, Arnaud Delerce) et des Antonins (Julie Dhondt).

Les 19 contributions sont distribuées en trois parties: «La lente occupation monastique des Alpes», «Les moines dans la société alpine (XI^e–XII^e siècle)», «Espace et contrôle des territoires de montagne». L'échelle d'analyse varie, entre dynamiques observées à l'échelle des «Alpes du Nord» ou d'un territoire donné (le Piémont, le diocèse de Grenoble) et mises au point consacrées à des établissements particuliers, sur la base de leurs archives ou d'investigations archéologiques récentes, en premier lieu à Saint-Maurice d'Agaune. La notion d'«Alpes du Nord» nous ramène principalement au Valais, à la Savoie (prédominante) et au nord du Dauphiné (département de l'Isère), avec néanmoins un excursus vers le Piémont.

Couvrant un millénaire d'histoire des massifs alpins, l'ouvrage permet de préciser la chronologie des différents établissements et réseaux monastiques. En tête figure tout naturellement un bilan des fouilles récentes dirigées par Alessandra Antonini à Saint-Maurice d'Agaune, où la vie religieuse n'a jamais été interrompue depuis 515, quand des moines sont installés auprès du sanctuaire martyrial du Martolet à l'occasion de la conversion au catholicisme du roi burgonde Sigismond. Cela donne naissance à un complexe monastico-politique composé d'une aula, d'un portique, d'un baptistère et de basiliques funéraires. En lien avec le pôle monastique lyonnais ou grinien, Agaune constitue un remarquable relais de la culture littéraire chrétienne (Éric Chevalley). Pendant cinq siècles, le monachisme alpin est réduit à quelques gros établissements de vallée avant la floraison qualifiée classiquement de «conquête religieuse des Alpes». Laurent Ripart constate qu'à la veille de la fondation de la Grande Chartreuse, les réseaux de prieurés s'égrènent encore le long des grands itinéraires antiques. Les véritables monastères de montagne ne naîtraient qu'au début du XII^e siècle, précédés par des réseaux canoniaux et hospitaliers associés au franchissement de grands cols. Jacques Bujard propose ainsi une restitution architecturale convaincante de l'église de Bourg-Saint-Pierre dont la reconstruction, engagée peu avant 1020, précède le développement de l'hospice du Grand-Saint-Bernard. Toutefois, s'il y a bien une avancée des religieux dans les massifs – due dans un premier temps à des réseaux extérieurs aux «Alpes du Nord», La Chaise-Dieu, Saint-Chaffre et Oulx? (N. Deflou-Leca) –, les moines et chanoines ont généralement été précédés par d'autres et ils accompagnent une montée de l'habitat permanent. À cet égard, il est regrettable qu'aucune contribution ne s'appuie sur une restitution du paléoenvironnement ou sur une mise en contexte de la présence monastique sur les alpages.¹

Les problèmes de la fin du Moyen Âge ne sont pas délaissés. L'autonomie des ordres religieux est mise en péril par le système de la commende, généralement néfaste au patrimoine des anciens établissements comme le prieuré de Talloires, atteint en 1397 (Henri Comte). À Tamié, les moines tendent à perdre le droit d'élire leur abbé (Christian Regat). Le schisme accélère la décomposition du système de contrôle mis en place lors du réarrangement institutionnel clunisien du tournant du XIII^e siècle (le «Cluny après Cluny» de Gehrt Melville), qui avait réparti les prieurés en provinces dirigées par des *camerarii* ou

1 Voir entre autres les jalons fournis par Fabrice Mouthon, *Montagnes médiévales. Les alpages de Savoie, Dauphiné et Provence du XII^e au XVI^e siècle*, Chambéry 2019 (coll. «Sociétés Religions Politiques», 46).

provisores, mis d'abord à mal par les ingérences de certains évêques comme celui de Bâle (Hans-Joachim Schmidt). Néanmoins, d'autres ordres religieux, plus dynamiques, parviennent alors à développer leur réseau dans les massifs alpins: les Antonins, dont la structuration en ordre date seulement du milieu du XIII^e siècle (alors que l'ergotisme décline) car la papauté pousse au regroupement (J. Dhondt); les ordres mendiants, dont le développement est ici tardif (Sophie Delmas). Amélie Roger étudie l'insertion des Dominicains dans la ville d'Annecy, dont ils façonnent un quartier, suite à la fondation du couvent déléguée par le pape Martin V au cardinal de Brogny.

L'inscription des fondations étudiées dans une histoire des pouvoirs, à différentes échelles, est un point fort de l'ouvrage. F. Demotz revalorise le rôle du dernier roi de Bourgogne Rodolphe III († 1032), qui s'appuyait sur son entourage d'évêques et de fidèles. Puis, la multiplication des prieurés et l'avancée des moines dans les massifs correspond à un élargissement du cercle des partenaires laïques, phénomène analysé par N. Deflou-Leca à l'échelle du diocèse de Grenoble. Aux X^e et XI^e siècles, un maillage d'*Eigenklöster* épiscopaux fondés avec des motifs «analogues à ceux des laïcs» relaie l'influence des prélats piémontais selon Caterina Ciccopiedi, puis les évêques doivent composer avec la recherche de l'exemption de monastères comme Saint-Michel-de-la-Cluse. Sylvain Excoffon s'intéresse à l'inverse à l'influence des Chartreux sur les sièges épiscopaux alpins, jusqu'ici surévaluée par l'historiographie. Deux études de cas analysent les formes de puissance monastique à l'échelle du Chablais: Nicolas Carrier montre que le contrôle seigneurial des moines s'appuie autant que faire se peut sur le «triangle servile» (un homme, une tenure, un seigneur) et, à partir du milieu du XIII^e siècle, sur la justice; S. Bochaton compare les traductions architecturales de la puissance des religieux à Meillerie, dépendance du Grand-Saint-Bernard transformée en maison forte au moment où le prévôt obtient la justice de cette localité, et Saint-Paul-en-Chablais, dépendance du monastère lyonnais de Savigny placée sous la tutelle des Blonay, dont c'est la nécropole familiale. Néanmoins, le fonctionnement des seigneuries monastiques n'est pas envisagé hors des comtés de Savoie et de Genevois, et une comparaison avec les monastères dauphinois aurait été utile.

Comment ces fondations monastiques tirent-elles parti des espaces naturels spécifiques où elles s'insèrent? Du haut Moyen Âge aux Antonins, la notion de «monachisme de routes» revient souvent sous la plume des auteurs. En effet, le monachisme alpin est d'abord un phénomène de vallées associées à la circulation et au franchissement des cols. Les Mendiants s'implantent prioritairement dans les villes, dont ils façonnent certains quartiers, sauf les Mineurs Observants de Myans (1458) qui investissent un site lié à l'éboulement du mont Granier. S. Delmas constate qu'aucun grand prédicateur ne vient des Alpes du Nord, mais que les couvents de la région disposaient de riches bibliothèques et que leur pastorale, suivant les *exempla* déjà étudiés par Jacques Berlioz, n'était pas dépourvue d'allusions ou anecdotes liées au milieu montagnard. Inversement, le milieu montagnard peut constituer par sa rudesse le cadre d'une ascèse. Catherine Santschi repère dans le monachisme alpin une tension de longue durée entre la solitude de l'athlète de Dieu et le cadre communautaire. M. Duriez examine les choix topographiques parfois radicaux des moniales cartusiennes, qui tranchent avec le moindre isolement des autres monastères féminins.

En fin de compte, voilà un ensemble de bonnes mises au point, œuvre d'auteurs issus d'horizons variés. On peut regretter l'absence d'une cartographie unifiée et surtout d'un index qui aurait permis, par exemple, d'identifier le cardinal de Brogny Jean Frac-

zon, fondateur des Dominicains d'Annecy (p. 136) avec *Fraczos*, prieur commendataire de Talloires (p. 185). Par ailleurs, on pouvait s'attendre à une mise en œuvre plus pointue des potentialités de la géomatique.

Yannick Veyrenche, Clermont-Ferrand

Nicolas Balzamo, *Les êtres artificiels. Essai sur le culte des images en Occident (XIV^e–XVII^e siècle)*, Paris: Les Éditions du Cerf, 2021, 228 pages, 9 illustrations.

Over the past few decades many excellent studies have explored the history of Catholic shrines, pilgrimage sites, and miraculous images in medieval and early modern Europe. Within this ever-expanding literature, Nicolas Balzamo's essay carves out a distinctive niche for itself through its illuminating focus on an unresolved tension between theory and practice at the heart of Latin Christian image worship from the fourteenth through the seventeenth century: what the author calls the contradiction between «l'égalité ontologique des représentations et l'inégalité de fait qui régnait en ce domaine» (p. 122). Simply put, from c. 1200 onward, the fundamental explanation offered by theologians in the Latin West of why kneeling and praying before statues of saints or the Virgin did not violate the second commandment's injunction against worshiping graven images was that the images were just representations of the people depicted. «L'usage ancien de l'Église ne les honore pas absolument, en tant que pierres ou autres choses matérielles, soit or ou argent, papier ou parchemin: mais par relation, en référant telle révérence aux saints de Paradis,» Nicole Grenier explained in 1547. By this logic, any representation of a saint ought to be as good as any other to pray before. Yet as pilgrimage and saint worship actually came to be practiced, some images came to be credited with a degree of spiritual power that set them apart from others. Believers made vows or pilgrimages to Our Lady of Winchester or to the Schöne Maria of Regensburg, not to any old statue of the Virgin. An awkward gap opened up between theory and practice that clerical discourse sought to fill in a number of ways.

Part one quickly adduces the evidence suggesting a proliferation of venerated images across the central Middle Ages, before reviewing in more detail central features of their worship between 1300 and 1700, notably the various manners in which believers sought to capture for themselves the supernatural powers believed to emanate from them – by vow, by threat, by pilgrimage, by touching the object, by touching an object that had touched the object, and so forth. A key point of this chapter is that the strongest claims for the powers of specific images were generally made by their clerical guardians. Part two explores the reaction of churchmen and theologians to the practices they saw developing. Both before and after the Reformation, the sharpest criticism of prayer to specific images came from those prepared to break with the established church and attribute the abuse involved to the cupidity of the clergy, but in the fourteenth and fifteenth centuries prominent voices of unquestioned orthodoxy could also assert, as did the mid-fifteenth-century bishop of Avila, Alfonso de Madrigal, that «those who manifest devotion to one image rather than another are guilty of the sin of idolatry.» With the Reformation and Counter-Reformation, such outright condemnation from within the Catholic church became beyond the pale. At the same time, within confessionally divided Europe (although not in Mexico where Catholicism faced no Protestant challenge), no churchman dared to defend the idea that the Virgin or saint was in some manner present within any specific image, lest they seem to prove the Protestant charge that Catholicism encouraged idolatrous worship. How then did churchmen explain why so many believers seemed to

credit specific images with extraordinary powers? How did they justify the Church's allowing enthusiastic worship to continue before such images? Part three, «la cause du peuple», explores the answers provided to these questions. The most common explanations were that they were either an outgrowth of, or a necessary concession to, the limited intellectual capacities of simple folk – this even though kings were as likely as peasants to have recourse to holy objects, and clerical promotion had been essential to the emergence of the most successful shrines. Ultimately, Balzamo suggests, the various clerical figurations of «le peuple», whether as crudely ignorant or as naively but genuinely pious, «offrait à ses promoteurs l'opportunité de jouer un rôle qu'ils s'étaient eux-mêmes attribués: instruire le peuple et le remettre dans le droit chemin de la saine doctrine, le défendre des calomnies dont il était victime, le mettre à l'abri de controverses et de scandales» (p. 186).

Those seeking to understand the late medieval and early modern cult of images in all of its aspects will want to read this book alongside the other excellent studies listed in its fine selective bibliography. *Les êtres artificiels* now takes its place among the essential titles on the topic thanks to the insight it provides on the aspects of the phenomenon it highlights.

Philip Benedict, Geneva

Eberhard Nehlsen, **Zürcher Liedflugschriften. Katalog der bis 1650 erschienenen Drucke in der Zentralbibliothek Zürich**, Redaktion: Christian Scheidegger, Baden-Baden: Verlag Valentin Körner, 2021 (Bibliotheca bibliographica Aureliana, Bd. 256), 520 Seiten, 119 Abbildungen.

Ein gedruckter Katalog im Zeitalter der Digitalisierung – ist das noch sinnvoll? Diese Frage mag man sich stellen, und sie wird weiter unten wieder aufgegriffen. Zunächst soll aber die immense Arbeit, die Eberhard Nehlsen mit der vorliegenden Publikation geleistet hat, unabhängig vom gewählten Medium gewürdigt werden. Als einer der größten Kenner der Materie hatte Nehlsen 2008 bereits einen dreibändigen Katalog der Liedflugschriften aus der Staatsbibliothek zu Berlin vorgelegt und machte sich in der Folge daran, auch die in der Zentralbibliothek Zürich (ZBZ) überlieferten Druckschriften von Liedern aus der Frühen Neuzeit zu katalogisieren. Das Ergebnis liegt nun in Buchform vor, fachkundig redigiert durch Christian Scheidegger, der die Sammlung auch schon in einem ersten Artikel ausgewertet hat.²

Lieder wurden ab der Wende zum 16. Jahrhundert hauptsächlich in Form von dünnen Heftchen verbreitet, die man heute als Flugschriften bezeichnet. Dank der neuen Technologie des Drucks mit beweglichen Lettern liessen sich diese Erzeugnisse schnell herstellen und günstig vermarkten, so dass man von einem ersten Massenmedium sprechen könnte. Mit eingängigen Reimen zu bekannten Melodien sollten Neuigkeiten verbreitet, Gefühle vermittelt, Meinungen gebildet, Stimmungen erzeugt, Ratschläge erteilt oder einfach nur unterhaltsame Anekdoten erzählt werden. Etwas überspitzt könnte man vom Twitter der Frühen Neuzeit sprechen (wenngleich natürlich Reichweite, Partizipativität und Reziprozität der heutigen Sozialen Medien ungleich grösser ausfallen). Obwohl – oder gerade weil – es sich um ein kostengünstiges Massenprodukt handelte, sind viele dieser Liedflugschriften heute nur noch in einem einzigen Exemplar überliefert.

² Christian Scheidegger, Die Liedflugschriften der Zentralbibliothek Zürich, in: *Librarium. Zeitschrift der Schweizerischen Bibliophilen-Gesellschaft* 63 (2020), S. 20–39.

Mit 577 Drucken besitzt die ZBZ die grösste Kollektion solcher Liedflugschriften in der Schweiz, mehr als 70 Prozent davon sind Unikate. Anders als bei der bereits erwähnten Sammlung der Staatsbibliothek zu Berlin, die das Resultat einer gezielten Erwerbspolitik seit dem 19. Jahrhundert darstellt und dementsprechend bunt aus aller Welt zusammengewürfelt ist, widerspiegelt der Bestand der ZBZ den zeitgenössischen Konsum dieser Produkte vor Ort. Mehrheitlich handelt es sich um Stücke, die interessierte Privatleute zusammengetragen und über Generationen vererbt hatten, bevor sie an die Vorläufer der heutigen ZBZ übergingen. Wo ein Druckort genannt ist, zeigt sich, dass die Zürcher vor allem Druckerzeugnisse aus den protestantischen Orten der Eidgenossenschaft rezipierten, insbesondere aus der Universitätsstadt Basel (36 Prozent) sowie aus Bern (20 Prozent) und Zürich (15 Prozent). Am häufigsten vertreten sind die Werkstätten der Familie Apiarius mit 110 Drucken, gefolgt von Johannes Schröter mit 62 und Hans Rudolf Wysenbach mit 22 Drucken. Umgekehrt gibt es auch auffällige Lücken in der Sammlung der ZBZ, indem der Katalog beispielsweise von Augustin Fries nur drei Drucke aufführt, obwohl Fries zwischen 1540 und 1548 über 30 Lieder in Zürich gedruckt hat.

Grösster Beliebtheit erfreuten sich offenbar die Lieder des Berner Dichters Benedikt Gletting, von denen die ZBZ rund 30 Exemplare besitzt. Inhaltlich wird die gesamte Themenvielfalt frühneuzeitlicher Liederdrucke abgedeckt, von besinnlichen geistlichen Liedern bis hin zu sogenannten Zeitungsliedern über aktuelle Ereignisse oder Wunderzeichen. Besonders stark kommt indessen auch hier der eidgenössische Bezugsrahmen zum Ausdruck: Über 70 Lieder behandeln Begebenheiten aus der älteren Geschichte, etwa die Schlachten bei Morgarten, Sempach und Näfels oder die Burgunderkriege und den Schwabenkrieg, während Gestalten wie Wilhelm Tell, Bruder Klaus oder ein stilisierter «Alter Eidgenosse» die seit der Reformation konfessionell zerstrittenen Orte zur Einigkeit aufrufen. Dass solche historisierenden Lieder über Jahrzehnte immer wieder neu aufgelegt wurden, stellt eine bemerkenswerte Besonderheit der eidgenössischen Liedpublizistik dar.³

Erschlossen wird Nehlsens bibliographisches Verzeichnis durch verschiedene Register, die sich nicht nur auf Titel, Verfasser, Drucker und Druckorte beschränken, sondern auch die Suche nach Liedanfängen und Tonangaben (Melodien) ermöglichen. Aus überlieferungsgeschichtlicher Perspektive ist das Register der Provenienzen interessant, welches erlaubt, zeitgenössische Sammlungen zu rekonstruieren und Aufschluss über die Vorlieben früherer Benutzer zu gewinnen. Neben den Berliner Liedflugschriften sind damit nun auch die in Zürich überlieferten Exemplare systematisch erschlossen. In seiner Einführung erwähnt Nehlsen zudem, dass er an einem Quellenverzeichnis sämtlicher deutschsprachigen Liedflugschriften des 15. bis 18. Jahrhunderts arbeite, das rund 9000 Drucke umfasse (S. 12).

Zudem würdigt Nehlsen in seiner Einführung den «epochalen Umbruch», den das neue Medium des Buchdrucks ab der Mitte des 15. Jahrhunderts herbeiführte (S. 9). Die Beschäftigung mit diesem Medienwandel regt dazu an, auch die aktuell sich vollziehende, wohl ebenso als epochal zu bezeichnende Transformation zu reflektieren. Vor diesem Hintergrund mutet es seltsam an, dass der einleitende Text an keiner Stelle erwähnt, dass viele der hier vorgestellten Liedflugschriften über Online-Kataloge bereits erschlossen sind, in den Verzeichnissen der im deutschen Sprachbereich erschienenen Drucke des 16. und 17. Jahrhunderts (VD 16 und VD 17) virtuell zusammengeführt werden und zune-

³ Rainer Hugener, *Gesungene Geschichte(n). Eidgenössische Schlachtlieder in Chroniken und Flugschriften* (Teil 1 und 2), in: *Schweizerische Zeitschrift für Geschichte* 72 (2022), S. 257–273 und 425–445.

mend in digitalisierter Form vorliegen.⁴ Die Erforschung dieser frühen, über ganz Europa verstreuten Printmedien wird dadurch erheblich erleichtert.

Umso mehr drängt sich die eingangs gestellte Frage auf, inwiefern ein gedruckter Katalog in diesem medialen Umfeld noch Sinn ergibt, haben sich doch Medienkonsum, Nutzungsgewohnheiten und Suchstrategien aufgrund neuer technischer Möglichkeiten drastisch verändert. Wie prekär der Buchdruck gegenüber einer ständig aktualisierbaren Online-Datenbank ausfällt, zeigt sich allein schon daran, dass dem vorliegenden Werk ein Anhang mit «Addenda & Corrigenda» beigegeben werden musste (S. 517), die auf der Homepage des Verlags sporadisch ergänzt werden.⁵ Die wenigen dort versammelten Korrekturen sind zwar vor allem ein Zeugnis für Nehlsens äusserst gewissenhafte Arbeitsweise; in einer Online-Publikation könnten solche Anpassungen jedoch problemlos eingearbeitet und sogar versioniert werden. Auch die stets mühsame und fehleranfällige Registerarbeit könnte durch nutzerfreundliche Such- und Filterfunktionen abgelöst werden. Auf der anderen Seite mag gerade eine Gedächtnisinstitution wie die ZBZ darauf abzielen, die Ergebnisse möglichst dauerhaft zu sichern – und diesbezüglich hat das Medium des Buchdrucks seine langfristige Stabilität bewiesen, wie nicht zuletzt die hier behandelten Liedflugschriften belegen, wohingegen sich erst noch weisen muss, wie digitale Medien die kommenden 500 Jahre überstehen.

Rainer Hugener, Zürich

Rainer Henrich, René Specht (Hg.), **Johann Conrad Ulmer (1519–1600). Vollender der Reformation in Schaffhausen. Referate der Jubiläumstagung zu seinem 500. Geburtstag Schaffhausen, 28.–30. März 2019**, Zürich: Chronos, 2020 (Schaffhauser Beiträge zur Geschichte, Bd. 92, 2020), 304 Seiten.

Der anzuzeigende Band enthält Vorträge einer Tagung, die anlässlich des fünfhundertsten Geburtstags des Schaffhauser Reformators Johann Conrad Ulmer im März 2019 gehalten wurden. Als Herausgeber fungieren René Specht, ehemaliger Leiter der Schaffhauser Stadtbibliothek und Rainer Henrich, der sich um die Erschliessung der *Ulmeriana* zwischen 2016 und 2020 verdient gemacht hat. Zwar wandte sich Schaffhausen bereits 1529 offiziell der Reformation zu. Bedingt durch unterschiedliche Faktoren erstreckte sich der Prozess ihrer Durchsetzung und Etablierung in Schaffhausen aber bis zum Ende des Jahrhunderts, also tief ins Zeitalter der protestantischen Orthodoxie mit ihren spezifischen religionspolitischen Rahmenbedingungen und Themen hinein.

Eröffnet wird der Band durch einen von Roland E. Hofer verfassten Überblick über diesen geschichtlichen Hintergrund. Anschaulich zeichnet er hier den Schaffhauser Johann Conrad Ulmer als späten «Vollender» der Reformation Schaffhausens ein. Grundlegend für den gesamten Band ist der Beitrag von Rainer Henrich über die Erschliessung der *Ulmeriana*. Lehrreich und zeitgeschichtlich-illustrativ zugleich wird hier Ulmers Nachlass vorgestellt, der einen umfangmässig eindrucklichen Briefkorpus von 1150 Briefen umfasst, das über Ulmers sich von Magdeburg bis Genf erstreckendes Kommunikationsnetzwerk Auskunft gibt. Mit seinen durch die Arbeit an den Quellen erworbenen Kenntnissen steht er wie immer diskret auch bei anderen Beiträgen beratend

⁴ Die ZBZ publiziert ihre seltenen Drucke auf der Plattform e-rara: <https://www.e-rara.ch> (13.11.2022). Das Verzeichnis der deutschsprachigen Liedflugschriften digital (VDLied) erfasst demgegenüber derzeit lediglich die digitalisierten Exemplare der beteiligten Bibliotheken: <https://gso.gbv.de/DB=1.60/> (13.11.2022).

⁵ <https://koernererlag.de/documents/ZLFac.pdf> (13.11.2022).

im Hintergrund und trägt so massgeblich zum Gelingen des Bandes bei. Ein Beitrag von Theodor Ruf befasst sich anschliessend mit den 22 Jahren, in denen Ulmer in Lohr wirkte, geprägt durch Schwierigkeiten der Etablierung der Reformation in der lokalen Bevölkerung, aber auch seine Heirat und Familiengründung und durch reichspolitische Ereignisse wie das Interim und seine Folgen. Es liegt nahe, Ulmers Briefwechsel besondere Aufmerksamkeit zu widmen. Urs Leu präsentiert in einem längeren Beitrag den Schwerpunkt von Ulmers Korrespondenz mit den Zürcher Gelehrten, allen voran Heinrich Bullinger und nach ihm Rudolf Gwalther und Wilhelm Stucki, die das Gros des Nachlasses ausmacht. Überaus aufschlussreich ist Leus thematische Erschliessung der Korrespondenz, nicht nur hinsichtlich Ulmers selbst und seiner Beziehung zur Zürcher Reformation – dazu gehören kritische Anfragen ebenso wie Versuche, diese in den deutschen Raum hineinzuvermitteln –, sondern auch im Blick auf das politische Tagesgeschehen. Béatrice Nicollier befasst sich mit der weniger umfangreichen Korrespondenz Ulmers mit dem Genfer Reformator Beza. Die akademischen Kontakte und die Vermittlung von Schaffhauser Studenten an die Genfer Akademie stehen hier im Vordergrund, ein Zeichen, dass Zürich keineswegs ein Monopol auf die Theologie der Schaffhauser Kirche besass. Im Unterschied zu diesen Untersuchungen ist die Quellenbasis für Rezia Krauers Erkundungsgang in den brieflichen Austausch zwischen den Reformatoren Vadian, Bullinger und Ulmer über Fragen der erlaubten Verwandtschaftsgrade bei Ehen im rechtsgeschichtlichen Kontext der Zeit sehr viel schmäler. Die damit notwendig gemachten quellenkritischen und methodischen Überlegungen machen ihren Beitrag aber zu einer schönen kleinen Fallstudie historischer Arbeit und ihren quellenbedingten Grenzen. Erich Bryner, der sich bereits andernorts eingehend mit Ulmer und dem Schaffhauser Katechismus beschäftigt hat, steuert einen Beitrag zu Ulmers handschriftlichem Entwurf seines Katechismus von 1568 bei. Lehrreich ist die Darstellung von Ulmers katechetischer Arbeit in Lohr und in Schaffhausen, die damit verbundenen Schwierigkeiten, aber auch die Präsentation des Katechismus in seinen theologischen Akzenten, mit denen sich Ulmer klar in den Raum des Consensus Tigurinus stellte und zugleich überflüssigen theologischen Streit zu vermeiden suchte. Ulmers Beteiligung an den christologischen und abendmahlstheologischen Kontroversen seiner Zeit wird von Reinhard Gruhl anhand Ulmers Beschäftigung mit Theodoret von Kyros angedeutet. Aber Ulmer war nicht nur Theologe, sondern auch Seelsorger und Dichter. Wilhelm Kühlmann untersucht Ulmers «Trostschrift für angefochtene und betrübte Herzen» von 1579. Michael Hanstein wiederum widmet sich Ulmers Wirken als Dichter und Übersetzer von Bibeldramen mit evangelisch-volkserzieherischer und seelsorgerischer Absicht. Anschaulich wird dabei Ulmers Übersetzung des Lazarus-Dramas des Johannes Sapidus in die Volkssprache präsentiert. Mit Ulmers Lieddichtungen befasst sich Ute Nürnberger. Deutlich gemacht wird hier das katechetisch-seelsorgerische Anliegen Ulmers, aber auch, wie sehr seine Dichtungen von den Bedrohungen und Ängsten seiner Zeit mitgeprägt sind. Abgeschlossen wird der Band durch einen Beitrag von Rudolf Gamper zu Ulmers Rolle als Leiter der Schaffhauser Pfarrbibliothek und zu dieser selbst, sowie durch eine Studie von René Specht zu zeitgenössischen bzw. zeitnahen Porträts Ulmers.

Dass die Erschliessung von Ulmers schriftlichem Nachlass den gemeinsame Bezugspunkt der verschiedenen Beiträge bildet, ist offensichtlich und wird den Band für die Erforschung der Schaffhauser Reformation und insbesondere Johann Conrad Ulmers auf Dauer wertvoll machen. Das bringt allerdings mit sich, dass die Nennung von Drucken, die Deskription und Nacherzählung von Quellentexten und die Darstellung von Kommu-

nikationsbeziehungen im Vordergrund stehen. Aufs Ganze gesehen nicht eben stark gewichtet wird die Frage, was Ulmer als Reformator und Theologe mit einer ungewöhnlich langen Lebensspanne und einem aussergewöhnlich weiten Erfahrungshorizont eigentlich umgetrieben hat: Was verstand er unter «Reformation»? Wofür hat er genau gekämpft und gelitten? Immerhin bewegte sich der «Schweizer» Ulmer als im (melancthonischen) Wittenberg ausgebildeter Theologe und Reformator in verschiedensten Spannungsfeldern seiner Zeit: Biographisch nicht nur in demjenigen zwischen den Reformationszentren Wittenberg, Strassburg und Zürich, sondern innerhalb der Wittenberger Reformation auch mitten im Streit zwischen «Philippisten» und «Gnesiolutheranern», der ihn offensichtlich intensiv beschäftigte. Seine Schaffhauser Zeit war – in den konfessionellen Kontroversen im beginnenden Zeitalter der Orthodoxie – offensichtlich durch grosse Nähe zur Zürcher Theologie geprägt, ohne dass sein Denken einfach darin aufzugehen scheint. Bereits konfessionsgeographisch war seine Wirkungsstätte Schaffhausen ja eine äusserst exponierte Stadt. Angesichts der Quellen sei die Vermutung erlaubt, dass ein etwas stärkerer Einbezug theologiegeschichtlicher Kompetenz, wie sie eine Verortung Ulmers im reformatorischen Denken und Glauben, aber auch in den theologischen Debatten seiner Zeit erfordert hätte, dem Ganzen etwas mehr inhaltliche Tiefenschärfe hätte verleihen können. Ein entsprechender Mangel ist bei einzelnen Beiträgen offensichtlich. Dessen ungeachtet vermittelt der Band ein facettenreiches und anschauliches Bild Johann Conrad Ulmers und seiner Zeit, mit Schwerpunkt auf sein drei Jahrzehnte langes Wirken in seiner Heimatstadt Schaffhausen.

Peter Opitz, Zürich

Francisca Loetz (Hg.), **Gelebte Reformation. Zürich 1500–1800**, Zürich: Theologischer Verlag Zürich, 2022, 544 S., 86 Farabbildungen.

Mit einem Budget von 13,5 Millionen Franken feierte Zürich von 2017 bis 2019 das 500-Jahre-Jubiläum seiner Reformation. Da fand sich erfreulicherweise auch etwas Geld für Forschung, wie sich dieses welthistorische Ereignis auf Zürich auswirkte, in den folgenden Jahrhunderten und bis heute. Dafür legt Francisca Loetz einen reich bebilderten Band mit 22 Beiträgen sowie Quellenbeispielen von Sittenmandaten bis zu Stillstandsprotokollen vor. Er stellt, mit Tiefenbohrungen ins Alltagsleben der Zürcherinnen und Zürcher, die Reformation nicht als Disruption dar, sondern als langwierigen gesellschaftlichen Prozess, der im Mittelalter wurzelt und dessen Auswirkungen bis ins 18. Jahrhundert reichen. «Der Band sucht somit exemplarisch zu veranschaulichen», schreibt die Herausgeberin in ihrer kurzen Einleitung, «unter welchen innovativen Blickwinkeln Reformationsgeschichte dargestellt werden kann».

Die Beiträge sollen einerseits den Forschungsstand darlegen, andererseits aber auch auf neue Fragen verweisen, für die Experten wie für das Publikum. Teils stammen sie denn auch von Autorinnen und Autoren, die mit früheren Werken massgeblich zum Forschungsstand beigetragen haben. André Holenstein steckt den Rahmen, indem er zeigt, wie die 13 Orte der Eidgenossenschaft in der Zeit der Glaubenskämpfe in innerer Zwietracht und äusserer Eintracht zusammenlebten. Bruce Gordon stellt die Reformation als «gewaltige Unternehmung» dar, dies anhand der Neuformierung der Geistlichkeit, die sich auf der Zürcher Landschaft nur mit grossen Anstrengungen über Jahrzehnte durchsetzen liess. Randolph C. Head führt im Quellenteil vor, «wie Archivüberlieferung Reformationsgeschichte prägt». Anja Lobenstein-Reichmann gleicht die Zürcher Bibel in einer

differenzierten linguistischen Studie mit der Übersetzung von Luther ab. Und Francisca Loetz selbst legt ihre Ermittlungen zu den Gotteslästerern dar.

Teils bieten die Beiträge aber auch Forschenden unterschiedlicher Fachdisziplinen und Karrierestufen die Gelegenheit, laufende Projekte vorzustellen. Eveline Szarka spürt so dem Glauben an spukende Geister nach, als «vielseitiges Phänomen der alltäglichen Lebensbewältigung, die den theologischen Dogmen nicht folgte». Nicole Zellweger führt die Praktiken der Seelsorger auf der Landschaft vor, im Spannungsfeld zwischen sozialer Kontrolle und empathischer Lebenshilfe, die nicht mehr von vermittelnden Instanzen wie der Jungfrau Maria und den Heiligen kommen durfte. Adrina Schulz nimmt sich die Huren vor, die sich nach der Schliessung der mittelalterlichen «Frauenhäuser» privat durchschlagen mussten, und Markus Brühlmeier die Schwulen mit ihrer «stummen Sünde»: Die Verfolgung von abweichenden Sexualpraktiken, so seine Erkenntnis, unterschied sich in reformierten und katholischen Gebieten nicht.

Spannend sind denn auch vor allem Beiträge, die das Alltagsleben der Zürcher Reformierten vergleichen, sei es mit jenem ihrer Vorfahren vor Zwingli oder mit jenem der Nachbarn in den Ständen, die beim alten Glauben blieben. Da zeigt sich die Reformation, wie Francisca Loetz in der Einleitung betont, tatsächlich nicht als Umbruch, sondern als Wandel, der sich über Jahrzehnte hinzog, wenn er überhaupt stattfand. Eveline Szarka schreibt auch zum Lachsnen und Segnen, also dem Heilzauber, den die Reformatoren ausrotten wollten, weil für sie jegliche sakrale Schutz- und Heilwirkung allein von Gott ausgehen konnte. Und sie kommt nach jahrhundertlangem Kampf der Obrigkeit zum Schluss, eine Einteilung der Praktiken in katholische und reformierte Formen sei wenig fruchtbar: «Die Zürcher und Zürcherinnen waren durchaus gewillt, vorreformatorische und katholische Elemente in ihre Behandlungen zu übernehmen.»

Ein überraschendes Fazit zieht auch Michael Egger, der in einem dichten, teils datengestützten Beitrag nachzeichnet, wie sich die zentrale Forderung der Reformatoren auswirkte: dass alle Gläubigen selbst die Bibel lesen, also ohne Vermittlung der Kirche ihr Seelenheil finden sollten. Der Autor zeigt zwar mit den «Seelenbeschreibungen», die die Pfarrherren zu ihren Gemeinden abliefern mussten (aber auch gestützt auf die vierzig Jahre alte Dissertation von Marie-Louise von Wartburg-Ambühl),⁶ wie sich der Bücherbestand, also wohl auch die Lesefähigkeit, im 17. und im 18. Jahrhundert auf der Landschaft verbreitete. Doch er stellt fest, es wäre zu einfach, daraus auf einen den Reformatoren geschuldeten Bildungsvorsprung zu schliessen: Am Ende des 18. Jahrhunderts, vor allem in der Helvetischen Schulumfrage von 1799, zeigte er sich im Vergleich mit den Katholiken nicht.

Am meisten Aufschlüsse bieten so jene Beiträge, die zeigen, dass sich die «gelebte, das heisst körperlich, sensorisch und sozial erfahrene Reformation» nicht direkt aus den Dogmen der Reformatoren ableiten liess, weil sich diese selbst wandelten. Francisca Loetz und Jan-Friedrich Missfelder stellen es bei der Praxis des Kirchengesangs fest: Der Musikliebhaber Zwingli verbot ihn, weil er das Singen als Herzensgebet im «kämmerlin» verstand; der Rat holte ihn aber 1598 nach sieben Jahren Stille in den Kirchenraum zurück, da er gemäss einem Gutachten «der substanz der religion nüt gäbe und nüt nemme». Martina Stercken und Carola Jäggi spüren den Wirkungen der Reformation im Stadtbild nach und stellen fest, der neue Glaube habe weder schlagartige Veränderungen noch restlos neue Verhältnisse gebracht: «Anders als man dies vielleicht annehmen würde, geht

⁶ Marie-Louise von Wartburg-Ambühl, *Alphabetisierung und Lektüre. Untersuchung am Beispiel einer ländlichen Region im 17. und 18. Jahrhundert*, Bern 1981.

das heutige kahle Gepräge des Innenraums des Grossmünsters nicht auf die Ereignisse der 1520er-Jahre zurück, sondern auf mehrere tiefgreifende Restaurierungsmassnahmen in der 2. Hälfte des 19. Jahrhunderts.» Und zu ähnlichen Schlüssen kommt Hildegard E. Keller, die den auffallendsten Bruch in den Auffassungen der Zürcher Geistlichen präzise aufzeigt: Sie begrüßten im 16. Jahrhundert aufwendige Freilichtspiele, bei denen sich die Bürgerschaft selber feierte. Und sie verdammt im 17. Jahrhundert das Theater, in Person von Antistes Johann Jakob Breitingen, weil es als katholische Lustbarkeit das Bilder- verbot verletze. Diese lebensfeindliche Haltung lässt sich seit dem ausgehenden 16. Jahr- hundert beobachten; sie ist wohl mit der Krisenerfahrung nach dem Einbruch der kleinen Eiszeit zu erklären. Die frostige Zeit nach Breitingers Diffamierung des Theaters begrün- dete für Hildegard E. Keller erst das Image eines fest- und lustfeindlichen Zürich: «Es hielt sich lange genug, dass niemand mehr an die Möglichkeit zu denken schien, dass es in Zwinglis Zürich und nach der Reformation ganz anders zu- und hergegangen sein könnte.»

Nach diesen überzeugenden, weil differenzierten Detailstudien fehlt allerdings eine Synthese. Sie müsste darstellen, wie sich der Umbruch von 1519 bis 1522 insgesamt auf das Leben der Zürcherinnen und Zürcher auswirkte und bis heute auswirkt. Und sie könnte die Entwicklung in Zürich in grosse Debatten einbinden, so in die seit einem Jahr- hundert – von Max Weber bis Joseph Henrich – laufende um den Aufstieg Westeuropas, also die Great Divergence, oder in jene um die Territorialisierung, das heisst die Staaten- bildung, bei der in Zürich die Kirche eine entscheidende Funktion hatte. Dazu forschten vor vierzig Jahren schon Schüler von Rudolf Braun, wie Ulrich Pfister,⁷ David Gugerli⁸ oder der Rezensent,⁹ der seine Dissertation scherzhaft als «Essay über die Verdüsterung des Zürcher Gemüts seit der Reformation» bezeichnete. Ihre Ansätze werden zwar gerne aufgegriffen, aber nie zitiert. Wer auf diese Vorläufer verweisen würde, könnte nicht so selbstbewusst den Anspruch erheben, innovative Reformationsgeschichte zu schreiben.

Markus Schär, Weinfelden

Jacques Rime, *Le baptême de la montagne. Préalpes fribourgeoises et construction reli- gieuses du territoire (XVII^e–XX^e siècles)*, Neuchâtel: Alphil, 2021, 680 pages.

Jacques Rime poursuit une enquête d'histoire religieuse de la Gruyère entamée avec son précédent ouvrage au titre évocateur, *Bergers des âmes au pays des armaillis* (Cabédita 2014). Ce nouvel opus, paru en 2021 chez Alphil, est une monographie issue de l'habilita- tion de l'auteur en histoire de l'Église. Tout en conservant sa vocation académique, le *Baptême de la montagne* illustre dans une certaine mesure une approche portée sur le grand public.

Il s'agit d'abord d'un livre d'envergure. En témoigne l'imposante bibliographie, tant au niveau des différentes sources mobilisées que de la littérature scientifique. Néanmoins, il ne saurait échapper à un large public en cela que sa structure est simple, logique et claire. Les quatre parties, se composant chacune de plusieurs chapitres, sont précédées

⁷ Ulrich Pfister, *Die Anfänge von Geburtenbeschränkung. Eine Fallstudie (ausgewählte Zürcher Familien im 17. und 18. Jahrhundert)*, Bern 1985.

⁸ David Gugerli, *Zwischen Pfrund und Predigt. Die protestantische Pfarrfamilie auf der Zürcher Landschaft im ausgehenden 18. Jahrhundert*, Zürich 1988.

⁹ Markus Schär, *Seelennöte der Untertanen. Selbstmord, Melancholie und Religion im Alten Zürich, 1500–1800*, Zürich 1985.

d'une introduction et suivies d'une conclusion. Un fil rouge relie les chapitres et le caractère encyclopédique de certains d'entre eux les rend aussi abordables séparément.

La perspective de longue durée s'accompagne d'une approche comparatiste qui focalise de temps à autre l'attention sur d'autres régions alpines et préalpines centrales et occidentales, latines et germanophones, de la Suisse à la Savoie. Le sous-titre précise un intérêt majeur pour la période moderne et surtout contemporaine, du XVII^e au XX^e siècle, avec en outre des plongées récurrentes dans le Moyen Âge.

Au niveau géographique, une caractérisation plus précise et détaillée des Préalpes par rapport aux Alpes aurait été bienvenue et utile pour rappeler au lecteur quelques distinctions significatives entre ces deux types de territoires, proches mais de loin pas identiques. À titre d'exemple, nous pouvons évoquer une saisonnalité sensiblement différente ou un paysage culturel construit, conçu et représenté de manières multiples et variées au cours du temps. En revanche, les distinctions marquantes du paysage sacré selon les confessions catholique et réformée sont analysées et présentées avec soin. Concernant le cadre chronologique, le choix du temps long est certes intéressant et porteur de résultats tangibles, mais un approfondissement plus fin des différences qui marquent le passage de l'Ancien Régime à la période postrévolutionnaire par rapport aux thèmes développés aurait été nécessaire.

L'introduction présente d'emblée un panorama des liens développés par l'historiographie entre religion et espace et plus précisément entre christianisme et montagne. Elle se poursuit en justifiant le choix du terrain «microcosmique» des Préalpes fribourgeoises, invoquant une approche micro historique dans le domaine de l'histoire culturelle, après avoir brossé un bref aperçu de l'histoire économique. Ce faisant, Rime cherche moins à opposer qu'à accorder la micro-histoire à l'histoire quantitative, se plaçant dans la lignée d'analyses «au ras du sol», selon l'heureuse expression de Jacques Revel et de sa préface à ce monument de la micro-histoire qu'est *Le pouvoir au village* de Giovanni Levi (titre original italien *L'eredità immateriale. Carriera di un esorcista nel Piemonte del Seicento*, Einaudi, 1985). Au fur et à mesure que l'auteur déroule ses chapitres, l'approche micro historique tend malheureusement à disparaître au profit d'une focalisation sur les élites religieuses, intellectuelles et politiques. Leurs études, représentations et actions sont davantage traitées que la vie, les trajectoires et les pratiques des gens de la montagne, paysans et bergers, de ces acteurs locaux qui peuvent s'organiser en groupes à caractère religieux et exercer un fort impact sur la vie paroissiale et dévotionnelle, mais aussi sur le paysage sacré par le biais des confréries.

Intitulée «Un espace lointain», la première partie rappelle les mystères qui peuplent l'imaginaire autour d'une connaissance longtemps approximative du monde de la montagne alpine. Si les thèmes sont désormais largement connus, cette partie a le mérite de constituer une sorte de *thesaurus* des travaux des folkloristes auxquels elle se réfère et notamment, en premier lieu, du pasteur Bridel. Cette partie s'articule avec un chapitre dédié à la «religion populaire», formulation quelque peu malheureuse puisqu'il est ici nécessaire de rappeler que le terme est tombé en désuétude au sein de la recherche scientifique il y a de cela quelques décennies. Si l'utilisation de ce concept a permis des avancées notables en son temps et que ses mérites sont à souligner, on peut s'interroger si, à l'heure actuelle, des alternatives à cette formulation n'auraient pas pu être trouvées par l'auteur. Le dernier chapitre de cette partie se concentre sur les relations complexes et rocambolesques des montagnards et du clergé. La montagne apparaît à la fois comme un terrain de jeu de la liberté paysanne échappant au contrôle paroissial et comme un terrain sommital

de conquête spirituelle que l'Église essaie d'atteindre, en gagnant au fur et à mesure du temps au ciel un peuple qui, à la plaine, lui échappe.

La deuxième partie («L'Église, les Alpes et l'invention de la tradition») reprend les travaux du doyen Bridel, cette fois dans la perspective du lien qu'il tisse entre religion et montagne, en équilibre entre folklore et pastorale. Dans le chapitre suivant, l'Église abandonne ses anciennes hésitations et méfiances vis-à-vis de la montagne, partant enfin à la conquête des sommets. Survient alors une véritable course à la montagne pour bénir, voire baptiser, les alpages avec croix et chapelles. Ce foisonnement religieux de la deuxième moitié du XIX^e siècle atteint son apogée avec la République chrétienne, qui s'enracine dans la tradition ruraliste fribourgeoise, analysée dans le dernier chapitre de cette partie.

La troisième partie («La montagne catholique») se focalise sur l'œuvre de l'abbé Bovet et sur son action alliant terre et foi, sacré et morale. Dans sa lignée, une légion de prêtres folkloristes et surtout alpinistes contribuent à forger la grande nouveauté du XX^e siècle: l'Église se met au sport de montagne et ce même en hiver, en animant les camps de skis des jeunes et des familles. Le dernier chapitre de cette partie s'intéresse de près aux prêtres patoisants et aux aumôniers des armaillis dans le cadre de la ferveur régionaliste gruérienne.

La quatrième partie («Christianisme, montagne et modernité») analyse une «Gruyère en évolution», avec l'apparition du «monde moderne» et des «capucins rouges». Parmi ces changements profonds, on pourra souligner la «permanence de la montagne chrétienne» et «la continuité musicale et littéraire», notamment en tenant compte du répertoire chanté et liturgique en patois. À l'heure actuelle, les développements plus récents provenant de la ville amènent un air d'écologie à la montagne, parfois en lien avec des aspirations religieuses se nourrissant d'un sacré naturel alpestre.

La conclusion («Construction du territoire et génie du lieu») revient sur les liens conflictuels et contradictoires entre Église et espace montagnard dans les Préalpes fribourgeoises, mais aussi sur les relations parfois concurrentielles des élites et du peuple dans leur effort «d'invention de la tradition». Si les annexes présentent des tableaux, des cartes et des graphiques, ces éléments auraient pu assumer une représentation plus fine et riche en détails. Les tableaux synoptiques offrent en revanche une synthèse illustrée et complète, qui pourrait constituer une trace fort intéressante et utile pour une analyse des réseaux tissés par les nombreux personnages évoqués, rappelant que ces personnages ne sauraient demeurer tels des îlots isolés qu'ils développaient au contraire des relations étroites.

Alessandro Ratti, Lausanne

Béla Kapossy, Béatrice Lovis (dir.), **Edward Gibbon et Lausanne. Le Pays de Vaud à la rencontre des Lumières européennes**, Gollion: Infolio, 2022, 527 pages.

La vie et l'œuvre du grand historien anglais Edward Gibbon (1737–1793) sont bien connues. Sur sa vie à Lausanne, sur ses liens avec son pays d'accueil, sur l'influence que ce dernier a pu exercer sur son travail, bien des zones d'ombres subsistaient néanmoins et attendaient d'être éclaircies. C'est à ce travail titanesque que l'équipe réunie par Béla Kapossy et Béatrice Lovis s'est attelée dans le cadre du projet *Gibbon et Lausanne* initié à l'Université de Lausanne. Le fort ouvrage recensé ici en représente la synthèse. Cette vaste recherche a également été élargie par ses liens avec la plateforme *Lumières à Lausanne* et a surtout pu compter sur une exploitation plus systématique que cela n'avait été le cas jusqu'à présent des archives de la famille de Charrière de Sévery, dont le classement aux Archives cantonales vaudoises, complexe, s'est étendu sur plusieurs années.

Cette étude de Gibbon à Lausanne renouvelle l'image de l'auteur anglais, mais pas seulement. Elle nous propulse en effet au cœur des Lumières vaudoises auxquelles de nombreux travaux ont déjà rendu hommage ces dernières années, dont ceux consacrés à l'Encyclopédie d'Yverdon. Bien que sous tutelle bernoise, le Pays de Vaud et Lausanne font figure de centre intellectuel particulièrement dynamique. L'analyse de la vie de Gibbon proposée par la pléiade de spécialistes suisses ou anglo-saxons réunis pour cet ouvrage – qui plus est richement illustré – constitue dès lors une contribution majeure et brillante à la connaissance de ces Lumières vaudoises et de leur place au sein du vaste réseau des Lumières européennes, ainsi que le suggère le sous-titre du livre. Et cette place, que Gibbon a aidé à façonner mais que Voltaire honore aussi par ses séjours dans la capitale vaudoise, n'est pas mineure.

Ce n'est pas l'amour du Léman qui attire le futur auteur de l'*History of the Decline and Fall of the Roman Empire*. Du moins pas au début. Horrifié par la conversion de son fils au catholicisme, Edward Gibbon senior envoie son fils chez un pasteur lausannois de ses connaissances. Il y séjourne de 1753 à 1758, s'inscrit à l'Académie de Lausanne, se lie d'amitié avec Georges Deyverdun, rencontre la jeune Suzanne Curchod et noue une idylle avec elle, qui ne débouchera sur rien. Faute d'épousailles avec un futur grand historien, elle se mariera avec un banquier genevois d'origine prussienne, Jacques Necker, avant de mettre au monde Germaine, épouse de Staël... De son côté, Edward regagne sa mère patrie sans en avoir terminé avec Lausanne. Il y séjourne une deuxième fois entre mai 1763 et avril 1764, alors qu'il est en route pour son grand périple en Italie, étape habituelle dans la formation de la jeunesse de la bonne société européenne.

C'est en historien confirmé et désormais célèbre que Gibbon revient définitivement à Lausanne en 1783, si l'on excepte un voyage en Angleterre entre 1787 et 1788. En 1776, la publication de son histoire de la fin de l'empire romain, suivie de deux autres volumes cinq ans plus tard, ont hissé son auteur au pinacle des grands littérateurs de son époque. Ce prestige ne lui épargne pas quelques ennuis financiers causés autant par des investissements malheureux que par son style de vie peu porté à l'économie et à l'épargne, comme l'ont relevé plusieurs des auteurs convoqués pour le magnifique ouvrage dirigé par Kapossy et Lovis. Le regard de Gibbon se tourne alors vers Lausanne, où le coût de la vie est notoirement plus bas qu'à Londres et où il compte des amis fidèles tels que Deyverdun, autrefois précepteur auprès de riches familles anglaises et traducteur de Goethe. De plus, l'activité culturelle lausannoise est connue pour son alacrité. La ville vaudoise apparaît ainsi comme une solution idéale et Gibbon cède volontiers à l'insistance de son ami, qui met à sa disposition sa résidence de la Grotte, située juste au sud l'Église de Saint-François, en plein cœur de la ville de Lausanne.

À la Grotte, dont il héritera à la mort de son ami en 1789, il mène grand train, cultive une vie mondaine active, s'intègre aux réseaux de sociabilité locaux et devient l'intime de Salomon et Catherine de Charrière de Sévery, dont il prend sous sa protection le fils Wilhelm (cousin de Benjamin Constant par leurs mères respectives). Entouré des sept mille livres que compte sa bibliothèque, il y termine son *opus magnum*, dont les volumes 4 à 6 seront publiés entre 1787 et 1788. Il s'embarque pour Londres en mai 1793 afin d'y rejoindre son ami Lord Sheffield qui venait de perdre son épouse. Souffrant depuis de nombreuses années de divers maux que son obésité aggravait, il y décède le 16 janvier 1794, des suites d'une opération chirurgicale. Il sera enterré outre-manche mais son souvenir demeurera très présent à Lausanne: le nom de Gibbon constituera, des années

durant, un point d'attraction précieux pour le tourisme local qui prend peu à peu son envol au début du XIX^e siècle.

Si l'ouvrage magistral dirigé par Béla Kapossy et Béatrice Lovis nous éclaire sur le parcours de Gibbon à Lausanne, il souligne aussi, par ricochet, de multiples aspects de la vie lausannoise durant la seconde moitié du XVIII^e siècle. Les contributions retracent non seulement les sociabilités mondaines et culturelles au sein de la capitale vaudoise mais aussi, grâce à des documents innombrables, largement inédits ou redécouverts, de multiples aspects de la vie économique et de l'évolution urbanistique de la cité. Vitalité des arts et des sciences, vie religieuse si profonde en terre vaudoise, réalités associatives, culture salonnrière et de la table sont scrutées avec minutie par les auteurs et autrices de cette somme de bout en bout passionnante. Ils nous offrent également l'occasion de rencontrer des figures centrales du microcosme lausannois, tels que les Sévery, Chandieu, Polier ou Crousaz, noyau d'élites locales qui s'accommodaient en définitive de la présence des bail-lis bernois et qui dépensaient leur énergie dans une vie sociale intense. Si Lausanne était une cité certes «bernoise», elle présentait toutefois, pour le plus grand plaisir de Gibbon d'ailleurs, un plus grand calme que Genève et sa vie politique si agitée.

Olivier Meuwly, Lausanne

Susanna Burghartz, Madeleine Herren, **Seide, Sand, Papier. Ein Basler Sommerpalais und seine globalen Bezüge**, Basel: Christoph Merian Verlag, 2021, 235 pages.

Seide, Sand, Papier. Ein Basler Sommerpalais und seine globalen Bezüge est un beau livre. Une mise en page contemporaine et claire, dont les éditions Christoph Merian sont coutumières, en font un plaisir à lire. L'ouvrage est très richement illustré d'images souvent peu connues. Ce soin apporté à la publication en tant qu'objet fait écho à l'importance accordée à la culture matérielle dans ce récit. Le livre est centré sur un bâtiment, qui fait partie aujourd'hui de l'*Institute for European Global Studies* à Bâle. Il s'agit à l'origine de la maison d'été du fabricant de soierie bâlois Achilles Leisler (1723–1784) et de sa femme Marie Leisler-Hoffman. La demeure est connue en allemand sous le nom de «Sandgrube». Cet objet architectural permet de développer une histoire globale à partir de la ville de Bâle. L'ouvrage est également paru en anglais sous le titre *Building Paradise* et est disponible en Open Access.

Le livre est construit thématiquement, avec une légère progression chronologique à l'intérieur des chapitres, qui s'étend aussi plus discrètement sur l'ensemble de l'ouvrage. Le premier chapitre est une introduction résumant les méthodes développées par Susanna Burghartz et Madeleine Herren. L'un des apports majeurs de ce livre est d'articuler deux échelles, celle de la micro-histoire et de l'histoire globale. Comme l'indiquent les autrices: «Eine mikroglobale Perspektive verleiht auch jenen Akteuren Gesicht und Stimme [...], die für lange Zeit aus dem Blickfeld der Geschichtsschreibung verschwunden sind» (p. 18). Relevant de l'histoire sociale et de l'histoire culturelle, cette approche fait ressortir des acteur·rice·s mais aussi des réseaux (familiaux, ou encore en lien avec la banque protestante). Elle offre un cas d'étude concret permettant d'élargir le récit en touchant des problématiques globales.

Le deuxième chapitre présente la famille Leisler aux XVII^e et XVIII^e siècles, tandis que le troisième se concentre sur l'émergence d'une nouvelle élite: les marchands-fabriquants-banquiers, dont les Leisler font partie. Ce groupe émerge dans le cadre d'innovations techniques et professionnelles qui traversent l'industrie textile au XVIII^e siècle. L'ouvrage relate ainsi le développement, dès la fin du XVII^e siècle, d'une classe sociale

impliquée dans la fabrication des textiles (soieries et cotonnades imprimées connues sous le nom d'«indiennes»). Burghartz et Herren montrent comment la ville de Bâle est prise dans une dynamique de transformations techniques et de circulation des capitaux (p. 106) toujours d'actualité. La famille Leisler, en lien étroit avec d'autres familles célèbres comme les Burckhardt par exemple, est ainsi à l'origine de la Bâle baroque dont le patrimoine architectural est encore visible aujourd'hui (p. 109). En partant d'un cas précis, les autrices soulignent comment ces familles se sont aussi positionnées dans le marché global, en développant notamment une esthétique inspirée par l'Asie.

Les quatrième et cinquième chapitres nous font rentrer dans l'une des pièces les plus intéressantes de la maison: la chambre qui contient des papiers peints chinois, probablement fabriqués pour l'export. Burghartz et Herren relient la décoration intérieure du bâtiment, et en particulier sa chambre de papier-peint chinois, à la richesse et aux ambitions de la famille Leisler. Si Edward Saïd fait débiter son étude classique sur l'orientalisme en 1804, l'époque moderne n'est pas épargnée par cet intérêt pour l'ailleurs qui est souvent aussi un regard sur soi-même. Les élites aristocratiques collectionnent et utilisent des porcelaines, souvent importées de Chine ou du Japon par les grandes compagnies maritimes connues sous le nom de Compagnies des Indes (p. 133–138). Les aristocraties locales, voire la bourgeoisie et dans certains cas les classes populaires, ne sont pas étrangères à cette mode. L'historien Daniel Roche a montré comment, tout au long du XVIII^e siècle, la garde-robe des personnes plus modestes se diversifie et de quelle manière elle intégrait, tout au long du siècle, une proportion croissante de coton, même si ce phénomène a été récemment tempéré pour la Suisse.

Le cinquième chapitre nous permet de suivre le bâtiment dans le temps à partir de la Révolution française, tandis que le sixième et dernier chapitre ouvre des perspectives contemporaines et se concentre sur le XX^e siècle, moment auquel le bâtiment devient propriété publique. La question de la traite quadrangulaire est mentionnée en un paragraphe de ces pages. La traite impliquait notamment des textiles, puisque les indiennes servaient de monnaies d'échanges en Afrique contre des personnes mises en esclavage. Les autrices suggèrent que les liens sont ténus: «Vermutlich hielt das Unternehmen den Sklavenhandel aus wirtschaftlichen Gründen für zu gefährlich, aber es gibt zumindest Anzeichen (wenn auch nur wenig Quellenmaterial) für entsprechende Investitionen.» (p. 170). Au vu de l'importance du sujet et de son actualité dans les discussions publiques, un développement aurait été bienvenu. D'autant que la traite d'êtres humains représente l'arrière-plan tacite, mais monstrueux, de cette quête pour l'exotique qui occupe les élites européennes au siècle des Lumières. La rareté des sources est aussi une question que les chercheurs·euses adressent aujourd'hui frontalement, que celles-ci soient inaccessibles pour cause de restriction ou inexistantes pour des raisons structurelles (orale, non conservée, etc.). Des nouvelles manières d'épaissir les récits intègrent aujourd'hui les publications dans le domaine de l'histoire de l'art, de l'histoire ou de la littérature (Saidiya Hartman).

Pour conclure, ce bel ouvrage s'inscrit dans un intérêt renouvelé pour la place de la Suisse dans la consommation de produits non-Européens à l'époque moderne, qui s'est affirmé depuis les années 2010 chez les historien·ne·s de l'art et de la culture (Béatrice Veyrassat, Kim Siebenhüner). L'abondance de sources atteste de la solidité et de la nouveauté de cette recherche. Elle est la garantie d'un travail de première main et fait de l'ouvrage une référence. Les autrices se situent dans une approche historique centrée autour des objets et de leur consommation, qui se déploie aussi en anthropologie et en histoire de l'art depuis les années 1990. La perspective est parfois bourdieusienne: «Mate-

rielle Repräsentation und Kommunikationsprozesse sind eine zentrale Voraussetzung für soziale Distinktion.» (p. 140). Les papier-peint sont là pour marquer la distinction sociale et représenter une ouverture cosmopolite. On aurait aimé en savoir un peu plus sur leurs modes de production et de pose, leurs qualités plastiques, ou encore leur réception à travers les époques. Dans cette perspective, même si les autrices se sont entourées d'un groupe d'expert-e-s sur les arts asiatiques et les papiers peints, les travaux des historien-ne-s de l'art pourraient être plus présents dans la bibliographie, ce qui contribuerait à densifier encore cette focale passionnante sur les objets et l'architecture.

Noémie Etienne, Berne

Sébastien Guex, Gisela Hürlimann, Matthieu Leimgruber (Hg.), **Steuern und Ungleichheit. Fiscalité et inégalités**, Zürich: Chronos, 2021 (Schweizerisches Jahrbuch für Wirtschafts- und Sozialgeschichte, Bd. 36), 285 Seiten, Abbildungen.

Dieser sehr gelungene Band geht auf eine Tagung im Jahr 2019 zurück und konzentriert sich thematisch auf den Zusammenhang zwischen Besteuerung und ökonomischer Ungleichheit. Der chronologische Rahmen reicht vom Mittelalter bis zur Gegenwart, wobei der Schwerpunkt auf dem 20. Jahrhundert liegt. Geographisch gilt der Fokus der Schweiz, aber auch einigen Nachbarländern und den USA sind Beiträge gewidmet. Gegliedert sind die Aufsätze in vier Abschnitte, von denen die letzten beiden deutlich mehr Raum einnehmen: «Steuern und Ungleichheit in Mittelalter und früher Neuzeit», «Vermögens- und Einkommensdaten: Ungleichheit erforschen», «Reformen Begründen, Ungleichheit bekämpfen? Steuern und Abgaben zur Umverteilung» und «Wie viel Steuern für wen? Verhandlung, Privilegien, Compliance und Protest».

Der Themenschwerpunkt ist gut gewählt, handelt es sich doch bei der Frage der ökonomischen Ungleichheit um eine der zentralen Fragen unserer Zeit, die ohne historische Einordnung kaum sinnvoll diskutiert werden kann. Der von den Herausgeber_innen hergestellte Bezug zur Besteuerung liegt auf der Hand. Gleichzeitig ist die Besteuerung aber auch nur einer von einer Reihe von Faktoren, die ökonomische Verteilung beeinflussen. Hier liegt eine der zahlreichen konzeptionellen Stärken des Bandes: Neben Beiträgen, die den direkten Zusammenhang von Besteuerung und Verteilung beleuchten, sind auch Texte zu finden, die sich mit anderen Faktoren beschäftigen, die Verteilung beeinflussen. Auch auf diesem Weg trägt der Band dazu bei, den Zusammenhang zwischen Ungleichheit und Besteuerung schärfer in den Fokus zu nehmen.

Für die Schweiz wird diese Kontextualisierung sehr erfolgreich im Beitrag «Ungleichheit und Steuern» vorgenommen. Zur Erklärung des Paradoxes einer vergleichsweise niedrigen ökonomischen Ungleichheit bei gleichzeitiger relativ geringer Umverteilung durch Besteuerung und Staatsausgaben wird hier auf die kleinere Ungleichheit bei Löhnen und die niedrige Arbeitslosigkeit verwiesen. Beide Faktoren sind eng miteinander verknüpft und ihre zentrale Bedeutung gibt der weiteren Forschung die Frage auf, ob der starke Arbeitsmarkt im wirtschaftsliberalen Sinne Ergebnis eines «leichten Steuerstaats» ist oder eher entlang einer keynesianischen Analyse als eine Folge der hohen Exportüberschüsse zu verstehen ist, die eine effektiv agierende Zentralbank durch eine erfolgreiche Kontrastierung der «Frankenstärke» ermöglicht. Auch könnten historische Migrationsforscher_innen die Frage beantworten wollen, in welchem Zusammenhang niedrige Arbeitslosigkeit und Phasen restriktiver Migrationspolitik stehen.

Eine weitere Facette der paradoxen Koexistenz geringer Ungleichheit mit niedriger direkter staatlicher Umverteilung in der Schweiz wird in einem Beitrag über die innerge-

nerationale Umverteilungswirkung der AHV ausgeleuchtet. Erfolgreich wird hier der signifikante Umfang der Umverteilung im Rahmen der AHV herausgearbeitet, der in den letzten Jahrzehnten stabil oder sogar leicht steigend war – dies im Gegensatz zur fiskalischen Umverteilung, die seit den 1980er-Jahren sinkt. Auch dieser Beitrag regt interessante weiterführende Fragen an, zum Beispiel danach, welche Lebensstandards diejenigen im historischen Vergleich erreichen, die von der Umverteilung im Rahmen der AHV profitieren. Die Bedeutung der Umverteilungseffekte der AHV liesse sich noch schärfer fokussieren, wenn man mehr darüber wüsste, wie viele der Empfänger_innen von AHV-Leistungen einem Armutsrisiko ausgesetzt sind oder sich diesem Risiko nur durch Auswanderung entziehen können.

Unter den Beiträgen, die sich mit dem weiteren Kontext der Besteuerung beschäftigen, sei zudem der Text von Tamara Boussac hervorgehoben, der sich damit auseinandersetzt, wie fiskalische Umverteilungsprozesse von Beteiligten bewertet und politisch beeinflusst werden. Der Beitrag untersucht eine Protestbewegung gegen als zu hoch empfundene Steuern und Sozialleistungen in einer Kleinstadt im Staat New York in den 1960er-Jahren. Sehr erfolgreich wird hier auf Grundlage von Selbstzeugnissen der Protestierenden eine Röntgenaufnahme dieser Bewegung erstellt. Wenig überraschend ist, dass ein grosser Teil der eher gut situierten, weissen «Wutbürger» seine eigenen Lebensstandards durch fiskalische Umverteilungsprozesse bedroht sah, die in grossem Umfang armen, nicht-weissen Einwohnern zugutekamen. Man mag hierin einen Vorläufer der wirtschaftsliberalen Bewegung erblicken, die ab den späten 1970er-Jahren die USA und andere Teile der Welt veränderte. Allerdings arbeitet Boussac noch eine andere Motivation unter den Protestierenden heraus: Ein Teil derjenigen, die lautstark eine Arbeitspflicht für Empfänger von Sozialleistungen forderten, tat dies unter ausdrücklichem Bezug auf die Arbeitsbeschaffungsprogramme des New Deal und erscheint damit nicht als Verfechter eines schlanken liberalen Staats, sondern eines aktiven keynesianischen Staats, der nicht die soziale Versorgung von Arbeitslosen, sondern die Bekämpfung der Arbeitslosigkeit in den Mittelpunkt stellt.

Unter den Beiträgen, die die Geschichte der Besteuerung im engeren Sinne in den Blick nehmen sind besonders die Beiträge von Vivien Ballenegger über die Erbschaftsteuer in Bern, von Aniko Fehr über die Reichensteuer-Initiative und von Sylvain Praz über die Besteuerung geringer Einkommen in Zürich hervorzuheben. Es bleibt zu hoffen, dass diese innovativen Projekte fortgeführt und an anderer Stelle in grösserem Umfang präsentiert werden. Die hier versammelten «previews» zeigen deutlich die Dynamik und das Potential des Forschungsfeldes.

Neben jüngeren Autor_innen findet sich unter den Arbeiten zur Besteuerung auch der Beitrag von Isaac Martin, der seine Arbeit zu den Verteilungseffekten des Steuerabzugs von Hypothekarzinsen erneut vorstellt. Auch in diesem Fall ist zu hoffen, dass noch ein umfangreicheres Werk folgen wird. Das Thema ist von zentraler Bedeutung für die Entwicklung der Ungleichheit, weil Bezieher_innen höherer Einkommen ungleich mehr von dieser Regelung profitieren. Es ist aber auch ein für die USA zentrales wirtschaftspolitisches Steuerungselement gewesen, mit dem man eine starke kreditfinanzierte Nachfrage auf dem Immobilienmarkt sicherstellte. Diese Nachfrage machte ein solides Wirtschaftswachstum trotz stagnierender Löhne möglich, führte aber auch direkt in die Überschuldung privater Haushalte und die Finanzkrise von 2008. Die verteilungs- und makroökonomischen Implikationen der steuerlichen Behandlung von Hypothekarzinsen in Europa

sind noch zu wenig untersucht und es wäre begrüßenswert, wenn Martin hier Nachahmer in der Alten Welt fände.

Während sich die Verbindungslinien zwischen den Beiträgen über die Neuzeit in diesem Band leicht zeichnen lassen, ist die Integration der Arbeiten über die Frühe Neuzeit und das Mittelalter schwieriger. Das liegt nicht an den Beiträgen, die von ausgezeichneter Qualität sind. Die grundsätzliche Verschiedenheit der Gegebenheit macht aber die Bezugnahme schwierig. Der Steuerstaat entwickelte sich nur dort, wo sich eine Trennung von politischer und ökonomischer Sphäre herausbildete – er ist also ein Spezifikum des Kapitalismus. In früheren Gesellschaften, aber auch in parallel zum Kapitalismus existierenden Wirtschaftsordnungen verorten sich Abgaben und Steuern, soweit es sie gibt, in einem ganz anderen Zusammenhang. Dies wird im Übrigen auch in dem exzellenten Beitrag zur Erbschaftssteuer in der DDR in diesem Band deutlich: Die interessantesten Dynamiken ergeben sich dort, wo DDR-Bürger_innen in ausländischen, kapitalistischen Staaten erben. Der Versuch, in diesem Band auch lange Verbindungslinien über die Epochen Grenzen hinweg zu zeigen, hat sicher seine Berechtigung. Ein anderer Weg wäre gewesen, den vormodernen Epochen eigene Bände zu widmen und den gewonnenen Platz einem wichtigen Thema zuzuweisen, das in diesem Band zwar mehrfach angesprochen, aber leider nicht in den Vordergrund gerückt wird: der Geschichte der Steuerhinterziehung und -vermeidung.

Florian Schui, St. Gallen

Christiane Ruffieux, **Les médecins qui comptent. Médecine populationnelle à Genève au 19^e siècle**, Lausanne: Éditions BHMS, 2022, 302 pages, 43 illustrations.

Au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, la médecine européenne connaît une transformation importante caractérisée par une «quête d'objectivité» (p. 16) dans l'étude de l'intervention médicale, quête dont les nombres et les tableaux deviennent l'instrument principal. Le livre de Christiane Ruffieux contribue à l'histoire de cette transition en abordant un aspect méconnu: la manière dont les praticiens réagissent à cette transformation de la fabrication du savoir médical et se saisissent de ces nouveaux outils. Ayant opté pour une approche microhistorique et locale, l'autrice nous plonge dans les pratiques des médecins et chirurgiens de Genève entre 1770 et 1860. Outre une vaste étude prosopographique, l'analyse est basée sur le dépouillement des comptes-rendus des réunions des cinq sociétés médicales genevoises ayant existé durant la période étudiée, mais aussi sur l'examen des publications des praticiens.

Le livre est composé de six chapitres thématiques, chacun couvrant l'ensemble de la période étudiée. Le premier chapitre présente le cadre du récit et les résultats de l'analyse prosopographique, tandis que le second introduit les différentes sociétés médicales et leur fonctionnement. Les médecins et chirurgiens se révèlent très enclins à améliorer leurs pratiques en échangeant et en comparant les cas et les traitements via, entre autres, de nombreuses publications (thèses, mémoires de concours, articles, etc.). Ces recherches suscitent, dès les années 1820, une augmentation du recours aux chiffres. Ainsi, les discussions autour d'un médicament reposent, dans un premier temps, sur la présentation détaillée d'un cas particulier, voire extraordinaire, alors qu'en 1829 un mémoire traitant des effets du protocarbonate de potasse se base sur six cas comparés les uns aux autres et en tire des conclusions générales. Pour l'autrice, ces changements prouvent l'apparition, à Genève, de la médecine populationnelle qui «s'appuie sur l'observation de groupes et non d'individus isolés» (p. 81).

Le troisième chapitre, *Reflets de l'art de pratiquer*, analyse de manière détaillée l'arrivée de la méthode numérique à partir des activités des sociétés médicales et des essais de mise en œuvre de techniques statistiques. Deux sociétés tentent, par exemple, d'élaborer des tableaux des maladies, mais échouent à cause de problèmes de classification. La Société médicale, créée en 1823, met en place un «tour d'épidémie» destiné à comprendre l'impact de la météorologie sur les maladies, une question alors en vogue. Les membres de la société élaborent peu à peu, et en traversant de nombreuses difficultés, un système de classement des maladies ainsi que les instruments nécessaires à cette quantification (système de notation et tableaux). Si, pour des raisons diverses, ces innovations techniques échouent la plupart du temps, un changement inexorable est ainsi attesté: le corps médical genevois a acquis la conviction que parfaire ses pratiques nécessite de comparer les cas particuliers et d'analyser la fréquence des maladies.

Les trois derniers chapitres se concentrent sur la manière dont les praticiens recourent à la méthode populationnelle pour répondre à des enjeux précis: tester l'utilité de nouveaux remèdes, évaluer celle du vaccin de la variole et la manière la plus efficace de l'administrer, ou encore contribuer à des politiques d'hygiène publique à partir de statistiques vitales. L'analyse de l'usage des statistiques dans la mise en place d'une politique vaccinale résonne tout particulièrement avec les débats contemporains sur la vaccination contre le Covid 19. La découverte du vaccin antivariolique, son administration à la population et la découverte par le corps médical qu'il ne protège pas complètement de la maladie, mais qu'il en atténue les risques, sont autant d'étapes qui ont reposé sur des interactions complexes entre savoirs «pratiques» et savoirs «scientifiques», entre quantification et témoignages, mais aussi entre convictions scientifiques et rumeurs (en partie fondées).

L'histoire minutieusement décrite par Ruffieux est ainsi celle des «tâtonnements» (p. 24) d'un corps médical convaincu que la médecine doit se fonder sur l'observation, mais qui s'interroge sur les meilleures méthodes pour produire un savoir à partir de cas singuliers. Dans les faits, «raisonner sur la base de [...] chiffres s'est révélé une affaire plus compliquée que prévu» (p. 245). Le choix de l'autrice d'un récit très proche des sources, agrémenté de riches illustrations, s'avère judicieux, car il permet de dévoiler l'ampleur des difficultés qui ont émaillé la «mise en chiffres»¹⁰ des pratiques médicales. Il est toutefois permis de regretter l'absence des méthodes d'analyse élaborées par la sociologie historique de la quantification d'Alain Desrosières, Fabrice Bardet ou Roser Cussó, qui auraient permis d'identifier plus clairement les étapes de la mise en place de la quantification (convention, classement, questionnaire, etc.). Outre l'éclairage qu'il apporte à une dimension importante de l'histoire de la médecine, cet ouvrage est une contribution importante à l'histoire de la statistique. L'approche microhistorique est en effet (trop) rare dans ce champ qui privilégie, par rapport à l'étude des pratiques, les statistiques étatiques et les grandes narrations sur le développement de la pensée statistique. L'avantage de cette approche est pourtant de relativiser le récit d'un progrès inexorable et explosif à partir des années 1830, pour plutôt en dévoiler les errements et les lenteurs. En outre, cet ouvrage amène des connaissances importantes sur l'usage des statistiques au début du XIX^e siècle, période qui précède l'institutionnalisation d'un mouvement statistique en Grande-Bretagne et en France et qui reste largement sous-étudiée.

Laure Piguet, Genève

¹⁰ Anne-Sylvie Pharabod, Véra Nikolski, Fabien Granjon, La mise en chiffres de soi. Une approche compréhensive des mesures personnelles, in: Réseaux 177 (2013), p. 97–129.

Nikolay Kamenov, *Global Temperance and the Balkans. American Missionaries, Swiss Scientists and Bulgarian Socialists, 1870–1940*, Cham: Palgrave Macmillan, 2020, 223 Seiten.

Im Jahr 1868 verliess die US-amerikanische Missionarin Zoe Locke ihre neuenglische Heimat und begab sich ins ferne Bulgarien. Dort trug sie in den folgenden Jahrzehnten massgeblich zum Aufbau von Vereinen, Zeitschriften, Kulturangeboten und persönlichen Netzwerken bei, die protestantische Missionare als Plattformen der Temperenzidee nutzten. Es ist schlüssig, dass Zoe Lockes Lebensgeschichte den erzählerischen Auftakt zu Nikolay Kamenovs Zürcher Dissertationsschrift bildet: In Lockes Biografie verdichtet sich das zentrale Anliegen der Studie, die lokale Temperenzbewegung in ihren globalen Verflechtungen zu verstehen. Über den Zeitraum von 1870 bis 1940 untersucht der Autor die Etablierung und Verwandlungen des Temperenzdiskurses im südosteuropäischen Staat.

Kamenov nähert sich dem Thema in sechs Kapiteln (Kap. 2–7), die von einer Einleitung und einem kurzen Schlusswort umfasst sind. In Kapitel 2 widmet sich die Untersuchung der «global consciousness» (S. 50 f.) der Bewegung. Diese habe auf gemeinsamen Äusserungsmustern, weltumspannenden Netzwerken und Kommunikationszusammenhängen, vor allem aber auf dem Glauben die zwingend globale Natur des Kampfs für Abstinenz beruht (S. 22). Dass eine solche globale Ideengemeinschaft überhaupt entstehen konnte, war nicht zuletzt der global agierenden protestantischen Mission zuzuschreiben, die im 19. und frühen 20. Jahrhundert die wichtigste Trägerin der Temperenzidee war.

Das weltanschauliche Fundament des Temperenzdiskurses verlagerte sich in der ersten Hälfte des 20. Jahrhunderts von einer religiösen hin zu einer medizinisch-wissenschaftlichen Auslegung des Problems. Diese Verschiebung äusserte sich auch räumlich: Die Knotenpunkte der Temperenznetzwerke waren nach dem Ersten Weltkrieg immer weniger in den Hochburgen der protestantischen Mission an der Ostküste der USA und immer mehr bei europäischen Sozialreformern wie Auguste Forel zu finden (S. 25).

Die Erläuterungen zur globalen Temperenzbewegung bereiten den Boden für die Vertiefung des bulgarischen Falls. Diesen breitet Kamenov in den folgenden fünf Kapiteln (Kap. 3–7) aus. Kapitel 3 und 4 widmen sich dem religiös geprägten Temperenzdiskurs in Bulgarien (1870 bis ca. 1920, Kap. 3) sowie der zunehmenden Verwissenschaftlichung des Redens über Abstinenz (ca. 1920 bis 1940, Kap. 4). In den Kapiteln 5–7 werden für den gesamten Betrachtungszeitraum die Rolle von Kindern, Sozialisten und visuellen Darstellungen in der bulgarischen Temperenzbewegung vertieft. Eine Auswahl von zentralen Argumenten dieser fünf Kapitel wird im Folgenden in synthetischer Weise vorgestellt.

Die Ausführungen zur bulgarischen Temperenzbewegung stützen sich auf Archivalien und insbesondere auf die Analyse von Artikeln aus bulgarischen Temperenzzeitschriften wie *Vuzdurzhatel* («Der Enthaltsame») oder *Borba s alkoolizma* («Kampf gegen den Alkohol»). Kamenov betont, dass der bulgarische Temperenzdiskurs nach dem Zweiten Weltkrieg verstärkt an medizinische und sozialhygienische Überlegungen anschloss. Unter Verweis auf Harry Levines *Discovery of Addiction* (1978) zeigt die Untersuchung auf, wie auch in Bulgarien nach dem Ersten Weltkrieg eine «discursive transition from drunkenness to alcoholism» (S. 110) stattfand, Sünder also in Kranke umgedeutet wurden. Religiöse und wissenschaftliche Tendenzen schlossen sich im Temperenzdiskurs jedoch nicht gegenseitig aus, wie Kamenov hervorhebt. Vielmehr bedienten sich wissenschaftlich orientierte Aktivisten gerne beim moralischen Vokabular der Religiösen, wäh-

rend sich letztere regelmässig auf wissenschaftliche Erkenntnisse stützten, um die Relevanz alkoholischer Enthaltensamkeit zu untermauern.

Als Gründe für diese epistemische Verschiebung führt Kamenov die verheerenden Folgen der beiden Balkankriege (1912–1913) und des Ersten Weltkriegs an. Angesichts von Tod, Krankheit und Zerstörung hätten Stimmen, die Alkoholabstinenz als ein Mittel zur «Regeneration» der Nation darstellten, Aufwind bekommen (S. 151 f.). Diesen Trend begleitete ein regelrechter Boom von Temperenzvereinen im Bulgarien der Zwischenkriegszeit. Insbesondere im Bildungswesen versuchten die Fürsprecher der Abstinenz, ihren Einfluss zu erweitern. Dass die Temperenz als politisch unverdächtig galt, half der Bewegung dabei, in einem zunehmend repressiven Umfeld ihre Plattformen zivilgesellschaftlichen Engagements – insbesondere Lehrer- und Schülerorganisationen – aufrechtzuerhalten. Die Vermutung, dass Sozialisten die Temperenzvereine als einzige «broad-base associational platform available to high school students» (S. 175) in der Zwischenkriegszeit vermehrt unterwanderten, wurde jedoch sowohl von bulgarischen Staatsbeamten als auch von Sozialisten selbst geäussert. Ein unverfängliches Anliegen mit weitaus brisanteren Inhalten zu verbinden, wäre kein Einzelfall und erinnert beispielsweise an die Kopplung von Umwelt- und Nationalbewegungen in der späten Sowjetunion.

Eine Leerstelle der Untersuchung besteht darin, dass sie fast ausschliesslich Äusserungen von Temperenzaktivisten analysiert, während die Wahrnehmungen, Reaktionen und Widerstände ihrer Adressaten weitgehend im Dunkeln bleiben. Die Frage, was eine Geschichte der Alkoholbekämpfung ohne die Stimmen der Alkoholtrinkenden leisten kann und wo ihre Grenzen liegen, wird in der Studie kaum ausgelotet. Es könnte ein fruchtbarer Ausgangspunkt für zukünftige Untersuchungen sein, sich stärker den Adressaten der Temperenzkampagnen zu widmen.

Auf minutiöser Quellenarbeit fussend und in lebendiger Sprache verfasst, ist *Global Temperance and the Balkans* ein gelungener Brückenschlag zwischen osteuropäischer Geschichte und Globalgeschichte – zwei Forschungsfelder, die nicht immer für ihren regen wechselseitigen Austausch bekannt waren. Das vielleicht grösste Verdienst der Studie liegt aber darin, dass sie einen wichtigen Aspekt des bulgarischen Alltagslebens sichtbar macht, der bisher weitgehend verborgen war. Temperenzvereine waren in Bulgarien keine Randerscheinung, sondern prägten mit ihren Partizipationsangeboten, Zeitschriften und Veranstaltungen den Alltag und die Gedankenwelt weiter Teile der Bevölkerung massgeblich mit. Ganz ohne nationalhistorisches Korsett ist Nikolay Kamenov damit ein wichtiger Beitrag zur bulgarischen Geschichtsschreibung gelungen.

Felix Frey, St. Gallen

Jonathan Levy, *Ages of American Capitalism. A History of the United States*, New York: Random House, 2021, 908 pages, 61 images, 71 illustrations.

Depuis une décennie, la «nouvelle histoire du capitalisme» (NHC) a suscité de vifs débats aux États-Unis. D'aucuns l'ont saluée comme emblème de la diffusion du nouveau matérialisme dans les facultés d'histoire, quand d'autres y ont vu une opération marketing et critiqué l'absence de cohérence conceptuelle et méthodologique. Néanmoins, force est de constater que l'intérêt pour la NHC a gagné l'Europe, où les cours et les chaires se réclamant de ce courant se sont multipliés ces dernières années.

Dans ce contexte, le nouvel ouvrage de Jonathan Levy – figure de proue de la NHC – était très attendu. En effet, aucun autre historien associé à la NHC n'a exploré la nature du capitalisme (et plus spécifiquement du «capital») aussi explicitement dans ses travaux.

Le résultat final, intitulé *Ages of American Capitalism: A History of the United States*, vise à promouvoir le dialogue entre histoire et économie. L'auteur ambitionne non seulement d'écrire une histoire économique des USA sur 350 ans, mais également de proposer une synthèse générale de l'histoire du pays en y intégrant les dimensions politiques, sociales, environnementales et psychologiques.

Au cœur de l'ouvrage se trouve l'idée que la théorie de la préférence pour la liquidité de John Maynard Keynes offre une clé de lecture privilégiée pour comprendre les dynamiques historiques du capitalisme étatsunien. En guise de fil rouge, Levy identifie donc les institutions, les idées et les acteurs qui ont su encourager (ou non) les détenteur-riche-s de la richesse à renoncer à la liquidité de leurs ressources et à les immobiliser dans des actifs capables de générer de futures recettes. Au lieu d'une périodisation basée sur des critères purement économiques, les moments de rupture correspondent ainsi à des mutations du règlement politique du conflit, qui favorisent de façon différenciée les investissements dont dépendent l'emploi et la croissance économique moderne.

L'ouvrage est divisé en quatre parties chronologiques. «L'âge du commerce» (1660–1860) couvre la période allant de la colonisation britannique à la Guerre de Sécession, marquée par une contradiction fondamentale, au sein des institutions du pays, entre deux variétés du capitalisme: l'un, libre, et l'autre, esclavagiste. «L'âge du capital» (1860–1932) retrace l'émergence et la progression fulgurante du capitalisme industriel (et ce en dépit d'une conjoncture rythmée par des crises financières, des transformations démographiques et une résistance agrarienne déstabilisatrices) qui n'a été stoppée qu'avec l'éclatement de la Grande Dépression. Troisième partie, «l'âge du contrôle» (1932–1980) analyse le «*New Deal Order*», synonyme de la domination de l'économie par un État développemental et régulateur. Enfin, l'adoption d'une politique monétaire extrêmement restrictive, dès 1979, a marqué le début de «l'âge du chaos» (1980 à aujourd'hui) qui décrit la désindustrialisation, la réorientation de l'investissement vers les actifs financiers et immobiliers et l'intense développement des technologies de l'information. Cette dernière période se caractérise également par une progression significative des emplois non qualifiés ainsi que par les difficultés à faire redémarrer l'investissement privé dans le contexte de la «grande récession» qui a suivi la crise immobilière de 2007–2008.

L'argument provocateur faisant du conflit autour de l'investissement un moteur de la dynamique historique du capitalisme ne manquera probablement pas de susciter le scepticisme, voire l'ire, de certain-e-s. Au fil du texte, Levy semble d'ailleurs parfois lutter pour faire entrer sa narration dans le cadre théorique défini au préalable. Mais toujours est-il que, dans la perspective de longue durée proposée par l'auteur, il est certainement pertinent et légitime de questionner la régularité des phases cycliques de croissance et de crise. En la matière, si le cadrage employé par Levy n'offre pas de réponses définitives, il ne manquera pas de stimuler la réflexion des historien-ne-s.

Bien que Levy traite du problème de sa conceptualisation du capitalisme d'entrée de jeu, il peine davantage à se défaire d'une autre critique faite à la NHC: son américanocentrisme. Ce manque de perspective internationale pose parfois des problèmes analytiques. Dans la première partie, l'analyse donne à penser que le Royaume-Uni est le seul autre pays du monde; par la suite, les phases de rupture sont décrites uniquement dans leur dimension endogène aux USA. Les dynamiques de l'investissement international entrant et sortant sont également absentes du texte.

À l'image d'Eric Hobsbawm, qui a intégré la culture dans sa tétralogie sur les âges du capitalisme, Levy enrichit indéniablement son narratif en reliant les développements

du monde économique à l'architecture, au cinéma, aux arts visuels et à la littérature (l'ouvrage compte quelques 61 images). Cependant, dépourvu du cadre théorique marxiste de Hobsbawm, le choix des anecdotes retenues par l'auteur peut paraître arbitraire. L'influence du matériel sur le culturel y est implicite, mais Levy a manqué une occasion d'éclaircir l'interaction entre ces deux dimensions.

Un tel livre de synthèse frustrera inévitablement les spécialistes sur certains détails. Cet ouvrage constitue néanmoins une véritable mine d'or de littérature secondaire réunissant tant les dernières publications de la NHC qu'un riche mélange de travaux d'histoire, de cliométrie, d'histoire des entreprises, de sociologie historique et d'études genre. Bien que Levy mobilise un certain nombre de concepts économiques, son analyse demeure accessible au plus grand nombre. Pour ces raisons, cet ouvrage se destine à devenir un manuel classique pour l'enseignement en histoire.

En définitive, en offrant un regard historique sur les origines structurelles des inégalités de race, de genre et de classe, Levy éclaire les débats actuels sans pour autant tomber dans le piège d'un déterminisme excessif. À ce titre, l'ouvrage est une réussite.

Jamieson Gordon Myles, Oxford

Isabelle Lucas, **Un impérialisme électrique: un siècle de relations économiques helvético-argentines (1890–1979)**, Lausanne: Antipodes, 2021, 504 pages.

Dans ce livre, Isabelle Lucas analyse les rapports commerciaux et financiers entre la Suisse et l'Argentine de la dernière décennie du XIX^e siècle à la fin des années 1970, relatant l'histoire largement méconnue des relations d'un pays jugé périphérique avec un des pays capitalistes les plus puissants de la période.

Résultat d'une remarquable et ambitieuse recherche en archive, le livre représente une contribution majeure pour les historiographies nationales argentines et suisses. Pour l'Argentine, le poids et l'influence économique de la Suisse permet de porter un regard nouveau sur des récits historiques s'étant largement focalisés sur le rôle et les implications du Royaume Uni d'abord, et des États-Unis ensuite. Pour la Suisse, cet ouvrage documente l'importance d'un pays qui a représenté l'une des destinations privilégiées des migrants et des capitaux, de même qu'un partenaire commercial majeur pour une Argentine en développement. Finalement, dans une portée internationale, cette recherche illustre les moyens déployés par un petit pays capitaliste n'ayant pas participé à des conquêtes territoriales pour faire sa place dans un «monde périphérique» essentiellement dominé par de grandes puissances impériales ou impérialistes.

Si les chiffres globaux suggèrent que ces deux pays sont des partenaires mineurs, certains produits attestent une dépendance commerciale considérable, dont les implications étaient proportionnellement plus importantes. Autour de la deuxième guerre mondiale, alors que les importations de machines et moteurs depuis la Suisse – l'Argentine étant en plein processus d'industrialisation – passent de 3,9 à 37,7 % entre 1937 et 1945, les céréales produites en Argentine deviennent fondamentales pour sécuriser les besoins alimentaires de la Suisse dès la fin de la guerre. Lucas montre comment les enjeux et tensions autour de ces secteurs avaient des répercussions bien plus générales, car ces négociations ne portaient pas seulement sur leur prix mais impliquaient également des discussions relatives à l'échange d'autres produits, sans compter leur impact sur le rapatriement des profits et des arrangements financiers. De plus, ces problématiques exercent un impact dépassant les relations bilatérales de la Suisse et de l'Argentine, touchant et

influençant les intérêts et rapports économiques avec d'autres acteurs et puissances internationales, telles que l'États-Unis, le Royaume-Uni ou l'Allemagne.

L'importance des capitaux suisses en Argentine – et plus généralement en Amérique latine – est une réalité que l'historiographie a trop longtemps ignorée. Bien qu'ils ne représentent qu'une minorité des investissements suisses à l'étranger, ces capitaux étaient à la hauteur de ceux du Royaume-Uni et des États-Unis dans ce pays. La manière dont ces investissements se lient à des aspects commerciaux et à des intérêts politico-économiques et comment ils se déploient par le biais des efforts de la communauté argentine d'origine suisse représente l'élément distinctif de l'approche de Lucas. Ce faisant, elle souligne une facette familiale du modèle capitaliste suisse et la persistance de réseaux qui ont joué un rôle déterminant dans la représentation de la défense des intérêts suisses en Argentine, plusieurs générations après la migration. La «saga électrique», où Lucas reconstruit l'histoire des investissements suisses dans le marché électrique argentin, consiste en l'une des parties les plus intéressantes de la recherche. Pendant presque un siècle, des Suisses ont étroitement contrôlé l'une des plus importantes sources énergétiques du pays, d'autant plus qu'elle était déterminante au développement et à l'industrialisation du pays. Cet état de fait nous invite à réviser des hypothèses qui s'étaient jusqu'alors largement concentrées sur la domination impérialiste des capitaux britanniques et américains.

Si le sérieux de cette solide recherche académique et les nouvelles perspectives que ce livre apporte sont à saluer, certains aspects auraient pu être davantage approfondis. Le fait que les entreprises d'électricité suisses ont échappé aux politiques de nationalisation du gouvernement de Perón alors que leurs homologues britanniques et nord-américaines ont été expropriées est surprenant. D'autant plus que le secteur électrique et les tarifs énergétiques ont joué un rôle central dans les politiques d'industrialisation et de distribution des rentes du péronisme. Bien que dépassant le cadre exploré par le livre, on se demande si la politique internationale de la troisième voie adoptée par Perón dans le cadre de la Guerre froide n'exerce pas, ici aussi, un impact: dans l'immédiat après-guerre, la Suisse devient en effet le premier fournisseur d'armes d'un gouvernement dont 37 % du budget était consacré à l'armée (p. 221).

Une autre question ouverte concerne le rapport entre la Suisse et les dictatures argentines. Face aux peurs de nationalisation et aux tensions sous Perón, les compagnies suisses d'électricité ont essayé de vendre leur entreprise au gouvernement militaire d' Onganía d'abord, puis ont finalement concrétisé cette vente à l'État argentin durant la dictature de Videla, en 1978–1979. Au-delà des conditions de la nationalisation (visiblement très profitable aux actionnaires), cette mesure est en opposition directe avec les politiques d'un gouvernement autrement fortement engagé dans la libéralisation économique et la privatisation du secteur public. De plus, Martínez de Hoz, ministre de l'économie et responsable de la nationalisation, avait siégé du Conseil d'administration d'une des compagnies. Quelles étaient les conditions financières des compagnies prises en charge par l'État argentin? Est-ce que les dictatures permettaient de sceller de meilleures affaires? Pour qui et pourquoi? Ces questions sont d'autant plus importantes que ces compagnies allaient être reprivatisées au début des années 1990.

Malgré cela, l'histoire que Lucas déroule est novatrice, passionnante, pleine de détails intéressants et de pistes pour de futures recherches. Elle est aussi l'histoire d'une Suisse qui a su se positionner et s'accommoder aux intérêts de ces régimes et idéologies

variées ayant été à la tête de l'Argentine, attestant cette capacité singulière de *llevarse bien con Dios y con el Diablo*, si caractéristique à l'histoire de ce pays.

Sebastian Alvarez, Genève

Christian Büschges, Andrea Müller, Noah Oehri (éds), **Liberation Theology and the Others. Contextualizing Catholic Activism in 20th Century Latin America**, Lanham: Lexington Books, 2021, 326 pages.

Cet ouvrage collectif édité par des historiens de l'Université de Berne rassemble une introduction et 13 contributions rédigées par des spécialistes travaillant en Europe, aux États-Unis et en Amérique latine. Cette dimension internationale qui élargit les regards et autorise le comparatisme est déjà en soi un apport considérable dans une historiographie marquée par des cloisonnements géographiques souvent récusés mais rarement dépassés. S'il y a un flottement non élucidé sur les termes – les théologies de la libération se confondent-elles avec le militantisme catholique de gauche ou l'Église progressiste? –, il reste que tout un courant postconciliaire de réforme des méthodes pastorales initiées à partir de la prise en considération pour elles-mêmes des populations indigènes traditionnellement marginalisées a effectivement donné lieu à un vaste réseau d'organisations ainsi qu'à des projets d'éducation et de développement.

L'enjeu du livre est précisément d'approfondir la dimension territoriale et sociale de l'implantation des théologiens, missionnaires, catéchistes ou militants. On ne peut que souscrire au constat des auteurs que cette exploration des multiples contextes locaux est nécessaire pour historiciser et mettre en perspective de façon précise les phénomènes. La démarche adoptée n'est pas celle, datée, d'envisager la religion comme justification du changement social ou de discuter de sa nature politique. Dans l'introduction, les auteurs mettent en évidence la dimension transnationale des engagements laïcs et religieux et souhaitent vérifier comment ces pratiques d'apostolat entrent en interaction avec des discours contemporains sur le développement, les classes sociales ou l'ethnicité. C'est dire l'ambition d'une approche qui ne s'en tient pas aux seuls discours et représentations mais qui, par des contextualisations fines et documentées, prétend porter la focale sur des milieux sociopolitiques particuliers. D'où le découpage en trois parties, cette mise en contexte s'effectuant d'abord à partir du public visé, puis en partant des outils pour, enfin, aborder les connexions qui donnent ou non une ampleur et une dimension transnationales aux études de cas régionales.

Trois idées sous-jacentes à plusieurs textes méritent d'être soulignées tant elles paraissent heuristiquement fécondes. D'abord, une reprise du vieux débat historiographique et sociologique sur la religion populaire mais à partir de l'enquête anthropologique développée par les missionnaires étrangers sur place. L'opposition classique entre l'authenticité de la foi vécue et l'imposition par une élite socio-culturelle d'un modèle de croyance épurée est ici dépassé pour tenir ensemble un moment de l'histoire des sciences humaines marqué par la production d'acteurs ecclésiaux, la promotion de cultures indigènes et le projet ecclésial de réforme pastorale et de formation des catéchistes. Le «clash culturel» et la propre conversion des clercs plongés dans un monde dont ils n'ont au départ qu'une connaissance livresque est ainsi historicisé car replacé dans une histoire transnationale du catholicisme et, plus largement, dans une histoire de la construction des savoirs au contact de l'Autre, qui donne avec bonheur son nom au livre.

Ensuite, il faut souligner la pertinence d'analyses neuves sur l'implantation de pastorales proprement afro-américaines qui combinent inculturation et développement. Les

auteurs soulignent à juste titre que loin d'être toujours porteuse d'émancipation collective, la critique portée par les catéchistes face au développementisme (dans la communauté aymara en Bolivie par exemple) fait parfois le jeu de gouvernances néo-libérales. C'est l'un des grands mérites de ces contributions que de ne pas donner à voir une histoire lisse ou manichéenne de la théologie de la libération mais au contraire de dégager des confits ou des enjeux habituellement dans l'ombre. Les notions d'innovation ou de réforme pastorale, dont la polysémie est patente, courent ainsi dans plusieurs textes et obligent à réinterroger la périodisation classiquement admise: faut-il vraiment faire commencer la remise en question des méthodes d'apostolat avec l'émergence puis l'ascendant du langage de libération entre la conférence de Medellín (1968) et l'ouvrage de Gustavo Gutiérrez de 1971?

Enfin, un autre apport du livre est de montrer précisément ce que la formulation de nouvelles approches pastorales initie comme processus de repositionnement personnel des missionnaires, pour reprendre une idée clé de l'introduction. Les lieux n'y sont pas étrangers: espaces périphériques populaires relégués ou monde rural enclavé constituent la géographie de ces conversions individuelles où la piété se mêle à l'engagement et le développement aux promesses de l'émancipation. De nouveaux espaces publics sont créés de toutes pièces, comme la Radio Onda Azul au Pérou, qui devient le support de contre-discours face à la propagande gouvernementale. La nature politique des acteurs de ces pratiques pastorales, bien que les auteurs se défendent d'y revenir, est une évidence: à partir du moment où ces groupes de clercs et de laïcs, hommes et femmes, engagent une réflexion et discutent de la culture indigène, du rapport à l'ethnicité ou de la place des plus démunis dans l'espace public, ces passeurs intellectuels et culturels acquièrent de facto une dimension politique, parce que critique.

Une majorité de communications portent sur les Andes et plus largement sur la question indienne, mais sans exclusivité, puisque deux communications traitent du Brésil et de l'Uruguay. De même, les communautés ecclésiales de base ne sont pas les seuls espaces retenus puisque les instituts (comme l'Instituto pastoral andino de Cuzco), les séminaires (au Mexique) et les mouvements internationaux étudiants (MIEC-JECI) sont des laboratoires de ce brassage.

Parce qu'il contextualise et suit pas à pas, sources à l'appui, des mises en pratique de la théologie de la libération au-delà des seules «influences» supposées et mal documentées, ce livre a toute sa place dans l'historiographie religieuse et sociale des études latino-américaines.

Olivier Chatelan, Lyon

Ilaria Scaglia, *The Emotions of Internationalism: Feeling International Cooperation in the Alps in the Interwar Period*, Oxford: Oxford University Press, 2020, 256 Seiten, 30 Abbildungen.

Ilaria Scaglia zeigt mit ihrem Buch auf, wie Emotionen politische Ideen und Praktiken in der Zwischenkriegszeit formten. Sie illustriert dies mittels der Analyse von vier Organisationen: dem Völkerbund, dem Interessenverband *Union Internationale des Associations d'Alpinisme* (UIAA), einem Sanatorium für Tuberkulosekranke und schliesslich eines internationalen Universitätssanatoriums.

Welche Rolle die Alpen bei diesem Unterfangen beziehungsweise für diese verschiedenen Organisationen spielten, erläutert die Autorin im ersten Kapitel. Die historischen Akteure fanden in den Alpen – präziser vielleicht: in den Alpenbildern – zahlreiche

Anknüpfungspunkte für ihre Anliegen. Sei es in der Literatur oder der bildenden Kunst, die Alpen werden hier wie dort als Ort imaginiert, wo erhabene Gefühle den Menschen ergreifen. Die Internationalisten der Zwischenkriegszeit, so Scaglia, besetzten dieses Erhabene («sublime» im englischen Original) mit der Empfindung von unerschütterlicher Freundschaft, unvergesslichen Begegnungen und Kameradschaft zwischen Personen aller Nationen und sozialen Schichten. Kurzum: Sie konstruierten die Alpen «as an ideal site for peaceful international cooperation» (S. 20).

Die Akteurinnen und Akteure der Zwischenkriegszeit, welche die Alpen derart idealisierten, bewegten sich in einem spannungsgeladenen Umfeld. Vertreter internationalistischer wie nationalistischer Ideen beanspruchten die Alpen gleichermassen für sich. Während der Bau der grossen Alpentunnels und ihre politische Inszenierung von einer intensiven internationalen Kooperation zeugen, belegt die zunehmende Militarisierung das genaue Gegenteil. Für die Internationalisten bildete der Alpinismus den Erfahrungsschatz, mit dem die Alpen als Blaupause für erfolgversprechende internationale Kooperation genutzt werden konnten: Er machte den Gebirgszug mindestens punktuell zu einem kosmopolitischen Ort, an dem Personen unterschiedlichster Herkunft unter dem gemeinsamen alpinistischen Interesse aufeinandertrafen, durchaus in sportlicher Konkurrenz, aber weitgehend im friedlichen Miteinander.

Anhand von Reden und Schriften steigt Scaglia in die Geschichte des Völkerbundes ein. Sie vertritt die These, dass die Organisation sich gezielt mit positiven Emotionen vermarktete («branded»), wobei die Verbindung mit den Alpen häufig eine zentrale Rolle gespielt zu haben scheint. Nicht zuletzt deshalb wählte die Organisation Genf als Hauptsitz – eine Lage mit bestem Blick auf die Alpen. Zum Beispiel mit internationalen Schulagern in den Alpen überführten die Akteurinnen und Akteure ihre mündlich und schriftlich formulierten Ziele in die Praxis. Die künftigen Weltbürger sollten in der Bergkulisse kulturelle Vorurteile gegenüber Mitgliedern anderer Nationen abbauen und zu emotionaler Reife gelangen.

Eine durchaus ähnliche Zielsetzung verfolgte die UIAA. Gemäss dem schweizerischen Journalisten und zeitweiligen Präsidenten der Organisation, Charles Egmont d'Arcis (1887–1971), war ihr wichtigstes Anliegen «uniting people across national borders» (S. 83) – der Alpinismus erscheint in dieser Interpretation eher als Mittel zum Zweck. Der 1932 in Chamonix gegründete Zusammenschluss zahlreicher alpinistischer Verbände nutzte gezielt Emotionen, um sein Anliegen zu vermitteln, ähnlich dem Völkerbund. Das Ziel eines friedlichen internationalen Zusammenlebens vermittelte die UIAA über Zeitschriften und Zeitungsartikel, regelmässig aber auch an ihren Veranstaltungen. Die Alpen bildeten auch hier das Gravitationszentrum für emotionale und sachliche Argumente sowie einem Set von Ideen und Praktiken. Insbesondere das Zusammentreffen von Personen unterschiedlicher Nationalitäten von Angesicht zu Angesicht und das daraus (möglicherweise) entstehende Gefühl der Freundschaft erachteten die Vertreter der UIAA als wichtig für die Friedenssicherung.

Gesunde Körper waren nicht nur für die ambitionierten Ziele der Alpinisten unabdingbar, sie standen auch im Zentrum der Arbeit des Arztes Auguste Rollier (1874–1954). Rollier etablierte sich als Spezialist für Heliotherapie und war Gründungsdirektor der *Clinique Manufacture Internationale* im waadtländischen Bergdorf Leysin. Für die *epistemic community*, in der sich Rollier bewegte, zählte die Medizin zu den Hilfsmitteln auf dem Weg zu einer friedlicheren Welt. Scaglia betont, wie wichtig Emotionen für die Beglaubigung dieser Annahme waren: Rolliers Therapie fand in opulent illustrierten

Publikationen grosse Verbreitung. Die Abbildung von glücklichen Genesenen vor alpiner Kulisse, die Beschreibungen von Freundschaften zwischen den Patientinnen und Patienten aus verschiedenen Nationen bestätigten diesen Ansatz eindringlich. Die Alpen mit ihrem imaginativen Gepäck bildeten auch hier die Projektionsplattform schlechthin.

Im letzten Kapitel vertieft die Autorin die Thematik der internationalen Kliniken anhand des Universitätssanatoriums in Leysin. Ausgerichtet auf eine internationale Klientel von Akademikerinnen und Akademikern, bot die Klinik nebst der Möglichkeit zur Rekonvaleszenz eine auserlesene Bibliothek und Vorlesungen zum Fortsetzen und Vertiefen der Studien. Die Sanatorien in Leysin waren bis in die 1940er Jahre, als Antibiotika zunehmend den Kuraufenthalt als Heilmittel ablösten, international renommierte und gut besuchte Einrichtungen. Nicht nur beim weihnachtlichen Fondue, das perfekt ausgeleuchtet fotografisch festgehalten wurde (und als Titelbild der Publikation dient), knüpften Patientinnen und Patienten unterschiedlichster Herkunft emotionale Bande.

Scaglia gelingt es, in ihrer Studie die Ansätze der *History of Emotions* gewinnbringend auf die Alpen anzuwenden. Die Frage nach dem Entstehen, Dokumentieren, Konstruieren und Managen von Emotionen (und dem Sprechen darüber) zieht sich als roter Faden durch die detailreichen Ausführungen und Exkurse. Aufschlussreich ist etwa auch ihre Analyse des Bergfilms, den sie als Beispiel untersucht, wie kulturelle Produkte die «richtigen» Emotionen, die es mit den Alpen zu verbinden galt, verbreiteten. Sie differenziert dabei bestehende Forschung, die auf die nationalistischen Untertöne des Genres fokussiert, indem sie betont, dass Filmmotive wie der freundschaftliche Wettkampf, die Achtung der alpinen Natur oder die selbstlose Hilfsbereitschaft durchaus Anknüpfungspunkte an internationalistisches Gedankengut aufweisen. In ihrer Untersuchung fokussiert Scaglia stark auf einzelne Personen (Charles Egmont d'Arcis, Auguste Rollier, Louis Vauthier). Während dies dem Lesefluss und dem Verständnis sehr zuträglich ist, wird jedoch nicht immer ausreichend deutlich, wie repräsentativ diese Beispiele in ihrem jeweiligen Kontext sind.

Scaglias Studie unterstreicht einmal mehr die Relevanz von mentalen Bildern und den damit verknüpften Emotionen für die Wahrnehmung eines Naturraums. Der Wert ihrer Arbeit liegt mitunter darin, dass sie minutiös rekonstruiert, wie auch Gefühle, die angesichts der Alpen empfunden werden, letztlich konstruiert sind – und dieser Konstruktionsprozess von historischen Akteuren bewusst beeinflusst wurde. Darüber hinaus stösst sie eine Reflexion über die Schweiz als Standort internationaler Organisationen an, die über die hergebrachten Narrative der Neutralität hinausgeht und vermehrt eine inszenatorische Praxis ins Zentrum rückt.

Romed Aschwanden, Altdorf

Oliver Kühschelm, **Einkaufen als nationale Verpflichtung. Zur Genealogie nationaler Ökonomien in Österreich und der Schweiz, 1920–1980**, Berlin: de Gruyter 2022 (Werbung – Konsum – Geschichte, Bd. 3), 636 Seiten, 55 Abbildungen, 23 Grafiken.

Während der sechs Jahrzehnte, die in dieser gewichtigen Habilitationsschrift unter die Lupe genommen werden, gab es in allen Industriestaaten sogenannte «Buy-National»-Kampagnen. Mit dem Ende der ersten Globalisierung ab dem Ersten Weltkrieg versuchten patriotische Vereine, Gewerbeverbände, und auch staatliche Akteure in vielen Ländern in der einen oder anderen Form den wachsenden Nationalismus auch ins alltägliche Konsumverhalten zu tragen. Der Wiener Wirtschaftshistoriker Oliver Kühschelm konturiert dieses rückblickend singulär erscheinende Phänomen materialreich und quel-

lennah am Beispiel Österreichs und der Schweiz. Sehr klar tritt dabei hervor, dass eine enge Verbindung von Wirtschaft und Nation bereits in der Geschichte der Volkswirtschaftslehre angelegt war, die sich im 19. Jahrhundert im deutschen Sprachraum als «Nationalökonomie» konturierte. Und die Verbindung bestand in der Zeit der «zweiten Globalisierung» ab den 1980er-Jahren weiter als kommunikative Programmatik. Diese war nun aber nicht mehr auf die inländischen Konsumierenden gerichtet, sondern zielte im Sinne des «Nation Branding» auf die Absatzsteigerung von Exportprodukten in ausländischen Märkten.

Kühschelm sucht nach «einem Hebel, um eine nationale Genealogie nationaler Ökonomien zu betreiben» (S. 1). Das ist eine verzwickte Formulierung, in der das Adjektiv «national» zweimal vorkommt und überdies zwischen den Wörtern «national» und «Ökonomie» ein bedeutungsreicher Leerschlag steht. Mit diesem Forschungsprogramm postuliert der Verfasser, es gäbe national unterschiedliche Genealogien der Problematisierungsweise von «nationaler Ökonomie». Es ist überzeugend, dass er bei diesem Erkenntnisinteresse mindestens zwei Fälle untersuchen musste. Als empirisches Substrat hätte auch die komparative Analyse aller «kleinen offenen Volkswirtschaften» dienen können, die seit Peter J. Katzensteins Arbeiten in den frühen 1980er-Jahren in der Wirtschaftsgeschichte eine gewisse Tradition hat. Aber Kühschelm zeigt auch auf, wie kompliziert und aufwändig der Nachweis des spezifisch «nationalen» in einem solchen genealogischen Projekt ist. Mehr als zwei Nationalökonomien in ihrer diskursiven Genese ausserhalb des klassischen nationalökonomischen Kanons im Rückgriff auf allerlei Quellengattungen und vor dem Hintergrund der allgemeinen Sozial- und Wirtschaftsgeschichte sowie der politischen Rupturen im Untersuchungszeitraum in einer lesbaren Weise zu rekonstruieren, wäre nur unter Nutzung rigider Theorieangebote durch die Volkswirtschaftslehre möglich gewesen. Doch auf diese verzichtet Kühschelm bewusst. Stattdessen rückt er auch die Forschungen führender Nationalökonomien aus der Schweiz und aus Österreich als Quellen in seinen Beobachtungshorizont ein und untersucht diese diskursive Konstruktion in ihrer Interaktion mit dem «hegemonialen Projekt, der propagandistischen Synthese, die ich als nationale Ökonomie bezeichne» (S. 205). Es geht ihm eben nicht um «Nationalökonomie», sondern um die politische Wirkung kollektiver Vorstellungen geschlossener Kreisläufe des Angebots und der Nachfrage. Die Studie hat die kliometrische Wirtschaftsgeschichte stets im Auge und bietet auch in einem kurzen Exkurs eine kluge Zusammenfassung dessen, was die wirtschaftsgeschichtliche Forschung zur Kaufkraft und zur Wirtschaftskonjunktur der beiden Länder in den 1930er-Jahren weiss (S. 116–130). Kühschelm fokussiert aber hauptsächlich auf eine Kulturgeschichte des Wirtschaftens im nationalen Rahmen.

Das Buch ist in drei Teile gegliedert. Erstens geht es um Organisationen, Expertise, und Expertinnen bzw. Experten. Deren Zusammenkommen wird unter anderem am Beispiel der «Schweizerwoche» gezeigt. Dabei handelt es sich um eine privat getragene landesweite Aktion, bei der viele Detailhändler mit gehörigem Werbeaufwand einmal im Jahr die Verbindung von Nation und Volkswirtschaft gegenüber den Kundinnen und Kunden zu verdeutlichen versuchten, um ihren Absatz zu steigern. Entsprechende österreichische Pendanten werden ausgeführt. Im zweiten Teil verfolgt der Autor die Inszenierung von nationalen Ökonomien. Mit Blick auf die Geschichte der Habsburgermonarchie findet hier ein Rückblick auf den Kameralismus des 18. Jahrhunderts Platz (S. 296–306). Der dritte Teil des Buches interessiert sich für die Medien nationaler Kommunikation und fragt danach, wie diese Botschaften bei ihrem Zielpublikum ankamen. Neben ande-

ren Quellenstudien stellt Kühschelm hier die luzide Analyse einer österreichischen Schulaufsatzkampagne vor, die während der Jahre 1959–1981 junge Österreicherinnen und Österreicher dazu bewegen sollte, vor allem österreichische Waren zu kaufen.

Die Untersuchung ist originell. Denn bislang setzte die wirtschaftsgeschichtliche Forschung die Nation als weitgehend unhinterfragte Grösse voraus. Deutlich wird dies etwa in der Formulierung eines «Bruttonationaleinkommens» (BNE). Darin ist die «Nation» evident. Wichtige Eckdaten schienen durch die volkswirtschaftliche Gesamtrechnung im Ausweis eines BNE statistisch evident und gaben Anlass zu vielerlei Folgeberechnungen. Aber dabei blieb die Frage unbeachtet, was eigentlich «Wirtschaft» heisst. Welche Tätigkeiten zwischen dem Haushalt und der Arbeit im Betrieb zählen? Die Makroökonomie tut sich bis heute damit schwer, dem methodischen Nationalismus in ihrem Wissensregime adäquat Rechnung zu tragen.

Kühschelm nimmt das Adjektiv «national» aus dieser Diktion heraus und baut mit ihm eine neue historische Fragestellung: Was hiess nationale Wirtschaft zwischen 1920 und 1980 im österreichischen und im schweizerischen Alltag? Wer konstruierte ein Bild des Wirtschaftslebens national und warum? Wie wurde dieses Konzept fern von den makroökonomischen Modellen wahrgenommen und staatspolitisch gefüllt? In vielen glänzenden Miniaturen zu einzelnen Text- und Bildquellen hat der Verfasser zahlreiche Fälle der staatlichen und privaten Bestrebungen in den zwei Beispielen rekonstruiert, die den konsumierenden Menschen ihr Wirtschaftsleben weit über ihre persönlichen Bedürfnisse hinaus als eine Tätigkeit vorstellten, die auch im staatspolitischen Rahmen der Nation sinnvoll sei. So wurde etwa 1949 in der Schweiz aufwändig kommuniziert: «Gleich einer Sturmflut wird unser kleines Land mit ausländischen Strümpfen überschwemmt» (S. 242). Frauen wurden angehalten, nicht die günstigen Kunststoffprodukte aus den USA zu erwerben, die von der Schweizer Industrie (noch) nicht angeboten werden konnten, sondern weiterhin auf die inländischen baumwollbasierten Unterkleider zu vertrauen.

Gut an dem zu besprechenden Buch ist, dass es die Relevanz der Wirtschaftsgeschichte deutlich macht, die im Zuge der kulturalistischen Wende an Bedeutung verloren hat. In Kühschelms Darstellung erscheint das Konzept der «Nationalökonomie» inhaltsreicher als es in der Volkswirtschaftslehre bisweilen vermittelt wird. Aber leider verliert sich die Argumentation in den Details der Geschichte. Es fehlt die klare Formulierung einer übergreifenden These. Auch bleibt unbeantwortet, ob die untersuchten Aktivitäten den nationalen Wohlstand effektiv gesteigert haben. Die Nation, die statistisch gefasste Volkswirtschaft, die Nationalökonomie: Das sind eingängige Komplexitätsreduktionen ohne welche es schwierig wird, die Vergangenheit zu rekonstruieren. Dies (wenn auch *contre-cœur*) deutlich zu machen, ist die Stärke des anzuzeigenden Werks.

Daniel Speich Chassé, Luzern

Carlo Moos (Hg.), **(K)ein Austrofaschismus? Studien zum Herrschaftssystem 1933–1938**, Wien: LIT, 2021 (Austria: Forschung und Wissenschaft – Geschichte, Band 17), 505 Seiten, 8 Abbildungen.

Bei Tagungen, die die Jahre 1933 bis 1938 in Österreich behandeln, lässt sich bis heute ein auffälliges Phänomen beobachten: Für das autoritäre Regime, das nach der Ausschaltung des Parlaments im März 1933 bis zum «Anschluss» Österreichs an das Deutsche Reich 1938 bestand, werden unterschiedlichste Begriffe verwendet: in den letzten Jahren oft «Dollfuß/Schuschnigg-Regime» – nach den beiden christlichsozialen Kanzlern Engelbert Dollfuß (im Juli 1934 beim Putschversuch der Nationalsozialisten ermordet)

und seinem Nachfolger Kurt Schuschnigg –, «Kanzlerdiktatur», was die Rolle von Dollfuß bei der Eroberung der Staatsmacht sowie jene der beiden Kanzler im institutionellen Gefüge des Regimes bis 1938 betont, «Ständestaat» – eine der Selbstbezeichnungen des Regimes, wobei mit einem «sogenannt» oft auf den Unterschied zur politischen Wirklichkeit hingewiesen wird – sowie «Austrofaschismus», als Begrifflichkeit, die die Anlehnung des Regimes an faschistische Vorbilder wie Italien hervorhebt. Die Vielfalt der Begriffe zeigt, dass in der österreichischen Geschichtswissenschaft keineswegs Einigkeit über die Einordnung der Jahre 1933–1938 besteht.¹¹

Carlo Moos, emeritierter Professor für Neuere Allgemeine und Schweizer Geschichte an der Universität Zürich, selbst Experte für den italienischen Faschismus, hat sich als Herausgeber die Aufgabe gestellt, jenseits polemischer Debatten und mit einem frischen Blick von aussen nach gemeinsamen Positionen zu suchen. Das Buch versammelt Texte von 26 Autoren und 7 Autorinnen aus Geschichts-, Politik- und Kulturwissenschaft, umfasst Originalbeiträge, Wieder- und Teilabdrucke, es «umkreist» die Frage nach der Einordnung der Jahre 1933–1938, so der Herausgeber (S. ix), der die Beiträge entlang eines Kontinuums zwischen den beiden Positionen «Austrofaschismus» vs. «nur» ein autoritäres Regime geordnet hat. Insgesamt ergibt dies ein sehr anregendes Lesebuch, das die Begriffsdiskussionen anhand thematischer Fallstudien zu unterschiedlichen Feldern von Politik und Gesellschaft vertieft. Ein informativer Beitrag von Christian Koller beschreibt den zeitgenössischen Blick aus der Schweiz auf die autoritäre Wende im Nachbarland Österreich, und die Rolle, die dieses – je nach politischer Ausrichtung abschreckende oder anziehende – Beispiel ab den 1930er Jahren für Debatten über Korporatismus und «Ständestaat» spielte.

Der Begriff des Austrofaschismus wurde bereits zu dieser Zeit geprägt: Er diene vor allem in den Faschismuskussionen des Austromarxismus als Kampfbegriff und als analytische Kategorie.¹² Der Faschismusbegriff wurde auch von Fraktionen des Regimes immer wieder verwendet. Erst nach 1945 wurde er in den erinnerungspolitischen Diskussionen für das konservative Lager in Österreich insofern toxisch, als er das autoritäre Regime der Jahre 1933–1938 in eine politische Familie mit dem italienischen und deutschen Faschismus stellte (S. 66). Anders als beim Nationalsozialismus, der im Zuge der österreichischen Opferthese lange externalisiert wurde, wies der Begriff den Proponenten des Regimes damit einen Anteil an einem «eigenen Fundamental-Bösen» zu – so Moos (S. 493). Im konservativen Narrativ war Kanzler Dollfuß demgegenüber ein Kämpfer für die Eigenständigkeit Österreichs und ein Opfer des Nationalsozialismus, sein Porträtbild

11 Klassische Beiträge zur Diskussion finden sich u. a. in Emmerich Tálos, Wolfgang Neugebauer (Hg.), *Austrofaschismus. Politik – Ökonomie – Kultur 1933–1938*, 5. Aufl., Wien 2005 (Politik und Zeitgeschichte 1); Emmerich Tálos, *Das austrofaschistische Herrschaftssystem. Österreich 1933–1938*, Wien 2013 (Politik und Zeitgeschichte 8); Emmerich Tálos unter Mitarbeit von Florian Wenninger, *Das austrofaschistische Österreich 1933–1938*, Wien 2017 (Politik und Zeitgeschichte 10); Florian Wenninger, Lucille Dreidemy (Hg.), *Das Dollfuß/Schuschnigg-Regime 1933–1938. Vermessung eines Forschungsfeldes*, Wien 2013; Ilse Reiter-Zatloukal, Christiane Rothländer, Pia Schönlberger (Hg.), *Österreich 1933–1938. Interdisziplinäre Annäherungen an das Dollfuß-/Schuschnigg-Regime*, Wien 2012.

12 Der sozialdemokratische Parteitheoretiker Otto Bauer schrieb 1938 rückblickend vom «Halbfaschismus» in Österreich (S. 323), Otto Leichter im Jahr darauf polemisch von einem Regime, das aufgrund fehlender Massenbasis «Polizei- und Militärdiktatur» geblieben sei. Vgl. Wolfgang Maderthaner, Michaela Maier, Georg Spitaler: Einführung: Zur Aktualität austromarxistischer Faschismustheorien, in: *VGA Dokumentation*, 1–4 (2019), S. 3–9.

hing bis 2017 im Parlamentsklub der Österreichischen Volkspartei (ÖVP), bevor es ins Niederösterreichische Haus der Geschichte transferiert wurde (S. 178).

Nicht zuletzt in der Auseinandersetzung mit klassischen internationalen Faschismustheorien – etwa den Arbeiten von Robert O. Paxton (im Buch mit einem Beitrag vertreten) –¹³ entwickeln die Autor:innen ihre jeweiligen Positionen: Der Politologe Emmerich Tálos, der mit seinen Publikationen seit den 1980er Jahren die Theoretisierung des Austrofaschismus vorangetrieben hat, aber auch jüngere Vertreter:innen einer kritischen Zeitgeschichte wie Lucille Dreidemy und Florian Wenninger plädieren für die Verwendung dieses Begriffs, um Ideologie und Praxis, Anspruch und Wirklichkeit des Regimes in den Blick zu nehmen. Nach der Ausschaltung des Parlaments, der Niederschlagung des Arbeiter:innenaufstands im Februar 1934 und des nationalsozialistischen Putschversuchs im Juli desselben Jahres, des Verbots der Oppositionsparteien und der Einführung einer neuen Verfassung im Mai 1934 sei das Regime, zumindest seinem Anspruch nach, als faschistisch zu charakterisieren gewesen, als Versuch einer antimarxistischen Krisenpolitik und kleinstaatlichen Faschisierung «von oben» (S. 71, 89), auch wenn seine Protagonisten, mit Ausnahme der Heimwehren, die sich explizit am italienischen Vorbild orientierten, den Begriff nicht immer verwendeten. Andere Autor:innen betonen dagegen die Unterschiede zwischen dem heterogenen und widersprüchlichen österreichischen Regime (S. 205) und dem italienischen Faschismus – ganz zu schweigen vom Nationalsozialismus – sowohl was die Dimension des politischen Terrors, die zwiespältige Rolle des politischen Antisemitismus, die fehlende Massenbasis – ausserhalb bisheriger Kernwählerschichten der Christlichsozialen und ihrer politischen Verbündeten –, das Fehlen einer expansionistischen nationalen Ideologie, eines revolutionären Anspruchs und nicht zuletzt die fehlende Rolle der Staatspartei «Vaterländische Front» als Motor der Faschisierung betrifft. Die politische Macht, so Helmut Wahnout – Schöpfer des Begriffs der «Kanzlerdiktatur» – sei bei den traditionellen politischen und wirtschaftlichen Eliten verblieben (S. 312–314). Die Katholische Kirche bildete einen wichtigen Einflussfaktor, autoritäre Regierungstechniken wie das Kriegswirtschaftliche Ermächtigungsgesetz waren aus dem Instrumentarium der Habsburgermonarchie übernommen.

In seinem Schlusswort hebt der Herausgeber die Stärken der jeweiligen Argumente hervor und plädiert dafür, den Begriff des Austrofaschismus, so man* ihn verwendet (und der Rezensent tut dies), als geografische Bezeichnung für das Regime – in all seinen Widersprüchen – zu verstehen, als «hybrides und national unterschiedlich ausgeprägtes Phänomen» (S. 499 f.). Moos regt aber auch an, den Fokus vom Begriffskonflikt auf die Frage zu verschieben, «wie Demokratien enden können» (S. 489). Die Rechtshistorikerin Ilse Reiter-Zatloukal spricht vom Regime als «Nicht-Rechtsstaat» (S. 245). Dies verleiht dem Band einiges an Aktualität, denkt man* an den derzeitigen Aufstieg des autoritären Populismus in Europa und den USA. So wiegt es schwerer, wenn der österreichische Innenminister Gerhard Karner (ÖVP) 2022 die Auslegung der Europäischen Menschenrechtskonvention in Frage stellt, um den Zuzug von «Migranten» zu stoppen, als dass er als Bürgermeister seiner Heimatgemeinde für ein fragwürdiges Dollfuß-Museum, das den dort geborenen Politiker ehrt, Verantwortung trug.

Georg Spitaler, Wien

13 Robert O. Paxton, *Anatomie des Faschismus*, München 2006.

Martin J. Bucher, *Führer, wir stehen zu dir! Die Reichsdeutsche Jugend in der Schweiz, 1931–1945*, Zürich: Chronos 2021, 392 Seiten, 57 Abbildungen.

Bereits vor der Machtübernahme der Nationalsozialisten in Deutschland wurde die Reichsdeutsche Jugend (RDJ) in der Schweiz ins Leben gerufen, die zwischen 1931 und 1945 ein Auslandsabteiler der Hitler-Jugend (HJ), der Jugendorganisation der NSDAP, war. Die HJ hatte seit Anfang der 1930er Jahre die Aufgaben, auch im Ausland, Kinder und Jugendliche mit reichsdeutscher Staatsangehörigkeit insbesondere durch Propaganda an die NS-Ideologie heranzuführen und zu binden.

Mit der Betrachtung der RDJ in der Schweiz widmet sich Martin J. Bucher in seiner an der Universität Zürich im Jahr 2019 angenommenen Dissertation einem bislang weitestgehend unerforschten Kapitel der Schweizer Zeitgeschichte. Ziel seiner Studie ist die Darstellung der Organisation und Aktivitäten der RDJ in der Schweiz. Der Autor arbeitet dabei mit einem transnationalen Ansatz, um die grenzüberschreitenden Ziele der NS-Politik und die damit einhergehende enge Verbindung zwischen den Vorgängen in Deutschland und der Schweiz im Rahmen der RDJ sichtbar zu machen.

Aufgeteilt ist die Darstellung in zwei grosse Teile mit 13 Unterkapiteln. Im ersten Teil analysiert Bucher den Aufbau und die Organisation der RDJ. Geführt durch die Landesjugendführung und gegliedert wie die HJ, hatte die RDJ zwischenzeitlich bis zu 2500 Mitglieder an 47 Standorten in der gesamten Schweiz (S. 76; 123f.). Damit war die RDJ eine der grössten Auslandsabteilungen der HJ ausserhalb NS-Deutschlands. Sie arbeitete eng mit den zuständigen Stellen in Deutschland zusammen, was sich unter anderem daran zeigte, dass der Landesjugendführer nicht nur der Landesgruppenleitung der NSDAP in der Schweiz, sondern auch der Reichsjugendführung in Berlin unterstand. Daneben wurden zunehmend erfahrene reichsdeutsche HJ-Führer in die RDJ versetzt (S. 36; 366). Bucher stellt die RDJ in diesem Kontext als einen wichtigen Bestandteil der transnationalen Anstrengungen der NSDAP dar, die auslandsdeutsche Jugend zu kontrollieren – in den 1930er Jahren zunächst durch Ideologisierung, nach Kriegsbeginn zunehmend in Bezug auf Unterstützung der deutschen Kriegsanstrengungen. Gleichzeitig macht er deutlich, dass sich die reichsdeutschen Jugendlichen in der Schweiz dem teilweise starken Beitrittsdruck leichter entziehen konnten.

Bei der Untersuchung des Verhaltens der Schweizer Behörden gegenüber den dortigen NS-Organisationen und somit auch der RDJ attestiert er eine «laissez-faire-Haltung» (S. 146). Die Behörden beobachteten die Aktionen der RDJ zwar genau, liessen sie jedoch in vielen Fällen gewähren, um, vor allem während der Kriegszeit, auf unnötige Provokationen gegenüber NS-Deutschland zu verzichten. Aktiv wurden die Behörden hingegen im öffentlichen Raum, beispielsweise bei der Durchsetzung des Uniformtrageverbots (S. 94). Im Gegenzug habe die RDJ auf provokante Aktionen verzichtet, um den Behörden wenig Handhabe gegen sich zu bieten (S. 145–147). Durch das zurückhaltende Vorgehen konnte sich somit eine «gut funktionierende RDJ» herausbilden (S. 42), was deren rasche Ausbreitung auf weite Teile der Schweiz ermöglichte. Erst mit dem Verbot aller nationalsozialistischer Organisationen in der Schweiz bei Kriegsende im Mai 1945 endete auch die Geschichte der RDJ, die zu diesem Zeitpunkt noch immer knapp 1900 Mitglieder aufwies (S. 50). Im Rahmen der folgenden «Säuberung» wiesen Schweizer Behörden etwa 40 RDJ-Führer aus. Allerdings konnten sich einige dank Kontakten zu einflussreichen Stellen einer Ausweisung entziehen (S. 57). Dies unterstreiche gemäss dem Autor die weiterhin wenig konsequente Politik der Schweizer Behörden gegenüber den NS-Organisationen in der Schweiz (S. 68).

Im zweiten Teil der Darstellung beschreibt Bucher die konkrete weltanschauliche Arbeit der RDJ am Beispiel von Heimabenden, gemeinsamen Feiern (NS-Feier- und Gedenktagen etc.), Sportveranstaltungen und Fahrten sowie Lageraufenthalten in der Schweiz wie auch in NS-Deutschland. Daneben kam es zu einer beschränkten Zusammenarbeit mit der faschistischen Jugend in der Schweiz, währenddessen die Jugendorganisationen der Frontisten wohl zu unbedeutend für engere Kontakte waren. Die Schweizer Pfadfinder zeigten keine «Affinität» zur RDJ (S. 316), auch wenn anfänglich teils durchaus Bewunderung bei einigen ihrer Funktionäre vorherrschte. Weiter erläutert Bucher, dass es auch zu Zusammenstößen von Schweizern mit RDJ-Angehörigen kam, beispielsweise mit Basler Jungkommunisten (S. 327). Dies resultiere aus dem Umstand, dass ein Grossteil der Schweizer Bevölkerung den Aktivitäten der RDJ «kritisch bis feindlich» gegenübergestanden habe (S. 325).

Bucher kommt in seinem Fazit zum Schluss, dass die RDJ für das NS-Regime einerseits ein wichtiger transnationaler Bestandteil von dessen Mobilisierungs- und Ideologisierungstrategie als auch später als Werbung für den Kriegsdienst diene (S. 351). Andererseits macht er die Grenzen der Auslandsarbeit der HJ in der Schweiz deutlich, namentlich die schwierige Mitgliedergewinnung und die Anfeindungen aus der Schweizer Bevölkerung (S. 352). Daher konnte die RDJ ihr angestrebtes Ziel, maximalen Einfluss auf die deutschen Jugendlichen in der Schweiz zu gewinnen, anders als von den Nationalsozialisten erhofft, nur begrenzt erreichen (S. 353). Obwohl ein erheblicher Teil der in der Schweiz lebenden reichsdeutschen Jugendlichen zumindest zeitweilig Mitglied in der RDJ war, konnte sie nicht an die Erfolge der HJ im Reich anknüpfen. Auch sei von der RDJ nie die Gefahr einer nationalsozialistischen «fünften Kolonne» in der Schweiz ausgegangen. Dies zeige sich am Verhalten der Schweizer Behörden, das Bucher als von einer «mangelnde[n] Reaktion oder sogar Passivität» (S. 353) gekennzeichnet sieht.

Martin J. Bucher gelingt dank sehr gründlicher Quellenarbeit sowie einer detaillierten Analyse eine überzeugende Darstellung der RDJ. Sein transnationaler Fokus erweist sich für auf die Schweizer Geschichte einmal mehr als wertvoll, da deutlich gemacht wird, wie das NS-Regime auch grenzüberschreitend versuchte, Einfluss auf die eigene Jugend zu nehmen. Gleichzeitig stellt sich die dem Leser die Frage, ob ein konsequenteres Handeln der Schweizer Behörden angesichts der vergleichswisen Schwäche der RDJ überhaupt einen grösseren Unterschied gemacht hätte.

Insgesamt legt Martin J. Bucher ein lesenswertes Werk vor und schliesst damit eine weitere Forschungslücke in der Schweizer Zeitgeschichte.

Moritz Faist, Freiburg i. Br.

Christian Simon, An der Peripherie des nazifizierten deutschen Hochschulsystems. Zur Geschichte der Universität Basel 1933–1945, Basel: Schwabe 2022, 878 Seiten.

Wie reagierte die Universität Basel auf die Nazifizierung des deutschen Hochschulsystems? Die Frage geht davon aus, dass die Veränderungen der politischen Verhältnisse im für Basel wichtigen Nachbarland eine Herausforderung bedeuteten und sich die Frage stellte, in welchem Mass die übliche universitäre Kooperation weitergepflegt oder eingefroren werden sollte. Die Fragestellung ist indes anspruchsvoller als es den Anschein macht, und sie wird über die ausgelösten Erwartungen hinaus angegangen und abgehandelt. Es wird über weite Strecken ein kenntnisreicher Überblick über die Entwicklung des Wissenschaftsverständnisses in der erfassten Zeit gegeben, und es wird insbesondere aufgezeigt, wie die Korporation der Professorenschaft gleichsam mit sich selbst umging. Das

Verhalten war in hohem Mass von der angenommenen und tatsächlichen Abhängigkeit bestimmt, in der man sich einer peripheren Lage gegenüber den deutschen Wissenschaftszentren befand beziehungsweise fühlte. Obwohl im Untertitel die klassischen Randdaten 1933–1945 angegeben werden, setzen die Abklärungen in manchen Fällen sogar vor dem Ersten Weltkrieg ein und gehen über den Zweiten Weltkrieg hinaus.

Vergleichsweise einfach zu erfassen waren für den Autor die Basler Reaktionen etwa auf die Einladung zum Heidelberger Universitätsjubiläum von 1936: Während auf Seiten der Universität eine Teilnahme trotz der zu erwartenden Instrumentalisierung der Feier durch den nationalsozialistischen Machtapparat eine den traditionellen Gepflogenheiten verpflichtete Selbstverständlichkeit war oder gewesen wäre, sprach sich die von der Linken dominierte politische Oberaufsicht dagegen aus und untersagte diese Teilnahme (S. 107–123). Viel anspruchsvoller war und ist die Abklärung der verschiedenen, im Zeitraum von 1933–1945 eingenommenen Haltungen des Lehrkörpers und der Studierenden. Selbstverständlich wird auch darauf geachtet, inwiefern sich die Haltungen in der Zeit von 1933–1945 verändert haben, von der anfänglichen Verkenntung des verbrecherischen Charakters des Regimes bis hin zu den «mutigeren» Distanzierungen gegen Ende des Kriegs.

Erklärtes Ziel der Grossuntersuchung ist die Abklärung der zwischen der deutsch-schweizerischen *Peripherie* und den verschiedenen deutschen *Zentren* durch Freundschaften, wissenschaftliche Kommunikationswege und Bildungsverbundenheit gepflegten Beziehungen (S. 44). Zu unterscheiden ist, ob sich diese Beziehungen wie in den meisten Fällen ohne inhaltliche Konzessionen «bloss» auf Tagungsbeteiligungen und Publikationen in deutschen Verlagen beschränkt haben oder ob es dabei auch zu inhaltlichen Übereinstimmungen und Kooperationen gekommen ist. Trotz ihrer Breite erheben diese Abklärungen keinen Anspruch auf Vollständigkeit und konzentrieren sich, den verfügbaren Quellen entsprechend, auf Exemplarisches.

Kernstück der Abklärungen (S. 139–728) bilden die nach Fakultäten und Fächern in historischer Abfolge, also von der Theologie bis zu den Naturwissenschaften, zusammengetragenen Befunde zum Verhalten einzelner Universitätsangehöriger, die, mit Ausnahme der Slawistin Elsa Mahler, alle männlich waren. Die breit angelegte, systematisch durchgeführte und faktendichte Untersuchung zeigt erwartungsgemäss beides, Reaktionen der Anpassung wie Reaktionen des Widerstands in vielen Schattierungen. Abgesehen vom Interesse für die Frage, wer sich wann wie positioniert hat, kann man sich bei der Lektüre auch fragen, ob bestimmte Fächer mehr oder weniger anfällig für eine dem Nationalsozialismus entgegenkommende Haltung waren. Es könnte kein Zufall gewesen sein, dass die entschiedenste Ablehnung («Resistenz» in der Begrifflichkeit des Autors, S. 45, 53) bei den Theologen festgestellt werden konnte. Sieht man von der Vererbungs-forschung ab, gab es alles in allem aber keine fachlichen Prädispositionen für NS-Nähe, selbst bei den Germanisten nicht. Bei den Juristen lassen sich Distanz und Nähe in grosser Spannweite feststellen.

Für das Fach Geschichte, das allerdings nicht eingehender berücksichtigt wird als andere Fächer wie zum Beispiel die Altertumswissenschaften oder die Ethnologie, wird mit der erstmaligen Auswertung eines substanziellen Nachlasses der Werdegang von Werner Kaegi präsentiert (S. 521–579). Kaegi war, wie andere, anfänglich gegenüber den Erneuerungsangeboten von Faschismus und Frontismus nicht immun, und, wie andere auch, fixiert auf eine links verortete Gefahr. Er fand dann aber seine Position als Verteidiger des freien, individualistischen humanistischen Geistes gegen den Nationalsozialismus.

Der andere Basler Grosshistoriker dieser Zeit, Edgar Bonjour, tritt in Simons Abklärungen nur punktuell in Erscheinung.

Im Kapitel zur juristischen Fakultät findet sich auch ein Abschnitt zum Juristen, Wehrwissenschaftler und Offizier Gustav Däniker, der mit seiner NS-freundlichen Einstellung gesamtschweizerische Bekanntheit erlangte. Seine politische Nähe zum Frontismus bildete – bezeichnenderweise – kein Hindernis bei seiner Ernennung zum Ehrendozenten für Militärwissenschaft 1938/39. Der Versuch, ihm 1941 nach dem Bekanntwerden seiner nazifreundlichen Denkschrift den Lehrauftrag zu entziehen, scheiterte – wiederum bezeichnenderweise – an den rechtlichen Voraussetzungen und konnte dann aber trotz gleich gebliebener, schwieriger Rechtslage bei Kriegsende schliesslich doch verwirklicht werden. (S. 244–251).

Die Abklärungen kommen zum wenig erwarteten Schluss, dass die am stärksten verbreitete Haltung die der Nichtreaktion war. Im Gegensatz zu heute tendenziell wohl bestehenden Erwartungen äusserte sich die Universität nicht dezidiert zum Nationalsozialismus und erbrachte auch keine energische Unterstützung seiner Opfer. Die Studie gibt über die Ausgangsfrage hinaus Einblick in das Funktionieren einer bürgerlichen Universität. Simon deutet die Universität einleuchtend als eine Körperschaft, die vor allem nach Regeln der Kollegialität und der Einhaltung akademischer Regeln funktionierte und sich von der Vorstellung einer politikfreien Wissenschaft leiten liess. Als übergreifende Schlussfolgerungen präsentiert Simon drei Thesen (S. 753 f.): Erstens, dass universitäre Gremien gar nicht fähig waren (und sind?), politische oder weltanschauliche Verantwortung in Themenbereichen zu übernehmen, die über den traditionellen Rahmen hinausgehen. Zweitens, dass die akademische Integration ein mühsam errungenes Ergebnis war, das nicht durch das Aufgreifen unpassender Themen gefährdet werden durfte. Und drittens, dass die Betonung des Unpolitischen in einen Gegensatz zum lokalen Kontext der Universität (Regierung, Parlament, politische Öffentlichkeit) geriet, der ein engagierteres Entstehen für die durch den Nationalsozialismus gefährdeten Werte erwartete. Diese Differenz zwischen der bürgerlich dominierten Universität und der staatlichen Trägerschaft mit linker Mehrheit nahm nach 1935 zwar zu, sie beschränkte sich aber auf Einzelfälle und führte nie zu sich zuspitzenden Konflikten. Der Autor kommt zum Schluss, dass die Basler Universitätsgeschichte von 1933 bis 1945 weitgehend unspektakulär verlaufen sei. Das vielleicht wirklich Spektakuläre habe in der meist friedlich-freundlichen Koexistenz zwischen der freiheitlichen, schweizerischen Peripherie und den deutschen Zentren, die sich den Erwartungen eines totalitären Regimes unterwarfen, bestanden. Dem Historiker Simon war es dabei wichtiger, statt sich zum Ankläger zu machen, Erklärungen dafür zu finden, warum «nach bürgerlichen Massstäben anständige, gutwillige und in ihrem Fach zuweilen herausragende Fachleute mit hoher Intelligenz» mit Partnern kooperierten, die sich in den Dienst eines verbrecherischen Regimes stellten (S. 760).

Georg Kreis, Basel

Walter Stucki, *La fin du régime de Vichy*, 2^e édition avec une introduction et des notes par Marc Perrenoud, Genève: La Baconnière, 2020, 384 pages.

L'action des diplomates à l'ère du nazisme et de la collaboration (en particulier face à la persécution des juifs et à leur anéantissement) a déjà suscité de nombreuses études. Le consul du Portugal Aristides de Sousa Mendes et le consul japonais Chiune Sugihara ont fait l'objet d'une abondante bibliographie, tout comme le vice-consul de Suisse à Budapest, Carl Lutz. Une récente table ronde et une exposition tenue au Mémorial de la

Shoah à Paris, *Les diplomates face à la Shoah*, proposaient un panorama plus vaste, incluant les réactions diplomatiques face à la montée du nazisme, les premiers actes de désobéissance et les attitudes possibles, allant de la collaboration à la protection, en passant par l'indifférence.

Parmi le personnel diplomatique suisse de l'époque, outre Carl Lutz et quatre de ses collaborateurs, honorés après la guerre de la médaille des Justes en reconnaissance de leur action de sauvetage,¹⁴ plusieurs consuls ont été reconnus pour leur clairvoyance et leur volonté d'alerter leur gouvernement sur les atrocités commises par les nazis et leurs alliés, notamment Franz Rudolf von Weiss, consul général de Suisse à Cologne, et René de Weck, ministre (ambassadeur) de Suisse à Bucarest. Ils n'étaient pas les seuls: on trouve encore dans les archives de nombreuses traces de l'action de consuls de Suisse, en France et en Italie notamment, traces parfois difficiles à déchiffrer et à interpréter, mais qui suggèrent des actions individuelles occultes, à la limite de l'illégalité, pour renseigner et aider juifs et opposants au régime. De même, les interventions consulaires suisses pour libérer des internés juifs de Drancy, fructueuses ou non, n'ont pas fait l'objet d'une étude complète. L'historiographie est donc encore loin d'avoir élaboré un tableau complet de la diplomatie suisse durant la Seconde Guerre mondiale.

Dans cet horizon, il était pertinent de s'intéresser de nouveau à Walter Stucki, ministre de Suisse à Paris puis à Vichy, de 1938 à août 1944. Le diplomate suisse a rédigé en 1947 un important témoignage sur les derniers jours du régime du maréchal Pétain et sur la passation de pouvoir aux autorités républicaines, journées dans lesquelles il a joué un rôle éminent de modérateur, salué par les deux parties. Écrit en allemand, le livre, aussitôt traduit, porte un titre plus proche des événements décrits: *Von Pétain zur IV. Republik*.

«Homme de la situation dans ce moment incertain» – selon son successeur d'aujourd'hui, l'ambassadeur Frédéric Journès qui préface cette réédition –, «courageux et exemplaire», Stucki méritait, selon les auteurs du projet, d'être tiré du relatif oubli dans lequel il était tombé. Les éditions de La Baconnière, avec le soutien de la Conférence inter-cantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin, ont donc chargé l'historien Marc Perrenoud, ancien conseiller scientifique de la Commission Bergier, d'introduire et d'annoter le texte de 1947. L'opération était indispensable pour rendre possible une lecture contemporaine et permettre au lecteur de situer l'épisode crucial de l'effondrement du régime. Cette mise au point historique est riche, précise et précieuse, même si le lecteur aurait souhaité quelques notes de plus, notamment une identification du représentant des Alliés qui éclaire Stucki sur les difficultés et la violence que la France devrait affronter après la Libération. Retraçant dans son introduction l'ensemble de la carrière de Stucki, Perrenoud revient aussi, à juste titre, sur son attitude face à la politique antisémite de Vichy: une attitude d'indignation (surtout focalisée sur Laval), qui ne semble toutefois guère avoir entraîné d'actes protecteurs concrets. Une étude plus détaillée de l'action du ministre de Suisse face à la persécution reste encore à écrire.

La réédition a été enrichie de nombreux nouveaux documents et photos issus des Archives fédérales et des archives privées de Walter Stucki. Pour le public intéressé par le rôle et la personne de Pétain, cette réédition prend place dans la vaste bibliographie qui

¹⁴ Dans son exposé à la table ronde sus-mentionnée, François Wisard fait le point sur la diplomatie suisse face à la Shoah, en citant encore d'autres agents diplomatiques dont on découvre et honore peu à peu les actions.

lui a été consacrée. Sa grande originalité réside dans la chronique des événements d'août 1944, hautement digne d'intérêt et narrée avec vivacité.

Walter Stucki est lui-même acteur de cette chronique. Le ministre de Suisse a nourri jusqu'au bout une grande considération et même une forte sympathie pour le Maréchal, tout en reconnaissant ses faiblesses et les limites dues à son grand âge. Le motif principal de cette fidélité semble avoir été la profonde francophilie du ministre de Suisse, qui l'a induit, en dépit des circonstances, à voir en Pétain «le dernier reste de la souveraineté nationale». L'horizon ouvert par De Gaulle est resté totalement absent de sa perspective.

Interlocuteur privilégié de Pétain, Stucki est invité à déjeuner par le Maréchal le 11 août. Le chef du régime de Vichy se sait menacé d'arrestation imminente et adjure son convive suisse d'assister à tout ce qui se passera. Il lui fait promettre «d'entendre, de voir et de rapporter un jour objectivement» les événements qui s'annoncent. Dès lors, Stucki assume un rôle de mémorialiste auquel il se tiendra avec toute l'objectivité que sa situation lui permet.

Que reste-t-il à faire lorsque le régime est en train de s'écrouler, que les Alliés avancent du nord et bientôt du sud vers le centre du pays, mais que les Allemands bloquent encore Vichy et veulent exfiltrer – ou plus exactement kidnapper – le vieux et complaisant chef de l'État? Stucki lui conseille de ne pas se couvrir de ridicule en se cachant ou en jouant la fuite de Louis XVI à Varennes. La suite est un véritable film: le 20 août, Pétain quitte Vichy prisonnier, mais sans violence, Stucki ayant contribué à ce que les armes ne soient utilisées d'aucun côté. Cinq jours plus tard, De Gaulle défilera sur les Champs-Élysées en glorifiant «Paris outragé, Paris brisé, mais Paris libéré».

Seul canal radio fonctionnant encore entre Vichy et le reste de l'Europe, l'émetteur bricolé par Stucki et ses assistants permet d'annoncer le 20 août même à Berne – et au monde – comment s'est déroulée la chute du Maréchal et de son régime, battant en brèche les mensonges des Allemands qui prétendaient avoir réinstallé à l'est de la France le chef de l'État et son gouvernement légal.

L'aventure du ministre de Suisse n'est pas terminée à cette date. Dans le court inter-règne du 20 au 26 août, Stucki assume le rôle inattendu et dangereux de modérateur entre tous les fronts possibles, qu'il s'agisse des Allemands (Wehrmacht et Gestapo) et de la Milice d'un côté, des FFI de l'autre, sans compter les représentants de l'État français entre deux. Son souci absolu est d'éviter violence et représailles contre la population, les fonctionnaires de Vichy ou le corps diplomatique, et tout bain de sang en général. Il négocie simultanément avec le commandement militaire allemand et avec les FFI, dont il accepte d'aller rencontrer le chef régional pour l'Auvergne, Henry Ingrand, qui vient d'être nommé commissaire de la République pour la région. C'est l'occasion pour Stucki de découvrir que les maquisards FTP, qu'il a toujours considérés comme de dangereux bandits – des «jeunes gens qui avaient vécu dans des forêts pendant des années et qui étaient engagés dans une lutte à mort» –, étaient des soldats corrects et disciplinés, voire sympathiques.

Après la passation de pouvoir qui, grâce à ses interventions, s'est déroulée certes avec beaucoup de remous et de soubresauts mais sans effusion de sang, Stucki est sur-le-champ fait citoyen d'honneur de la ville de Vichy. Il rentre en Suisse le 7 septembre avec l'ensemble de sa délégation.

Stucki a d'emblée considéré son action médiatrice comme l'exercice de la neutralité active de la Suisse. Il s'est hardiment exposé au danger en affrontant ouvertement des militaires allemands rendus nerveux par l'imminence de leur débâcle, mais aussi des

corps francs communistes peu disciplinés. Il a énergiquement défendu les blessés allemands, les derniers représentants du régime de Vichy et l'ensemble du corps diplomatique, s'opposant à d'éventuelles arrestations ou, pire, à des lynchages. Après tant d'horreurs (il a été le premier à communiquer en Suisse un rapport sur le massacre d'Oradour-sur-Glâne), il a réussi à faire prévaloir une transition politique par la voie diplomatique.

Dans l'avant-propos du livre, l'auteur s'interrogeait en 1947: «Les deux principaux représentants de ce régime, Pétain et Laval, ont été jugés et condamnés. L'histoire confirmera-t-elle ce verdict?». L'histoire a confirmé le verdict, mais l'utilisation politique de l'histoire comme de la mémoire, en nos années 2020, tend à faire vaciller tout acquis scientifique. C'est donc avec un esprit critique qu'il faudra prendre connaissance de la présente réédition, paraissant après plus de vingt années d'examen de l'attitude de la Suisse face au national-socialisme et aux régimes alignés.

Ruth Fivaz-Silbermann, Genève

Cyril Cordoba, **Au-delà du rideau de bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949–1989)**, Neuchâtel: alphil, 2020, 427 Seiten, 4 Abbildungen.

Die Einflussnahme des chinesischen Regimes auf europäische Länder wird in Medien und Politik in den letzten Jahren zunehmend angeregt und kritisch diskutiert. Cyril Cordobas Studie untersucht die kulturellen Kontakte zwischen der Volksrepublik China und der Schweiz im Kalten Krieg und liefert somit spannendes Hintergrundmaterial für diese zeitgenössische Debatte.

Während der Artikel zu China im Historischen Lexikon der Schweiz (Version von 2009) die bilateralen Beziehungen noch auf einer relativ schmalen Literaturbasis und schwergewichtig anhand der Arbeiten von Michele Coduri zu den 1950er Jahren rekonstruiert,¹⁵ hat sich der Forschungsstand seither durch eine Reihe von wissenschaftlichen Beiträgen und studentischen Qualifikationsarbeiten erfreulicherweise zeitlich wie thematisch erheblich erweitert. Besonders hervorzuheben hat sich dabei die Universität Fribourg, an der 2019 auch Cyril Cordoba seine Dissertation verfasst hat. Das Schwesterprojekt seiner Doktorarbeit ist die ebenfalls am Lehrstuhl von Claude Hauser entstandene Habilitationsschrift von Ariane Knüsel, welche die wirtschaftlichen und politischen Beziehungen im sino-schweizerischen Verhältnis beleuchtet.¹⁶ Auch Cordobas Studie wurde inzwischen in englischer Übersetzung publiziert.¹⁷ Damit besteht nun eine fundierte Grundlage für weiterführende zeitgeschichtliche Untersuchungen zu den Beziehungen zwischen der Schweiz und China im Kalten Krieg und darüber hinaus.

Cordoba gliedert seine Studie in drei Teile. Zu Beginn steckt er in den Kapiteln 1 bis 3 die politischen Rahmenbedingungen für die Entfaltung einer chinesischen Kulturpropaganda in der Schweiz und *vice versa* für die schweizerischen Vermittlungsbemühungen ab. Dazu gehört auch die Analyse des überschaubaren Kreises von Akteurinnen und Akteuren: Schriftstellerinnen, Musiker, Film- und Theaterschaffende, die zu Gastspielen in die Volksrepublik reisten oder vom Regime rekrutierte Lehrpersonen, vornehmlich aus der französischen Schweiz. Die Inkompatibilität der maoistischen «Volksdiplomatie» und

¹⁵ Michele Coduri, *La Suisse face à la Chine. Une continuité impossible? 1946–1955*, Louvain-la-Neuve 2004.

¹⁶ Ariane Knüsel, *China's European Headquarters. Switzerland and China during the Cold War*, Cambridge 2022.

¹⁷ Cyril Cordoba, *China-Swiss Relations during the Cold War, 1949–89. Between Soft Power and Propaganda*, London 2022.

ihrem revolutionären Impetus mit den bürgerlichen Institutionen wie der Stiftung Pro Helvetia erwies sich als Handicap. Die bescheidenen Kontakte der ersten Jahrzehnte waren von gegenseitigem Misstrauen geprägt. Tatsächlich legten die Kulturkontakte zwischen den Protesten der Zürcher Studentenschaft gegen die Tournee der Pekingener Oper im Jahr 1958 und der Besiegelung der Städtepartnerschaft zwischen der Limmatstadt und der südchinesischen Metropole Kunming 1982 einen weiten Weg zurück. Voraussetzung war einerseits die Entmaoisierung der Kommunistischen Partei Chinas und andererseits die Abkehr von der Geistigen Landesverteidigung in der Schweiz. Mit der Öffnungspolitik Deng Xiaopings und den neuen wirtschaftlichen Möglichkeiten fanden schliesslich beide Seiten eine gemeinsame Sprache, wie Cordoba schreibt, «celle du dollar» (S. 125).

Im zweiten Teil (Kapitel 4 bis 6) geht Cordoba auf die chinesisch-schweizerischen Freundschaftsgesellschaften ein, deren Personal sich in den 1950er Jahren noch aus dem Dunstkreis der moskautreuen Partei der Arbeit rekrutierte, später aus maoistischen Gruppierungen, die aus der antikolonialistischen, oft auch antisowjetischen Bewegung hervorgingen und von der chinesischen Botschaft in Bern unterstützt wurden, die ihrerseits als wichtige Drehscheibe für die Propaganda der Volksrepublik in Westeuropa unter strenger Bewachung des Staatsschutzes stand. Mit der Euphorie von Teilen der 68er-Bewegung für die Kulturrevolution entfalteten diese Freundschaftsvereine eine gewisse gesellschaftliche Breitenwirkung. Selbst auf dem Höhepunkt ihrer Entwicklung um 1975 zählte die Gruppierungen «Freundschaft mit China» und «Connaissance de la Chine» in der Schweiz jedoch nicht mehr als 1500 Mitglieder (S. 182). Mit dem Tod seines Namensgebers im Folgejahr verblasste der Reiz am maoistischen Aktivismus zunehmend. In den 1980er Jahren warben die prochinesischen Vereinigungen mit ihrer Medienarbeit und Reisevermittlung nicht mehr gegenüber der radikalen Linken, sondern gegenüber dem liberalen politischen und wirtschaftlichen Establishment. Ihr Lobbyismus für das chinesische Regime fand mit der gewaltsamen Niederschlagung der Protestbewegung im Juni 1989 ein vorläufiges Ende.

In den Kapiteln 7 bis 9, die den dritten und letzten Teil der Studie bilden, geht Cordoba der politischen Kultur der prochinesischen Aktivisten nach. Er streift die Übernahme der maoistischen Ikonographie in der westlichen Populärkultur und führt aus, wie sich die pekinghörige Splitterpartei in der Schweiz durch ihre starre Übernahme des wilden Zickzackkurses der Propagandalinie ideologisch verrenken musste und etwa durch ihre Befürwortung von Atomenergie und forcierter Landesverteidigung gemäss der Theorie der drei Welten auch innerhalb der Linken isoliert dastand. Eine zentrale Rolle spielten die organisierten Reisen ins Reich der Mitte, wo den «Freunden Chinas» an touristischen Hotspots wie dem Kaiserpalast in Beijing und der Grossen Mauer, sowie in Schulen, Fabriken und Volkskommunen das richtige Verständnis eingepflegt wurde, das sie nach ihrer Rückkehr in die Schweiz weitervermitteln sollten. Exemplarisch hebt Cordoba das Schicksal der sino-belgischen Schriftstellerin Han Suyin hervor, die seit Beginn der 1960er Jahre von Lausanne aus mit Inbrunst in der ganzen Welt an Konferenzen und in Interviews die kurvenreiche Parteilinie der KPCh vertrat.

Zusammenfassend analysiert Cordoba die schweizerisch-chinesischen Freundschaftsbeziehungen als klientelistisches Abhängigkeitssystem, aus welchem alle Beteiligten ihre materiellen und ideellen Profite ziehen konnten (S. 299). Zwar musste der Autor auf Grund der fehlenden Zugänglichkeit auf die Auswertung chinesischer Archive weitgehend verzichten. Dennoch besticht die detaillierte Studie des Neuenburger Historikers

durch den Reichtum an ausgewerteter Literatur, schriftlichen Quellen und Zeitzeugengesprächen.

Thomas Bürgisser, Zürich

Elisabeth Joris, Heidi Witzig (Hg.), **Frauengeschichte(n). Dokumente aus zwei Jahrhunderten zur Situation der Frauen in der Schweiz**, Zürich: Limmat Verlag 2021, 624 Seiten.

Die Publikation *Frauengeschichte(n)* ist ein Palimpsest wie der Feminismus und die Frauen- und Geschlechtergeschichte selbst, ein «work in progress», ein nie ganz abgeschlossenes kollektives Unterfangen. Das Werk liegt nun in einer dritten, erweiterten Ausgabe vor. Es ist von Zeitschichten durchzogen und immer noch aktuell. Schon seine Rezeption gibt Einblick in den wandelnden Status der Frauen- und Geschlechtergeschichte in der Schweizer Historiografie. 1986, als das Buch einen ersten Meilenstein in die Schweizer Geschichtslandschaft setzte, erschienen – soweit ich sehe – nur drei Besprechungen, alle in linken und feministischen Periodika: eine in der Wochenzeitung, eine andere in der *Emanzipation*, die dritte in *Femmes suisses*, während die Publikation grossen Tageszeitungen wie der *NZZ* bestenfalls eine kurze Notiz wert war.¹⁸ Die *SZG*, immerhin das offizielle Organ der Schweizerischen Gesellschaft für Geschichte, rezensierte weder die Erstausgabe noch die erweiterte Zweitausgabe von 2001 – dies soll nun nachgeholt werden. Dabei handelte es sich, wie sich sehr schnell zeigte, um einen der seltenen Schweizer Bestseller der Geschichtswissenschaft und ein Standardwerk.

Leicht zu besprechen ist das Buch freilich nicht. Nicht nur wegen seines inhaltlichen Reichtums, sondern auch wegen seines anspruchsvollen Genres, zugleich Dokument und Darstellung, Quelle und Analyse. Inhaltlich bestehen die drei Editionen mehrheitlich aus denselben fünf Teilen der Erstausgabe, 2001 und 2021 durch einen Nachtrag (je 12 und 29 Seiten) zu den Entwicklungen der letzten Jahre ergänzt. Die thematisch geordneten rund 300 Dokumente zum «weiblichen Geschlechtscharakter», zur Familie, zur Erwerbstätigkeit, zu Weiblichkeit als Norm und zur Geschichte der Frauenorganisationen werden jeweils durch einen mehr oder weniger umfangreichen Text (der längste umfasst 72 Seiten) eingeleitet. Für die Neuausgabe wurde die Bibliografie leicht ergänzt. Etwas irritierend ist jedoch, dass weiterhin kaum von der französisch- und italienischsprachigen Literatur Notiz genommen wird.

Hier kann nur auf die Fülle des vielfältigen, in unterschiedlicher Form wiedergegebenen Quellenmaterials aus zwei Jahrhunderten hingewiesen werden: Faksimiledrucke von Flugblättern, Zeichnungen, Resolutionen, Zeitschriftentiteln und -aufsätzen, der Inhalt von Petitionen, Zeitungsartikeln, Gesetzesbestimmungen, kritischen Wortmeldungen und theoretischen Erörterungen, ferner Textauszüge aus Parlamentsprotokollen, eheichen Ratgebern und anderen normativen Quellen. Die für die Ausgabe 2021 hinzugefügten Quellen sind online über www.frau-engeschichte-n.ch zugänglich, eine editorische Wahl, die man auch bedauern kann. Sozusagen als Bonus werden alle Themen, auch die Ergänzungen von 2001 und 2021, durch eine reiche Auswahl grossartiger Fotos illustriert

¹⁸ Laure Wyss, *Frauengeschichte(n)*. Ein imponierendes Frauenwerk, *WoZ* Nr. 40, 3. Oktober 1986, S. 6 (die Besprechung bezog sich auch auf das Werk von Lotti Ruckstuhl, *Frauen sprengen Fesseln*); Christine Flitner, *Frauengeschichte(n)*, *Emanzipation* Nr. 10, Dezember 1986, S. 16f.; Brigitte Studer, *Histoire(s) de femmes. Deux siècles de la vie des femmes en Suisse*, *Femmes suisses*, décembre 1986, S. 22. Die Staatsbürgerin. Zeitschrift für politische Frauenbestrebungen Nr. 2, April/Mai/Juni 1986, S. 16 brachte zudem einen Hinweis auf das geplante Buch mit einem Spendenaufruf.

– visuelle Quellen, deren Interpretation zweifellos gewinnbringend hätte sein können, die aber der Leserin bzw. dem Leser überlassen wird.

Liest man die drei Ausgaben im Vergleich, ergeben sich einige aufschlussreiche wissenschaftsgeschichtliche Erkenntnisse. Historiografische Revisionen fallen ins Auge und theoretische Neuerungen, wie auch Verschiebungen und Verwerfungen. Selbstverständlich hat sich der Forschungsstand in vielen Bereichen erweitert. Das Feld der Frauengeschichte stand in den 1980er Jahren in der Schweiz erst am Anfang, der Band entstand aus dem Bedarf die eklatanten Wissenslücken zu füllen. Einiges, wie das ideologiebefrachtete Konzept des «ganzen Hauses», wird mittlerweile kritisch betrachtet und in seinem rechtskonservativen Entstehungskontext situiert. Anderes, wie der Begriff der «Verbürgerlichung» der Arbeiterfamilie, wird nuanciert. Neue soziale Gruppen und Milieus sind in den Blick geraten, andere eher in den Hintergrund oder ganz verschwunden. Während 2021 nun auch erstmals schwarze Frauen in Bild und Text eine Rolle spielen, scheint in der Relevanzhierarchie die Arbeiterfamilie von der Patchworkfamilie abgelöst worden zu sein. Die Berücksichtigung von Klassendifferenzen in den Lebensformen und Lebensstandards fehlt ab der Zweitausgabe. Verwendet wird nun in der Neuausgabe von 2021 hingegen auch die Bezeichnung «Feminismus» für die Frauenbewegung, respektive für das Handeln der Personen und Gruppen, die sich für die Rechte der Frauen und für die Ideen einsetzen, die Gleichberechtigung oder sogar eine weibliche Emanzipation postulieren – eine Bezeichnung, die bislang, wenn nichts täuscht, nur adjektivisch vorkam und die im Deutschen bekanntlich lange negativ besetzt war.¹⁹ Ebenso wird im Nachtrag von 2021 nun auch der weiblichen Kulturproduktion und neuen kulturellen Ausdrucksformen in einem eigenen Abschnitt Aufmerksamkeit geschenkt. Besonders aussagekräftig ist aber der Umgang mit dem «Gegenstand» von Frauengeschichte(n). 1986 befassten sich die einzelnen Kapitel noch mit der verallgemeinerten Kategorie «Frau», 2001 wurde die pluralisierte Kategorie «Frauen» genutzt. Als komplizierter erweist sich heutzutage die Umsetzung der «Infragestellung klar abgegrenzter binärer Geschlechterkonstruktionen» (Ausgabe 2021, S. 573) in die Sprachpraxis. Wo soll der Genderstern eingesetzt werden? Rückwirkend ist für die Geschichtswissenschaft meist problematisch. Auch die Statistik operiert traditionellerweise mit binär definierten Geschlechtern. Ein nachträgliches «Veruneinheitlichen» wäre methodisch nicht sauber. Angesichts dieser Tücken haben sich die Autorinnen des Ergänzungstextes von 2021, Elisabeth Joris und Anja Suter, von Fall zu Fall entschieden, möchten aber die Diskussion weiterführen. Aus dem Frauenstreik von 1991 wird der Frauen*streik von 2019.

Als letzter Vergleichspunkt scheint mir aufschlussreich, mit welcher Aussage zum Stand der Frauenbewegung die verschiedenen Editionen enden und was daraus jeweils über die Selbstwahrnehmung der Frauenbewegung gelesen werden kann. 1986 bemängelten die Autorinnen die Orientierungsschwierigkeiten der Frauenbewegung nicht nur gegenüber neuen Herausforderungen wie «Umweltverschmutzung, Aufrüstung und neuer Technologie», sondern auch im «konservativen Klima der späteren 80er Jahre». Die Selbstfindung sei nun umso dringender (S. 483). 15 Jahre später schliesst der Text mit einer Reihe desillusionierter Feststellungen: Beklagt wird der «Verlust des grossartigen Gefühls der Zusammengehörigkeit», die «geringe öffentliche Aufmerksamkeit» und die Attraktivitätseinbusse für junge Frauen. Fast trotzig wird behauptet, dass die Merkmale der Frauenbewegung «Internationalität, Pluralität und grenzüberschreitende Vernetzung

19 Louise F. Pusch, Zur Einleitung: Feminismus und Frauenbewegung – Versuch einer Begriffsklärung, in: dies. (Hg.), *Feminismus. Inspektion der Herrenkultur*, Frankfurt a. M., 1983, S. 9–17.

bei lokaler Verankerung» den Aufbruch ins neue Jahrhundert aber gleichwohl schaffen würden (S. 584). In der jetzt vorliegenden Auflage schliesslich ist der Ton optimistischer, ja beinahe utopisch: Die neu erwachte Kraft und das Mobilisierungspotenzial der Frauenbewegung in ihrer ganzen Breite und Vielfalt gelten den Autorinnen nun als «Ausdrücke feministischer Solidarität, die für die Zukunft auf eine bessere Welt hoffen lassen» (S. 603).

Der Quellenband Frauengeschichte(n) dokumentiert nicht nur die Aktivität der Frauenorganisationen sowie den Wandel der sozialen Realität von Frauen und der Geschlechterverhältnisse in der Schweiz, er sagt auch viel darüber aus, wie die soziale Realität von den historischen Akteurinnen jeweils konzipiert und analysiert wird. Er zeigt somit, dass Geschichtsschreibung nie ohne ihren Entstehungskontext rezipiert und gedacht werden kann. Es sind neben dem kollektiv zusammengetragenen Quellenkorpus diese Leseebenen, die das Buch für die Frauen- und Geschlechtergeschichte, für die feministische Geschichtsschreibung und überhaupt für die Geschichte der Schweiz im 19. und 20. Jahrhundert als Zeitzeugnis, als wissenschaftlichen Beitrag und als Arbeitsinstrument unverzichtbar machen.

Brigitte Studer, Neuchâtel

Brigitte Studer, Judith Wytenbach, **Frauenstimmrecht. Historische und rechtliche Entwicklungen 1848–1971**, Zürich: Hier und Jetzt, 2021, 408 Seiten, 19 Abbildungen, 8 Karten.

Mit einer beeindruckend grossen Zahl von Veranstaltungen und Publikationen wurde in der Schweiz 2021 50 Jahre Frauenstimmrecht thematisiert, unter verschiedenen Aspekten und mit unterschiedlicher Tonalität. Etwas abseits des Medienrummels erschien das Buch von Brigitte Studer, emeritierte Professorin für Schweizer und Neueste Allgemeine Geschichte an der Universität Bern, und Judith Wytenbach, Professorin für Staats- und Völkerrecht an derselben Universität. In ihrer Publikation analysieren die beiden Wissenschaftlerinnen kenntnisreich die Auseinandersetzungen um das Frauenstimmrecht in der Schweiz bis zu dessen Einführung im Jahr 1971, in historischer und rechtshistorischer Hinsicht. Sie legen allerdings kein gemeinsam verfasstes Werk vor, es besteht vielmehr aus zwei eigenständigen Teilen.

Der erste Teil, von Brigitte Studer verfasst, beleuchtet in einem ersten Schritt die Geschichte des Frauenstimmrechts. Bei der Periodisierung charakterisiert die Autorin die Zeit bis 1872/74 als «konzeptionelle Emergenzphase», die Zeit danach als «organisationale und politische Konstruktionsphase». In letztere fällt die Durchführung des ersten Frauenkongresses und die Gründung des Schweizerischen Verbands für Frauenstimmrecht (1909). Von 1916/17 bis 1921 ertet Brigitte Studer ein erstes Opportunitätsfenster. Der Frauenstimmrechtsverband manövrierte sich jedoch angesichts der Forderung des Generalstreiks nach dem Frauenstimmrecht in eine Sackgasse. Nach Jahren, die durch Stagnation und Rückschläge gekennzeichnet waren, setzte Ende des Zweiten Weltkrieges wieder eine kurze Phase des Aufbruchs ein. Die Frauenstimmrechtsbewegung formierte sich neu und auf eidgenössischer und kantonaler Ebene gab es verschiedene Vorstösse. Diese hatten jedoch alle keine Chance.

In den 1950er Jahren holten sich die Aktivistinnen die nationale Ebene als Handlungsraum zurück. Sie brachten alternative Taktiken wie die Einführung des Frauenstimmrechts über eine Verfassungsinterpretation ins Spiel und erzwangen 1959 die erste nationale Abstimmung. Der niedrige Anteil der Ja-Stimmen von nur 33 Prozent war ein

Schock. Darauf setzte nach Brigitte Studer die Periode der «progressiven Radikalisierung» ein. Die Aktivistinnen erweiterten ihr Aktionsrepertoire, etwa um Aktivitäten für den Eintrag von Frauen ins Stimmrechtsregister. Einen Höhepunkt der Radikalisierung markierte die Frauendemonstration in Bern von 1969. Der Bundesrat legte bald darauf eine Botschaft für die Einführung des Frauenstimmrechts vor. Angesichts der «Evidenz der Unvermeidlichkeit der politischen Gleichberechtigung» implodierte der Widerstand: Das Frauenstimmrecht wurde im Parlament und darauf an der Urne angenommen. Zu diesen klar strukturierten historischen Ausführungen von Brigitte Studer gibt es acht Schweizer Karten mit kantonalen Abstimmungsergebnissen über verschiedene Frauenstimmrechtsvorlagen.

In einem zweiten Schritt analysiert Brigitte Studer das Handlungsrepertoire der Aktivistinnen für das Frauenstimmrecht. Dieses war bescheiden, denn ihnen war ja der Zugang zu den wichtigsten politischen Instrumenten verwehrt (Volksrechte, Mitwirkung im Parlament). Im Grunde blieb ihnen nur die Petition, ihre eigenen Presseerzeugnisse und die Entsendung von Delegationen zu den Behörden. Diese Möglichkeiten nutzen die Aktivistinnen rege, aber weitgehend ohne Erfolg. Auf militante Protestformen verzichteten die bürgerlichen Frauen bewusst.

Für die Analyse der verwendeten Argumente für oder gegen das Frauenstimmrecht stützt sich Brigitte Studer auf parlamentarische Debatten sowie auf Berichte und Publikationen auf eidgenössischer Ebene und in ausgewählten Kantonen. Zu den über den gesamten Zeitraum hinweg verwendeten Argumenten gehört das Gerechtigkeitsargument, die Gegner wiederum beriefen sich auf die «natürliche Geschlechterordnung», welche den Frauen ihren Platz im Haus zuweise. Es gab auch Argumente, die sich regional und vor allem mit der Zeit änderten oder neu dazu kamen. So tauchte etwa das Argument, dass die Landsgemeinde durch die Teilnahme der Frauen in ihrem Bestand bedroht sei, erst in der Nachkriegszeit auf.

Im zweiten Teil stellt Judith Wytenbach, teilweise zusammen mit Doktorandinnen, die Geschichte der rechtlichen Diskurse über das Frauenstimmrecht dar. Hier findet sich für rechtshistorisch weniger Vertraute viel Neues, verständlich und weitgehend systematisch dargestellt. Judith Wytenbach zeigt auf, dass das Frauenstimmrecht in den zahlreichen juristischen Publikationen von 1848 bis weit ins 20. Jahrhundert kaum ein Thema war, und wenn, dann ging man wie selbstverständlich davon aus, dass es eine «natürliche Differenz» zwischen den Geschlechtern gäbe und dass das Politische zum Mann gehöre. Erste Staatsrechtler, die sich, wenn auch zurückhaltend, für das Frauenstimmrecht aussprachen, waren etwa 1877 Jakob Dubs, Bundesrat in den 1860er Jahren, sowie 1897 Carl Hilty, der auch Nationalrat war.

Nach dem Zweiten Weltkrieg wurden die Äusserungen der Gegner zurückhaltender und jene der Befürwortenden zahlreicher. Klare Positionsbezüge für das Frauenstimmrecht gab es etwa von Werner Kägi oder, dezidiert, von Gertrud Heinzelmänn. Gleichwohl nahmen weder die Rechtswissenschaft noch das Bundesgericht den Ball auf, den ihnen die Aktivistinnen für das Frauenstimmrecht mit ihrer Taktik-Änderung zuspielten: Sie lehnten die Forderung, das Frauenstimmrecht über den Weg der Neuinterpretation der Verfassung einzuführen, genauso ab wie die Forderung nach Eintrag von Frauen ins Stimmregister. Sie alle verwiesen auf den Weg der Verfassungsänderung. Dieser bedeutete, dass die Mehrheit der männlichen Stimmenden und der Stände einverstanden sein musste, dass den Frauen ein Menschenrecht zugestanden würde. Damit obsiegte das his-

torisch und gewohnheitsrechtlich interpretierte Männerdemokratieprinzip über den Anspruch der Frauen auf politische Gleichstellung.

Bei den Ausführungen über den Umgang mit den Forderungen nach Eintrag ins Stimmregister oder nach Verfassungsinterpretation wäre der eine und andere Querverweis auf den historischen Teil von Brigitte Studer über die alternativen Strategien der Frauenorganisationen sicher hilfreich gewesen (und auch umgekehrt). Generell hätten stärkere inhaltliche Querverbindungen zwischen den beiden Teilen den Mehrwert des Buches gesteigert.

Abgeschlossen wird die Studie mit einem Kapitel über die Frage, weshalb es denn in der Schweiz so lange gedauert habe mit der Einführung des Frauenstimmrechts. Eine Antwort findet sich bereits Ende des 19. Jahrhunderts beim Staatsrechtler Carl Hilty: Es fehlte der Wille der Männerbehörden und des Männerstimmvolkes, Macht zu teilen. Für die Durchsetzung ihrer ablehnenden Haltung liessen sich über Jahrzehnte hinweg die Verfassung, die politischen Institutionen und Strukturen sowie der Föderalismus bestens einsetzen. Im Fazit wird auch die interessante These resümiert, welche Brigitte Studer schon in früheren Aufsätzen formuliert hatte: Die FDP, welcher sich die Aktivistinnen für das Frauenstimmrecht am stärksten verbunden erachteten, mass dem Frauenstimmrecht keine Bedeutung zu. Ihr war die Stabilisierung des bürgerlichen Machtblocks im Bundesrat wichtiger und sie wollte die Zusammenarbeit mit den Katholisch-Konservativen und der BGB, beides vehemente Gegner des Frauenstimmrechts, nicht belasten. Diese These ist sehr plausibel. Es würde sich lohnen, sie in einer eigenen Studie noch weiter zu überprüfen.

Am Schluss stellen die beiden Autorinnen, die sich ansonsten mit Wertungen zurückhalten, kritische Fragen an das politische System und die Akteure und verlangen, dass die Geschichte des Ausschlusses der Frauen in Wissenschaft, Gesellschaft und Politik reflektiert werde. Dies sei nicht nur eine Form, Unrecht anzuerkennen. Es können damit auch Grundlagen gewonnen werden, das Demokratieverständnis in der Schweiz weiterzuentwickeln und diskriminierende Ausschlüsse in einer Demokratie zu erkennen und zu überwinden.

Die vorliegende Studie von Brigitte Studer und Judith Wyttenbach leistet dazu einen wichtigen Beitrag. Dank des vielfältigen und verständlich eingeordneten Materials ist sie unter den mittlerweile zahlreichen Publikationen über das Frauenstimmrecht in der Schweiz das umfassendste und aktuellste Werk.

Werner Seitz, Bern

Denise Schmid (Hg.), **Jeder Frau ihre Stimme. 50 Jahre Schweizer Frauengeschichte 1971–2021**, Zürich: Hier und Jetzt, 2020, 328 Seiten.

Mit vielen Veranstaltungen, Radio- und Fernsehsendungen, Zeitungsartikeln und Publikationen wurde 2021 der Einführung des Frauenstimmrechts auf eidgenössischer Ebene gedacht. Ausführlich wird jeweils die historische Entwicklung bis 1971 analysiert und der Frage nach dem Verlauf der unendlich vielen vorangegangenen Versuche auf kantonaler Ebene und den Gründen ihres Scheiterns nachgegangen. Der Zeitraum nach 1971 wird dann eher kurz abgehandelt. Der von Denise Schmid herausgegebene Sammelband setzt dagegen den Schwerpunkt auf den Zeitraum nach der Einführung des Frauenstimmrechts. Implizit oder explizit steht dabei die Frage im Zentrum, was dieser epochale Schritt den Frauen gebracht hat, wie er ihre Lebenswelt und die politische Situation der Schweiz verändert hat.

In fünf chronologisch geordneten Artikeln analysieren Historikerinnen in 10 Jahresabschnitten die Entwicklung von Frauenrechten und Frauenräumen. Von dieser Dezennium-Ordnung und der Fokussierung auf die Zeit nach 1971 weicht nur der einleitende Text von Caroline Arni ab. Ausgehend vom Ausruf «Endlich!» nach der erfolgreichen Abstimmung 1971, analysiert sie die zahllosen vorangegangenen Versuche der Frauen, an der Ausweitung der demokratischen Rechte teilzuhaben, die für Männer in dieser Zeit erreicht wurden. Weder in der Politik, im Recht oder im Arbeitsleben galten in der Schweiz die «Menschenrechte» für Frauen, bis endlich 1971 ein Anfang für die Ausweitung gemacht wurde. «Nichts versprochen – alles erkämpft» ist zugleich Untertitel und Fazit von Arnis Beitrag. Die späte Realisierung der politischen Rechte ist nicht «ein Zuspätkommen aus Vergesslichkeit», nicht «Nachlässigkeit oder Unachtsamkeit», kein «Betriebsunfall der Geschichte», es ist eine «Entscheidung, die wiederholt getroffen und bekräftigt wurde» (S. 10). Dieser Kampf um Teilhabe prägt die Geschichte seit 1800 – und er geht nach 1971 weiter. So legt Arni das Fundament für die Darstellungen der Jahrzehnte nach 1971.

Wie prägend die Beziehung zwischen der alten und der neuen Frauenbewegung in der Schweiz war, zeigt Elisabeth Joris in ihrem Beitrag über die 1970er Jahre. Sie unterschieden sich in ihren Aktionsformen wie in ihren Forderungen, grenzten sich voneinander ab, behinderten sich, aber dynamisierten sich doch gleichzeitig. Hier die in der «Vereinsstruktur» organisierte alte Frauenbewegung – dort die neue, über «informelle Arbeitsgruppen, Aktionen und Demonstrationen agierende Frauenbewegung» (S. 47). Diese, für die Schweiz aufgrund der späten Realisierung des Wahlrechts der Frauen so typische und doch sehr spezielle Situation barg viel «kreatives Potential»: Hatte die Wahlrechtsfrage durch den Protest gegen die Ratifizierung EMRK den entscheidenden Schub erhalten, so waren die Forderung nach Liberalisierung der Abtreibung, nach Beratungsstellen und Institutionen zum Schutz vor Gewalt, für die künftige Politik prägend und erlaubten auch den Anschluss an die internationale Frauenbewegung.

Die 1980er Jahre – so Anja Suter – begannen mit «einem gewissen Triumph», der Annahme des Gleichstellungsartikels der Bundesverfassung (S. 103). Er löste trotz der Enttäuschung, dass die weitergehenden Forderungen in diesem Gegenvorschlag nicht enthalten waren, die Schaffung von Gleichstellungsbüros im Bund wie in den Kantonen aus, führte zu – wenn auch zunächst nicht erfolgreichen – Lohngleichstellungsklagen und war nicht zuletzt Grundlage für das wichtige Gleichstellungsgesetz von 1995. Auf rechtlicher Ebene wegweisend war auch die Annahme des neuen Eherechts 1985, das 1988 in Kraft trat und Partnerschaft als Grundlage der ehelichen Gemeinschaft postulierte. Auf gesellschaftlicher, wie auf wissenschaftlicher Ebene waren im internationalen Kontext die Theorien der US-amerikanischen Historikerin Joan W. Scott von der Unterscheidung des biologischen («sex») und des sozialen Geschlechts («gender») prägend. In der Schweizer Wissenschaftsszene – insbesondere in der Geschichtswissenschaft, wo seit dem Ende der 1970er Jahre Lehrveranstaltungen zur «Frauengeschichte» stattfanden – prägten diese theoretischen Ansätze, die Diskussionen und ihre Kritik «eine ganze Generation von Wissenschaftlerinnen und Wissenschaftlern». (S. 110)

Die 1990er Jahre bezeichnet Fabienne Amlinger in ihrem Beitrag als «eigentliche Blütezeit» der Schweizer Frauenbewegung (S. 170). Die Defizite im Bereich der Gleichstellung wurden in diesem Zeitraum besonders deutlich sichtbar. Und sie mobilisierten, sei es im Rahmen der Bundesfeiern zum 700-jährigen Bestehen der Eidgenossenschaft, der Frauensession oder des legendären Frauenstreiks von 1991 sowie des Protests gegen

die Nichtwahl von Christiane Brunner und des Kampfs um die Wahl von Ruth Dreifuss. Das zeitigte Erfolge: in allen gesellschaftlichen Bereichen – so Amlinger – «setzten sich feministische Anliegen durch», auch wenn viele kurz vor der Jahrhundertwende nicht umgesetzt wurden (S. 179). Gegen Ende des Jahrzehnts erlahmte das Interesse an öffentlichen Aktionen, an ihre Stelle traten zum Teil zermürende Alltagsgeschäfte (S. 185).

Offensichtlich waren Frauen in den Alltagsgeschäften aber erfolgreich – wie Leena Schmitters Überblick zeigt. «Das neue Jahrtausend stand [...] unter dem Motto ‹Verankerung›.» (S. 226) «Verankert» wurden die lange vorbereiteten gesetzlichen Regelungen wie das neue Scheidungsrecht, die «Fristenlösung» und die Mutterschaftsversicherung. Sexuelle Nötigung und Vergewaltigung wurden unabhängig vom Beziehungsstatus ein Offizialdelikt. Ein erfolgreicher Jahrtausendeanfang! Feministische Vernetzung war angesagt, die elektronischen Medien schufen neue Möglichkeiten der Information und Kommunikation, sowohl national als auch transnational. Rückschläge wie die deutliche Ablehnung der Quoteninitiative, die «Männerwahl» in den Bundesrat aber auch die «realen Diskriminierungserfahrungen vieler Frauen», zeigten wie wichtig «die Verknüpfung von Forderungen von der Strasse und Forderungen in den Parlamenten» war. Was allerdings in den vergangenen Jahren erkämpft wurde, geriet in diesen Jahren, wie das Beispiel der Versuche der Abschaffung der Gleichstellungsbüros zeigt, «unter Druck» (S. 213).

Angelika Hardegger umgrenzt die 2010er Jahre mit den zwei Frauenstreik-Veranstaltungen, die für sie Anfang und Ende des Jahrzehnts charakterisieren: «Feminismus hatte zu Beginn der 2010er Jahre in der Schweiz wenig Konjunktur» (S. 253), wohl gerade weil es schien, als hätten Frauen es «eigentlich geschafft». Entsprechend erschien der Frauenstreik 2011 als «kleines Fest unter Linken und Gewerkschaftern». Acht Jahre später am 14. Juni 2019 gingen Hunderttausende auf die Strasse. Die «Empörung, Ohnmacht, Wut» darüber, dass sich in wesentlichen Fragen wenig bewegt hatte und dass Diskriminierung sowie sexuelle Belästigung in Presse, Politik, sozialen Medien und Arbeitsplätzen grassierten, entluden sich in dieser mächtigen Protestveranstaltung und waren auch in der Schweiz Reaktion auf die weltweite Me-Too-Bewegung. Der Streik fand auch medial ungewöhnlich grosse Beachtung. Ob er darüber hinaus weitreichende Folgen für Politik und Wirtschaft haben wird – so die Autorin – «muss die Zukunft zeigen» (S. 273). Unbestritten aber ist, dass er für die eidgenössischen Wahlen vom 20. Oktober 2019 von Bedeutung war: Frauen erzielten historische Gewinne. «Endlich!» – so schliesst Angelika Hardegger ihren Beitrag.

Die Analyse der Geschichte der jüngsten Vergangenheit ist immer ein Wagnis – nicht selten beschränken sich Historiker:innen deshalb auf Datenpublikationen und Statistiken. Davon haben die Autorinnen abgesehen und mit ihrer Analyse gezeigt, wie der Einbezug von Frauen, ihr Engagement in Politik und Gesellschaft die Schweiz verändert hat. Es ist aber nicht nur die Analyse, die dieses Buch lesenswert macht: Jeder Artikel wird bereichert durch ausführlich kommentierte Fotos, Plakate und die zeittypischen Flugblätter und ergänzt durch ein Portrait von Frauen, die sich in unterschiedlichen Bereichen gegen Diskriminierungen gewehrt haben.

Das Buch vereint Analysen, Erzählungen, Biografien und bildliche Darstellungen und es ist – nicht zuletzt – ein schönes Buch.

Regina Wecker, Basel

Francesca Falk (Hg.), **Der Schwarzenbacheffekt. Wenn Abstimmungen Menschen traumatisieren und politisieren**, Zürich: Limmat Verlag, 2022, 128 Seiten.

Die politische Signifikanz und der lange Nachhall der Schwarzenbach-Initiative von 1970 sind hinlänglich bekannt und gut untersucht. Sie stehen gerade deshalb nicht im Mittelpunkt des schmalen Bändchens *Der Schwarzenbacheffekt*, das die Historikerin Francesca Falk herausgegeben hat. Die Beiträge fokussieren stattdessen auf die von der Initiative feindselig Adressierten – die Ausländer:innen, die Gastarbeiter:innen, ganz speziell die Italiener:innen. Wie haben die Volksabstimmung und ihr gehässiges Drumherum, medial angeleitet von Namensgeber James Schwarzenbach, Ausländer:innen in der Schweiz diskriminiert, traumatisiert und vor allem auch politisiert?

Den Kern des Buches bilden neun Personenportraits, die von Falks Studierenden an der Universität Bern auf der Basis von lebensgeschichtlichen Interviews erarbeitet wurden. Gerahmt werden die Profile auf der einen Seite von einer Einleitung (Francesca Falk) und einem historisch kontextualisierenden Beitrag (Cenk Akdoganbulut), auf der anderen von drei gegenwärtigen intellektuellen Stimmen (Melinda Nadj Abonji, Jelica Popović, Fatima Moumouni). Das Format ist innovativ und wird dem Anspruch der Oral History, neue Quellen zu produzieren, insofern gerecht als die Audiospuren der ganzen Interviews auf der Website www.oral-history-archiv.ch frei verfügbar sind. Zudem setzt der Band die begrüßenswerte Tradition studentischer Sammelbände fort, die zuletzt etwa durch die Reihe *Æther* des intercom-Verlags Auftrieb erhielt und für migrationsgeschichtliche Forschung in der Schweiz besonders prominente Vorbilder hat – namentlich etwa die Bände *Zuflucht Schweiz* und *Asyl und Aufenthalt* von Carsten Goehrke, Werner G. Zimmermann und anderen (1994).

In seinem Beitrag verortet Akdoganbulut den Überfremdungsdiskurs der Schwarzenbach-Initiative in grösseren politischen und ideengeschichtlichen Kontexten. Gleichzeitig weitet er bereits den Blick auf den «migrantischen Widerstand», der sich in Organisationen wie der «Federazione delle Colonie Libere Italiane in Svizzera» zu formieren begann. Leider bleiben diese Ausführungen eher rudimentär. Angesichts des Stellenwerts, den die politische Meinungsbildung der Migrant:innen hier spielen sollte, wäre etwas mehr Substanz wünschenswert gewesen. Dasselbe gilt für die kontextualisierenden Passagen in den Personenportraits, die ohne ergänzende Literaturverweise präsentiert werden. Das sind geringfügige Makel an einem Buch, das pointiert eine Botschaft transportiert.

Wie Francesca Falk einleitend schreibt, handelt dieses Buch auch davon, dass die Schweiz gerade «durch Migration zu dem Land geworden [sei], das sie heute ist» (S. 17f.). Die neun Portraits bringen uns Menschen nahe, die dazu beigetragen haben. Vorgestellt werden sieben Personen mit italienischem sowie je eine mit spanischem bzw. ungarischem Hintergrund. Während letztere eine Art Gegengewicht darstellt – die ungarischen Flüchtlinge wurden 1956 mit präzedenzlosem Wohlwollen aufgenommen –, repräsentieren die übrigen acht jene Personengruppen, die im Fokus der xenophoben Rhetorik der «Überfremdungsgegner» standen. Die Portraits geben Auskunft über den Alltag der Ausländer:innen in der Schweiz der 1950er- bis 1970er-Jahre und ermöglichen vielfältige Einblicke in deren prekäre Situation, die sich gerade im Vorfeld der Schwarzenbach-Abstimmung am 7. Juni 1970 für viele als Provisorium anfühlte; als Leben im Bewusstsein, dass man womöglich innert kürzester Zeit die Koffer packen und gehen muss.

In manchen Portraits entsteht mithin der Eindruck, die Autor:innen seien allzu fokussiert darauf gewesen, den Befragten Rassismus- und Alteritätserfahrungen zu entlo-

cken. Dies sind zweifellos gewichtige Anliegen, die neue Erkenntnisse über die gesellschaftlichen Vor- und Nachwirkungen der Schwarzenbach-Initiative generieren. Allerdings rückt dadurch die Frage nach den konkreten Praktiken der Politisierung und der im weitesten Sinne politischen Tätigkeit der Migrant:innen manchmal in den Hintergrund. Gerade hierin aber scheint mir das grösste geschichtswissenschaftliche Potenzial zu liegen. Wenn etwa der ehemalige Präsident der «Federazione», Guglielmo Grossi, erzählt, er habe in Zusammenarbeit mit einem schweizerischen Institut für Erwachsenenbildung Abendkurse für Italiener:innen gegeben, die nicht alphabetisiert waren oder die reguläre Schulzeit nicht abgeschlossen hatten, scheint ein sozialgeschichtlich hochinteressanter «Schwarzenbacheffekt» auf, der weit über die Initiative hinausweist. Gleichwohl ist es ein Verdienst dieses Bandes, immer wieder solche Details freizulegen und damit der künftigen Forschung neue Pisten zu eröffnen.

Als besonders gelungen empfinde ich die Idee, das Buch mit drei Kurztexten von Autorinnen mit Migrationsbiographie abzurunden. Die Texte der Buchpreisgewinnerin Melinda Nadj Abonji und der Übersetzerin Jelica Popović korrespondieren miteinander. Nadj Abonjis Text *Überfremd* thematisiert eine Spaltung in ihrer Familiengeschichte: Die Eltern kamen 1969 in die Schweiz, die Kinder 1972. Dazwischen: die Schwarzenbach-Initiative und die «unüberwindbare Wand» bürokratischer Sprache und Praxis. Popović, die 1988 in die Schweiz gekommen ist, nimmt Nadj Abonjis Text als Folie, um ihrer eigenen Geschichte nachzuspüren und zu fragen: Wie und wie lange wirkte Schwarzenbach nach? Vielleicht bis in die Gegenwart? Hier setzt Fatima Moumounis Nachwort an. Mit anekdotischer Evidenz legt sie die Doppelmoral schweizerischer Sauberkeits-Obsessionen offen, um zu konstatieren: «Die Schweiz ist hilflos ohne ihre Migrant:innen»! Es ist erfrischend und bereichernd in einem so schlanken Band eine so grosse Bandbreite an Textgattungen anzutreffen, die sich, zugespitzt auf das titelgebende Thema, zu einem stimmigen und innovativen Werk fügen. Zweifellos vermag es der migrationsgeschichtlichen Forschung neue Impulse zu verleihen.

Marino Ferri, Basel

Monika Dommann, Hannes Rickli, Max Stadler (Hg.), **Data Centers. Edges of a Wired Nation**, Zürich: Lars Müller Publishers, 2020, 344 Seiten, 125 Abbildungen.

Der Sammelband *Data Centers* ist ein «Schnappschuss» der digitalen Schweiz, so Monika Dommann und Max Stadler in der Einleitung (S. 13). Thema des Bandes sind Datenzentren. Der Band ist visuell aufwändig gestaltet und gehört zu den «Schönsten Schweizer Büchern» und den «Schönsten Deutschen Büchern» der Jahre 2020 und 2021. Fotos von Andrea Helbling (siehe Helblings vier «visual essays») zeigen viel Grau. Grau sind die Wände von Gebäuden, in denen Daten verarbeitet, weitergeleitet und gespeichert werden. Helblings Bilder warten dabei mit einer Überraschung auf: ausgerechnet Zentren für Datenverarbeitung sehen industriell, mechanisch, ja geradezu anachronistisch technisch aus. Die wenigen farbigen Akzente im Grau sind Kabeln, Rohren und anderen metallenen Gegenständen geschuldet. Auf den Bildern, die Marc Latzel (S. 269–283) von der Schweizer Glasfaserproduktion der Dätwyler AG aufgenommen hat, sieht man einmal einen Arbeiter. Aber in Bewegung ist auf den Bildern nichts. Die digitale Gesellschaft wächst aus dem Materiellen, sie wurde auf Infrastrukturen errichtet und braucht Strom und Industrie, das ist eine erste Botschaft des Bandes. Die Fotografien legen eine starke Bildspur durch das Buch. Sie sind zum Teil ohne Stativ entstanden, wie Mitherausgeber Hannes Rickli betont (S. 29), und zeigen sorgfältig ausgewählte Sujets, die ihrerseits

eigentümlich statisch sind. Das Grau der Bilder setzt sich im Layout fort. Das Buch ist innen und aussen grau. Die Typographie greift die schwarz-weiße und letternfreudige Ästhetik früher Computermonitore auf. Man könnte meinen, das Buch sei an einem alten Grossrechner gedruckt worden. Und genau zu diesen grossen Rechnern – oder besser: in die baulichen Überreste, in die real-existierenden und noch zu errichtenden Räumlichkeiten von Datenzentren – wollen uns die Herausgebenden mitnehmen.

Das Buch ist Ergebnis einer Kooperation zwischen Fotograf:innen, Wissenschaftler:innen und Student:innen, die gemeinsam oder je einzeln Datenzentren erkundeten. Auf gemeinsamen Forschungsreisen hat sich erwiesen, so Dommann und Stadler einleitend, dass Datenzentren Bauten für Server sind, vor allem aber «historische Komplexitäten» zeigen (S. 21). «On-site visits ... heighten awareness of the *longue durée* of infrastructures and of their tendency to undermine nations, legal spaces, economic areas, and academic horizons of thought. The centers of data are complex entities.» Aus diesem Grunde habe man sehr unterschiedliche Zentren erkundet, «not always the newest, not always the largest, not always the most obvious. We've been in warehouses where computing antiquities from six or seven decades are piled up, at universities where discarded supercomputers serve as seats or stand unheeded in a corner; we have been in old, dysfunctional and new data centers, to computer center construction sites, to museums, to exhibitions.» (S. 21) Besuche in solchen Anlagen sind möglich, das entnimmt man dem Buch vielfach. Aber sie sind nicht üblich, denn Datenzentren der Gegenwart sind keine öffentlichen Räume. Auch das liest man oft. Es ist eine Stärke des Buchs, dass die Autor:innen an mehreren Stellen kollektive Überraschung adressieren. Ist im Reich der Datenverarbeitung, wenn nicht Zukunft, so doch wenigstens Ordnung und Funktionalität zu erwarten? Die stattdessen herrschende Unordnung beschreiben mehrere Beiträge. Es stapelten sich sogar in früheren digitalen Zukünften schon die Papiere, so Emil Zopfi über Rechenzentren der 1970er Jahre. Sascha Deboni beschäftigt, wie dort, wo heute Information absichtsvoll und unwiederbringlich zerstört wird, Durcheinander herrscht: Banken lassen Speichermedien schreddern, um ihre Inhalte unkenntlich zu machen. Max Stadler suchte und besuchte ein verlassenes Hochhaus in Ostermundigen, in dem früher ein Rechenzentrum der PTT untergebracht war, um am Ende zu lernen, dass in diesem Haus nicht wie erwartet die Rechner und Daten, sondern das Briefmarkenlager der Post geschützt worden war.

Vor Ort haben die Forschungsreisenden mit Personal gesprochen und gehört, dass sich manche alte und viel neue, digitale und nicht-digitale, schweizerische und nicht-schweizerische Technik zu einer Infrastruktur verbindet, die national ist, ohne internationale Bezüge und im Ausland produzierte Bestandteile aber nicht denkbar ist. Diese Interpretation betont vor allem die Einleitung, sowie die gemeinsamen Beiträge von Monika Dommann und Max Stadler. Auch Lena Kaufmann schreibt über Verwicklungen («entanglements») zwischen China und der Schweiz bei der Herstellung von Glasfasern. Giorgio Scherrer betrachtet die Zeit, in der das nationale Supercomputing-Zentrum der Schweiz im Tessin entstand. Kijan Espahangizi und Moritz Mähr behandeln das «Zentrale Ausländerregister der Schweiz», das seit den 1960er Jahren aufgebaut wurde. Datenzentren, so die Schlussfolgerung von Dommann und Stadler in der Einleitung, sind die Ränder einer vernetzten Nation – «edges of a wired nation» (siehe auch den Untertitel des Bandes). Ergänzt wird der Band durch Beiträge (Renate Schubert und Co-Autor:innen; Andrés Villa-Torres), die ihrerseits Informationen und Daten produzierten: zur Energieproduktion und zum Energieverbrauch sowie zu den Wegen, die Daten gehen.

Es gilt auch weiterhin, dass Zentren, die Daten verarbeiten, Strom brauchen, um Rechner zu betreiben und zu kühlen. Glücklicherweise wöhnt sich, wer natürlich kühlen und Strom produzieren kann. Und so fügt sich zu den Grautönen der Bilder des Bandes ein weiterer: es ist das Grau der Berge. Wer aus Daten Kapital schlagen will (siehe Monika Dommann zum Zuger Crypto Valley), der braucht nicht zuletzt symbolisches Kapital. In der Schweiz besteht die Möglichkeit, finanzielles Kapital aus dem symbolischen Kapital des Reduits, dem sicheren Zufluchtsort in den Alpen, zu schlagen. Hier können Daten vor Zerstörung geschützt werden. Dass dieses Narrativ bewirtschaftet wird, das ist neben der Materialität der Datenproduktion die zweite grosse Botschaft des Bandes. Der abschliessende Beitrag von Silvia Berger Ziauddin über den Datenbunker in Saanen (Fotografien von Yann Mingard) bringt die materiell-symbolischen Austauschökonomien, die im Band angesprochen werden, hervorragend auf den Punkt.

Daniela Zetti, München

Philipp Sarasin, 1977. *Eine kurze Geschichte der Gegenwart*, Berlin: Suhrkamp, 2021, 502 pages.

Est-il pertinent d'aborder l'histoire d'une période à travers la lorgnette d'une année particulière? La question prend une ampleur plus grande encore lorsque la date retenue par Philipp Sarasin, en l'occurrence l'an 1977, ne semble a priori pas particulièrement centrale dans la chronologie de notre dernier demi-siècle. Aucun événement symbolique n'est attaché à cette année-là. L'auteur ne s'abandonnerait-il dès lors pas à un regrettable arbitraire chronologique, à une artificialité déconnectée de l'évidente complexité qui dessine la trame historique, qu'elle soit lointaine ou proche? N'accorderait-il pas trop de place à un aléatoire nourri de coïncidences qui mériteraient des traitements plus subtilement différenciés?

En réalité, Philipp Sarasin profite du «prétexte» de cette date pour offrir un vaste et profond panorama de la fin des années 70 du XX^e siècle, que la méthode choisie permet de présenter de façon originale, en multipliant les angles de vue. En partant d'une date pour, au gré de l'exposé, élargir la réflexion, il pénètre les enjeux qui émergent alors par un examen serré de leurs causes plus ou moins anciennes et de leurs conséquences dont les effets peuvent parfois se prolonger jusqu'à aujourd'hui. Adossant son raisonnement historique à une année comme point de référence, l'auteur rappelle que l'histoire s'inscrit dans une chronologie dans laquelle, par nature, les événements se télescopent, à travers un réseau de liens de cause à effet dans des corrélations souvent passionnantes. Nous avons nous-même opté pour une approche similaire en créant, à l'imitation d'une célèbre collection de l'éditeur français Le Seuil, la série «Les Grandes dates» auprès du Savoir suisse, édité par les Presses polytechniques et universitaires romandes sises à l'EPFL, une série qui se propose de revoir l'histoire de la Suisse selon ses grandes dates en dépassant les mythes auxquels elles pourraient être identifiées.

L'auteur a décidé d'ouvrir les cinq chapitres qui composent son ouvrage en se penchant sur cinq personnalités décédées en 1977. Celles-ci incarnent, d'une certaine manière, les dimensions contenues dans l'année qui donne son titre au livre. Il s'agit du philosophe allemand Ernst Bloch, de l'activiste antiraciste et combattante des droits de l'homme américaine Fannie Lou Hamer, de la romancière franco-américaine Anaïs Nin, du poète français Jacques Prévert et de l'économiste et homme politique allemand Ludwig Erhard. Tous, à leur façon, dans leurs parcours de vie et leurs engagements, se sont révélés les porteurs des espoirs, des idées, des inventions, des revendications diverses

d'une période en train de traduire dans le quotidien des peuples les idéaux hérités des utopies nées une décennie plus tôt. Des idéaux condensés dans une autre année «charnière», devenue symbolique de tout un mouvement à la fois politique et culturel: 1968.

Au moment où décède ce marxiste convaincu qu'est Bloch, de profondes mutations sont en train de s'emparer du monde de la philosophie, dans lequel infusent les influences «soixante-huitardes». Le rêve du Grand Soir tend à s'estomper dans le sang répandu par la bande à Baader, le marxisme s'enfonce dans une crise majeure, le refus du matérialisme dont la société occidentale semble inexorablement prisonnière va emprunter d'autres chemins, avec l'écologisme qui s'installe comme force politique. L'idée d'égalité demeure et mais est exploitée sur d'autres fronts: Hammer se bat pour elle, au nom des droits civiques. Nin représente un aspect de 68 dans la redéfinition de la liberté qu'elle suggère à travers une sexualité débridée, image d'un rejet des contraintes que la société bourgeoise est accusée d'imposer à des jeunes générations en quête d'un nouveau dialogue avec le monde et avec elles-mêmes. Ami des surréalistes, Prévert surgit comme le héraut d'une société qui, en déconstruisant les modèles du passé, reconstruit un présent où la machine aspire à la créativité la plus débordante: l'essor de l'informatique, qui débute réellement à la fin des années 70, sublimera cette évolution. Enfin, Erhard, par sa foi dans le libéralisme économique, montre que l'élan libertaire que les «seventies» transcendent ne s'arrête pas au corps désinhibé et aux élucubrations des hippies: contre le matérialisme si dénoncé, l'ambition financière est omniprésente et les individus entendent également accéder à plus de liberté par ce biais.

Nous avons déjà évoqué l'année 1968. En fait, elle est centrale et on remarque rapidement que tous les phénomènes qui se cristallisent à la fin des années 1970 en sont la suite logique. Étude d'histoire culturelle et sociale avant tout, le livre de Philipp Sarasin offre en effet une analyse des conséquences du tourbillon libertaire qui s'empare de la fin des «sixties» et dévoile les innombrables pistes dans lesquelles elles se fauillent. 1977, dans la dimension symbolique que l'auteur lui accorde, couronne en réalité l'individu dont rien ne peut désormais entraver le plein épanouissement, l'entière liberté, la «singularité», pour reprendre une notion que le sociologue Andreas Reckwitz a théorisée et à laquelle l'auteur se réfère souvent. La psychologisation de la société est en cours, entre lutte contre toute forme de domination et appel à divers ésotérismes... Le cadre «psycho-philosophique» de la transformation du rapport à l'individu et à soi, que 68 a amorcée et que «77» a «explosée», est tracé et, à bien des égards, comme l'expose Philipp Sarasin, conditionne notre actualité.

Sarasin montre bien combien les politiques de l'identité, de genre ou ethniques, qui parcourent avec force, un demi-siècle plus tard, nos années 2020 si agitées, ont pris naissance dans le culte de l'individualité modelé à cette époque. Sans doute pourra-t-on peut-être reprocher à l'auteur d'avoir peu exploré comment les événements et phénomènes qu'il décrit ont contribué à redéfinir les comportements politiques. Et, corollaire de ce qui précède, d'avoir insuffisamment creusé les liens entre la liberté «spirituelle» à l'ordre du jour des années 70 et la liberté économique, matrice du néolibéralisme que l'on peut en effet critiquer, mais qui constitue aussi une réponse, et peu importe qu'elle soit plus libertarienne que libertaire, à certains dysfonctionnements de l'État «classique» d'après-guerre. Il n'empêche: ce livre constitue, à travers le prisme d'une année-repère, une fresque fascinante d'une décennie qu'il s'agit de comprendre dans tous ses recoins si l'on veut véritablement commencer à comprendre notre actualité.

Olivier Meuwly, Lausanne

Peter Collmer, Ekaterina Emeliantseva Koller, Jeronim Perović (Hg.), **Zerfall und Neuordnung: Die «Wende» in Osteuropa von 1989/91**, Wien: Böhlau 2019 (Osteuropa in Geschichte und Gegenwart, 6), 287 S.

Mit dem offenen Überfall Russlands auf die Ukraine im Februar 2022 und dem Ableben Michail Gorbačëvs sechs Monate später ist die 1989/91 begonnene Epoche der Geschichte Osteuropas und des postsowjetischen Raumes zu Ende gegangen. Sie war eingeleitet vom Ende staatskommunistischer Herrschaft in Osteuropa und der Sowjetunion, vom Zerfall der von der UdSSR geschaffenen internationalen Organisationen und schließlich der Sowjetunion selbst und geprägt vom Übergang Ostmitteleuropas zu parlamentarischer Demokratie, Marktwirtschaft und westlichen Organisationen.

Sowohl die «samtenen» Revolutionen, der Zerfall des «Ostblocks» und der Sowjetunion als auch die folgende Transformation beschäftigen seither die Forschung. Der Forschungsstand ist aufgrund der Erschliessung zahlreicher Archive gut und wird regelmäßig in Editionen, Aufsätzen, Monographien und Handbüchern erweitert bzw. dokumentiert. Der vorliegende Band versammelt neun Beiträge zu Osteuropa und Russland sowie einen zur Schweiz. Bei den Autor*innen und der Widmungsträgerin, Nada Boškowska, handelt es sich mit einer Ausnahme um in der Schweiz tätige Personen.

Nach einer knappen Einleitung der Herausgeber*innen, welche die nach Jahren der europäischen Integration nach wie vor feststellbaren Differenzen zwischen Ost- und Westeuropa zum Ausgangspunkt nimmt und die Charakteristika der Epoche, Fragestellungen und die Inhalte des Bandes skizziert, folgen zwei interpretative Essays. Im ersten setzt Carsten Goehrke die «Wende» in ein Spannungsverhältnis zu strukturellen Faktoren. Anhand von Fallstudien zu Russland, Ungarn, Polen und den baltischen Republiken wird die Diversität der politischen Kulturen und damit auch der Ergebnisse der «Wende» deutlich: Während Goehrke sie im Baltikum als «gelungen» bezeichnet, hat sich in Russland – wieder – ein «repressives Regime» entwickelt. Die Gründe dafür seien nicht zuletzt in strukturellen Faktoren wie der schwachen Zivilgesellschaft Russlands, dem «patriarchalen Staatsverständnis der breiten Massen und der Übermacht weiterwirkender autoritärer Machtstrukturen» (S. 56) zu verorten. Dass Russland zur Zeit El'cins «vom Westen [...] gedemütigt» worden sei (S. 25), erscheint bei nüchterner Betrachtung als vielleicht etwas zu wenig kritische Wiedergabe russischer Klagen.

Im zweiten Essay weist Pavel Kolář auf die nicht geradlinige Dynamik des Niederganges des Staatskommunismus hin und schlägt mehrere «globalhistorische Aspekte» zur Diskussion vor: die Bedeutung der kollektiven Erinnerung für 1989, die Rolle von Gewalt bzw. Gewaltlosigkeit, den Niedergang der europäischen Linken, den Aufstieg des Neoliberalismus und die Globalisierung.

Nach diesen interpretativen Kapiteln wendet sich Jeronim Perović der Debatte um die NATO-Osterweiterung zu – einer Debatte, die bis zuletzt von Russland zur Mobilisierung gegen einen NATO-Beitritt der Ukraine und zuletzt für seinen Krieg gegen das Land instrumentalisiert wurde. Während Erweiterungsgegner den westlichen «Bruch» eines «Nichterweiterungsversprechens» behaupteten, aber nie beweisen konnten, argumentierten Befürworter mit dem Selbstbestimmungsrecht und mit der real nicht vorhandenen Bedrohung Russlands durch den Westen. Etwas unterbelichtet bleibt dabei oft der Faktor der russischen Innenpolitik. So hatte Präsident El'cin den NATO-Beitritt Polens 1993 öffentlich akzeptiert, bevor er unter dem Druck seiner rechts- und linksradikalen Herausforderer zurückruderte. Ebenfalls in Rechnung zu stellen ist ferner die Komplexität des vom Westen ausgearbeiteten Gesamtpakets (OSZE, Partnership for Peace, NATO-Russ-

land-Akte mit realen Sicherheitszusagen, Aufnahme Russlands in die G-7). Gerade aus Rücksicht auf Russland zögerte der Westen lange und oft, den Staaten Osteuropas reale Zusagen zu machen. Dieses Schema zieht sich von der westlichen Aufforderung an das Baltikum und die Ukraine, ihre Unabhängigkeit aufzuschieben, um nicht die Deutsche Einheit oder die Position Gorbačëvs zu gefährden, über das Zögern bei den NATO-Aufnahmerunden bis zur zweimaligen faktischen Ablehnung der NATO-Aufnahme der Ukraine durch Deutschland. Den Preis für dieses westliche Appeasement zahlt heute die Ukraine.

Eine erhellende Ergänzung zum innerrussischen Diskurs bietet Daniel Weiss mit seiner Analyse bis heute fortlebender Sowjetismen wie etwa der verbreiteten Bipolarität des Eigenen und Fremden, der Universalität des eigenen Standpunktes und der Partialität des gegnerischen oder auch der positiven Konnotation sowjetischer Akronyme und Kunstworte wie etwa «čekist» für Geheimpolizist. Auch vom angeblichen westlichen «Imperialismus» ist, wie Weiss anhand von Dumaprotokollen nachweist, in politischen Debatten der Ära Putin die Rede wie zur Zeit Brežnevs.

Carmen Scheide spürt der Bedeutung ukrainischer privater Vereinigungen ehemaliger Zwangsarbeiter in NS-Deutschland für die Entstehung einer Zivilgesellschaft in der Sowjetukraine nach. Ab 1986 rückten Fragen der ukrainischen Geschichte wie der Holodomor und der Holocaust nicht nur in den Blick der Sowjetforschung und der ukrainischen Zivilgesellschaft. Auch die Gründung der ukrainischen Nationalbewegung Ruch, der ersten Oppositions- und Unabhängigkeitsbewegung in der Sowjetukraine, 1989 und von Organisationen ehemaliger «Ostarbeiter/innen» spielte dabei eine Rolle.

In den anschliessenden vier Kapiteln widmet sich Peter Collmer der polnischen politischen Diskussion nach 1989 über den Runden Tisch, dessen Akzeptanz unter PiS-Wählern/innen geringer ist als unter der Wählerschaft anderer Parteien, Nataša Mišković der Geschichtspolitik Titos, Julia Richers jener Viktor Orbáns und Ulrich Schmid der Analyse der «Telerevolution» in Rumänien. Die Debatte der sicherheitspolitischen Folgen des Endes des Kalten Krieges für die Schweiz (bis hin zur Abschaffung der Armee) steht im Zentrum von Christian Kollers abschliessenden Kapitels.

Der Band bietet Anlass, zu überlegen, ob man mit Blick auf die Sowjetunion und den «Ostblock» den in der westlichen Forschung heute oft in Nachahmung der Selbstbezeichnung angewandten, allgemeinen Begriff «Sozialismus» nicht durch den engeren des «Kommunismus» ersetzen sollte. Die historische Selbstbezeichnung folgte zum einen ideologischen Prämissen wie der marxistischen Vorstellung vom Sozialismus als Vorstufe des Kommunismus, die sich inzwischen als falsch erwiesen haben. Zum anderen verfolgte sie das taktische Ziel, den Gegensatz zwischen Sozialdemokratie und Kommunismus zu verwischen und damit letzteren für die Linke akzeptabler zu machen – was im Westen nach 1968 durchaus funktionierte. Wenn man politische Systeme, die von linksextremen Parteien dominiert wurden und demokratische Konkurrenz sowie Privateigentum an Produktionsmitteln weitestgehend beseitigten bzw. zu beseitigen strebten, analytisch (wieder) als kommunistisch bezeichnet, ermöglicht das eine klare Differenzierung zwischen dem Sozialismus als Überbegriff sowie Sozialdemokratie und Kommunismus als seinen beiden wichtigsten Ausprägungen.

Insgesamt versammelt der Band eine Zusammenschau weiterführender Gedanken und Forschungsergebnisse exzellenter Kenner*innen des Raumes mit einem Fokus auf Erinnerungspolitik und politischer Kultur, die zeigen, dass die «Wende» als Forschungs-

thema noch lange nicht ausgeschöpft ist und weiterhin neue Fragestellungen und Erkenntnisse bietet.

Wolfgang Mueller, Wien

